

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE BRÉSILIENNE DE 2022 :

le présent et l'avenir d'une démocratie



Observatoire
des élections
au Brésil

SciencesPo

OBSERVATOIRE POLITIQUE DE
L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE BRÉSILIENNE DE 2022 :

le présent et l'avenir d'une démocratie

Mariana Falcão Chaise (org.)



**Observatoire
des élections
au Brésil**

SciencesPo
OBSERVATOIRE POLITIQUE DE
L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES

CHAISE, Mariana (org.). *L'élection présidentielle brésilienne de 2022 : le présent et l'avenir d'une démocratie*. Observatoire des Élections Brésiliennes (OEB), Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC), Sciences Po: Paris, 2023.



Creative Commons
Attribution-NonCommercial-ShareAlike 4.0 International

Vous êtes libre de :

Partager - copier et redistribuer le matériel sur n'importe quel support ou format.
Adaptez - remixez, transformez et construisez sur le matériel.

Aux termes suivants :

Attribution - Vous devez donner le crédit approprié, fournir un lien vers la licence et indiquer si des modifications ont été apportées. Vous pouvez le faire de toute manière raisonnable, mais en aucun cas suggérant que le concédant vous approuve ou approuve votre utilisation.

Non commercial - Vous ne pouvez pas utiliser le matériel à des fins commerciales.

Partage dans les mêmes conditions - Si vous remixez, transformez ou développez le matériel, vous devez distribuer vos contributions sous la même licence que l'original.

Mise en page du dossier: Arthur Walber Viana

SOMMAIRE

- 1. Un autoritaire à la brésilienne :
que dit la science politique de l'élection de Bolsonaro ?**
Mariana Chaise (Universidade de São Paulo - USP) _____ **06**
- 2. Le pouvoir politique des prières : le vote évangélique lors
de l'élection présidentielle 2022**
Ana Luisa Chartier (Sciences Po) _____ **19**
- 3. Les impacts et les influences du genre et de l'ethnie sur le
financement des élections brésiliennes en 2022**
Julia Coury (Universidade de São Paulo - USP et Sciences Po)
David Gamboa (Sciences Po) _____ **37**
- 4. Occuper, bloquer et envahir : la trajectoire des mouvements
de contestation post-électorales de 2022 au Brésil**
Marina Machuca (Sciences Po) _____ **52**
- 5. Urnes non contrôlables, satanisme et association au crime
organisé : les fake news des élections brésiliennes de 2022**
Arthur Walber Viana
(Universidade Federal do Rio Grande do Sul - UFRGS) _____ **66**
- 6. Du Venezuela à l'Argentine : l'évolution de la rhétorique
de l'extrême droite brésilienne**
Gabrielle Balestra (Sciences Po) _____ **98**
- 7. Bolsonaro : une œuvre populiste de la nouvelle droite
brésilienne?**
Alice Dobal Jordan (Sciences Po) _____ **124**
- 8. Etude comparative: Les dernières élections américaines
et brésiliennes**
Camille Racette-Roussel (Université de York et Sciences Po) _____ **136**

Observatoire des Eleccion au Brésil : Qui sommes-nous ?

L'Observatoire des élections au Brésil (OEB) était un projet de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC - CERI) qui visait à retracer les principaux acteurs des élections brésiliennes de 2022 et leurs agendas, à déterminer les principales tendances électorales et à suivre le débat national et international sur le scrutin. Entre février 2022 et mars 2023, l'OEB a réuni quatorze chercheurs, parmi lesquels des étudiants de premier cycle et des étudiants de niveau master et doctorat, recrutés à la fois parmi les étudiants de Sciences Po et dans d'autres universités, y compris brésiliennes. Outre le travail de suivi électoral, l'OEB a constitué un groupe d'étude vigoureux, qui s'est consacré au débat sur les travaux relatifs aux élections au Brésil dans une perspective historique, à l'organisation de la société brésilienne, à ses institutions politiques et à ses pratiques culturelles. Les articles qui composent le présent dossier sont le résultat d'une année de travail de ces jeunes chercheurs, extrêmement bien informés sur la politique brésilienne et perspicaces dans le suivi de son évolution récente.

Les élections de 2022 au Brésil ont donné lieu à des débats qui dépassent le cadre du localisme et portent sur des thèmes chers aux sciences sociales et à la citoyenneté mondiale elle-même : la valeur de la démocratie, les risques de sa rupture et les défis posés par les cultures autoritaires au premier plan. Nous espérons que ce dossier reflétera la puissance de nos débats et qu'il contribuera au développement de nouvelles recherches sur les contextes brésilien et mondial.

Le premier chapitre de ce dossier présente une synthèse de la littérature en science politique concernant l'élection de Jair Bolsonaro à la présidence de la République en 2018 ; trois thèses principales seront analysées et interprétées. Dans la suite, Ana Luisa Chartier revient sur la problématique du vote des individus évangéliques au Brésil : un groupe religieux en progression dans toute l'Amérique latine et qui semble agir de manière unifiée au niveau politique. Julia Coury et David Gamboa cherchent à comprendre, par une analyse quantitative, l'impact du financement électoral et des nouvelles règles électorales sur le vote pour les femmes et les candidats ethniques. Marina Machuca, à travers une analyse ethnographique, cherche à détailler les groupes qui soutiennent Bolsonaro dans un sens spécifique : dans leur action de contestation électoral. Arthur Walber Viana organise, systématise et interprète les principales fake news qui ont influencé les élections de 2022 au Brésil. Gabrielle Balestra prescrit des changements dans la rhétorique électoral de la droite brésilienne concernant la politique étrangère du pays, en particulier l'association entre les gouvernements du PT et les régimes de gauche en Amérique latine. Dans une étude théorique, Alice Dobal Jordan cherche à comprendre comment et en quoi nous pouvons classer Jair Bolsonaro comme un "populiste". Enfin, pour clôturer le dossier, Camille Racette-Roussel promeut une étude comparative entre les élections brésiliennes dont Jair Bolsonaro est sorti vainqueur et les élections américaines qui ont abouti à la victoire de Donald Trump.

Bonne lecture !

*Mariana Falcão Chaise
Université de São Paulo (USP)
Chercheuse à l'OPALC
Coordinatrice OEB*

1.

Un autoritaire à la brésilienne : que dit la science politique de l'élection de Bolsonaro ?

**Mariana
Falcão
Chaise**

Doctorante en sciences politiques
à l'Université de São Paulo (USP).
Cette recherche est financée par la Fapesp,
dans le cadre du processus n° 2019/15010-8.

La multiplication des paradigmes concurrents pour l'explication des mêmes phénomènes est inhérente au domaine des sciences sociales. L'exploration de n'importe lequel de ses thèmes se traduit non seulement par la sensation d'une accumulation de thèses valables pour l'interprétation de problèmes identiques, mais aussi par le fait que ces thèses ne nous fournissent que des fragments pour le décodage d'une réalité qui insiste toujours pour présenter des défis renouvelés aux compréhensions courantes. Cela vaut pour le domaine spécifique de l'analyse politique et, en son sein, pour les études électorales, qui - lorsqu'elles sont prises au sérieux - sont beaucoup plus vastes que l'analyse des résultats des élections : en cherchant soit à les prédire, soit à les expliquer. Les études électorales exigent généralement la combinaison de facteurs structurels et d'éléments conjoncturels, ainsi que la combinaison de variables institutionnelles traditionnelles et d'autres de nature sociologique et culturelle, qui, indépendamment de leur poids analytique et de l'orientation théorique des interprètes, sont toujours présentes. Et ce qui est le plus intéressant dans les études électorales, c'est qu'à chaque élection, nous avons l'occasion de valider notre compréhension du fonctionnement du système politique et de la nature et des caractéristiques de la société qui le compose : le champ de recherche a donc rendez-vous avec sa recombinaison.

Lorsque les individus votent selon leurs prédispositions et leurs intérêts dans des contextes qui ne changent pas, la littérature électorale classique considère que des élections dites "normales" ont eu lieu, ce qui nous permettrait de retracer les congruences du système électoral (Converse 1966) : quels sont ses principaux partis, quel électorat est organisé par chaque agence, qu'est-ce qui motive les options de vote dans chaque strate sociale et économique. En même temps, lorsque des changements dans les préférences des électeurs se produisent dans des contextes changeants, cette même littérature considère l'occurrence d'élections "critiques" (Key 1955), qui seraient éventuellement accompagnées de nouveaux réalignements électoraux : de nouvelles congruences (Mayhew 2002). Ce sont surtout ces dernières qui permettent aux sciences sociales de réorienter leur regard sur la politique et de reconsidérer la validité de leurs principales thèses.

La victoire de Jair Messias Bolsonaro et son accession à la présidence de la République au Brésil en 2018 a été l'un de ces moments qui ont surpris d'importants analystes politiques, obligeant à des réorientations : pour Celso Rocha de Barros (2018), Bolsonaro ne gagnerait pas l'élection faute d'une coalition de partis pour le soutenir ; pour Maria Herminia Tavares et Fernando Limongi (2017), il ne gagnerait pas car trop radical dans un système politique qui contraint les candidats au centre ; pour Bruno Wanderley Reis (2018), le machisme et la virulence de ses discours lui permettraient difficilement d'obtenir le soutien de l'électorat féminin : de pas plus de la moitié, donc, de l'électorat brésilien.

Dans l'un des premiers sondages d'intentions de vote pour l'élection qui l'a élu, publié en décembre 2016, le député fédéral de l'époque n'était cité que par 3 % des électeurs et électrices :¹ il s'agissait donc d'un candidat à la présidence encore inconnu des Brésiliennes et des Brésiliens.² Cependant, à la grande

1 Dans le sondage spontané, lorsque les noms des candidats ne sont pas présentés aux personnes interrogées. C'est le meilleur moyen de mesurer la notoriété d'un candidat auprès des électeurs.

2 Le taux a toutefois grimpé à 7 % chez les évangéliques néo-pentecôtistes, à 6 % chez les électeurs du nord du pays et à 8 % chez les Brésiliens gagnant entre 5 et 10 salaires minimums.

surprise des interprètes précédents, l'ascension de Bolsonaro allait être fulgurante : un congressiste qui avait déjà été affilié à neuf partis politiques différents et qui - en 2018 - l'était à un organisation sans aucune expression électorale ; un congressiste qui - en 28 ans d'activité législative - n'avait approuvé que deux projets de loi, qui n'avait jamais occupé de fonction au sein du gouvernement fédéral ni de poste important à la Chambre des représentants ; un candidat sans coalition de soutien, sans gouverneurs alliés, qui avait déclaré de maigres ressources officielles, qui, tout au long de la campagne, n'avait fait aucune concession en faveur de la modération politique et qui disposait d'à peine 8 secondes de propagande électorale à la télévision : fondamental pour que les électeurs reconnaissent les candidats à la présidence.³

Si la victoire de Bolsonaro a contredit des arguments bien établis en science politique concernant les facteurs qui permettraient des succès électoraux dans les démocraties fédérales, avec des systèmes multipartites et dans les pays de dimension continentale, d'autres arguments ont cherché à s'imposer pour expliquer les raisons de la victoire, dans l'une de ces dynamiques de reconstitution du champ de recherche. L'analyse des articles publiés dans les principales revues brésiliennes de sciences politiques permet d'affirmer qu'il existe trois thèses principales sur l'ascension de Bolsonaro.⁴ L'une des thèses récurrentes consiste à attribuer la victoire au profil conservateur de l'électorat brésilien le plus pauvre ; une thèse qui traite donc d'une dynamique qui se produit de bas en haut : c'est-à-dire la manière dont les valeurs de la fraction majoritaire de l'électorat dans un pays très inégalitaire créent des opportunités de succès pour certaines candidatures, affectant - dans ce sens - les stratégies des leaderships politiques. Une deuxième thèse est qu'il y a eu une réorganisation des leaderships de droite dans le pays ; ici, nous avons une dynamique dans la direction opposée, du haut vers le bas : chercher à comprendre comment les stratégies innovantes des élites ont contribué à réorganiser les préférences des électeurs. La thèse la plus courante, cependant, a été d'attribuer la victoire de Bolsonaro à ce que l'on appelle l'"antipétisme" : le vote pour ce candidat ne refléterait pas, dans ce cas, une identification particulière des électeurs avec cette candidature, mais une option pragmatique de ceux qui ne voulaient pas de la victoire du candidat du Parti des travailleurs (PT) ; il ne serait pas non plus le reflet d'une autre stratégie des dirigeants que la critique des PTistes et de leur campagne.

Nous soutenons que - bien qu'elles nous fournissent des éléments pertinents pour expliquer l'accession de Bolsonaro à la présidence - aucune de ces thèses ne le fait au détriment des autres. Avec le soutien de chacune, le résultat des élections de 2018 pourrait être interprété différemment selon les groupes sociaux ou les fractions de classe, le segment religieux ou professionnel auxquels nous nous intéressons. La thèse du conservatisme populaire et la réorganisation de la droite brésilienne - selon des perspectives différentes - se concentrent sur la tranche majoritaire et la plus pauvre de l'électorat. La thèse de l'antipetismo, en revanche, met l'accent - en général - sur les classes moyennes, une tranche minoritaire en termes de poids électoral, mais dotée d'un grand capital social. Quoi qu'il en

3 Sur l'importance persistante de la propagande électorale lors des élections de 2018, voir Borba et Dutt-Ross (2021).

4 La recherche bibliographique pour la production de ce texte a analysé tous les articles publiés dans des revues classées par le Capes/Brésil avec le concept A1, A2 et B1 et ayant pour objet l'élection de Bolsonaro en 2018.

soit, il est probable que le bolsonarisme au Brésil - comme tout autre phénomène politique - ait de multiples explications, toutes valables mais toutes partielles, ainsi qu'une composition hybride. En d'autres termes, le bolsonarisme serait mieux décrit comme un phénomène complexe, intra-classe et multisocial.

La première thèse : le conservatisme populaire

La première thèse qui cherche à expliquer l'élection de Jair Bolsonaro en 2018 - un candidat sans projection, sans temps de télévision et sans ressources du parti (Nicolau 2020) - est celle du soi-disant "conservatisme populaire", qui trouve dans les travaux d'André Singer sa meilleure expression. L'interprétation de l'auteur repose sur l'hypothèse théorique selon laquelle le vote des Brésiliennes et Brésiliens aurait une orientation idéologique. Singer lui-même (2000a) a été un pionnier dans l'utilisation des sondages d'opinion pour démontrer l'existence d'une corrélation entre la position autodéclarée des électeurs entre la gauche et la droite et leur vote pour le président dans les années 1990, entrant dans une polémique publique fertile avec Fábio Wanderley Reis (2000).⁵ Pour Singer, même si ce n'est qu'intuitivement, les électeurs seraient capables de reconnaître l'existence de partis et de candidatures situés à droite ou à gauche du spectre idéologique, même s'ils ne peuvent pas verbaliser la signification exacte de ces termes. Dans ce cas, qui n'est pas le seul, l'idéologie serait un prédicteur possible du vote au Brésil. Dans un article publié en 2022, Singer a démontré que l'option électorale pour Bolsonaro aurait cette explication idéologique : dans ce cas, l'augmentation de l'auto-identification à la droite politique observable dans toutes les couches de revenus du pays aurait correspondu à l'élection du deuxième président ouvertement à droite dans le contexte de la Nouvelle République (1985-aujourd'hui).

Une deuxième couche de l'argument théorique de Singer (2022) s'écarte des travaux bien connus du sociologue Antônio Pierucci (1994, 2013), qui a démontré dans les années 1990 l'existence d'un arc de vote conservateur qui correspondrait à la périphérie historique de São Paulo, le plus grand collège électoral du pays, dans la région où se concentrent les classes moyennes inférieures de la ville. Ces individus, en votant pour des candidats qui ne s'aligneraient pas sur leurs intérêts économiques immédiats, auraient donc des positions politiques ambiguës par rapport à leurs positions sociales, selon l'auteur. Pour Antônio Pierucci comme pour André Singer, le moteur de la sociabilité conservatrice de ces couches sociales serait la peur de la violence et le désir d'ordre. Dans cette perspective, l'élection d'un président conservateur ne pourrait jamais être considérée comme "surprenante" dans un pays où la majorité de l'électorat, les plus pauvres, s'identifie aux valeurs conservatrices.

Dans un article qui utilise des questionnaires du Forum brésilien de la sécurité publique

⁵ La réplique de Singer (2000b) se fonde sur l'argument selon lequel "gauche" et "droite", deux concepts au contenu vague et subjectif, serviraient de repères pour les différentes positions des candidats, de sorte qu'ils serviraient précisément à organiser et à simplifier le contenu.

appliqués en 2017, c'est-à-dire un an avant l'élection de Bolsonaro à la présidence, les auteurs cherchent à mesurer le soutien de la population brésilienne aux positions conservatrices (Lima et al. 2020). Dans leurs conclusions, ils démontrent que, précisément parce qu'ils sont plus sensibles à l'insécurité publique, les secteurs sociaux historiquement les plus marginalisés auraient la plus forte propension à adopter des positions de soumission à l'autorité, à soutenir des leaderships perçus comme " forts " et des individus au profil de " sauveur " : des populistes. Par ailleurs, d'un point de vue anthropologique et sur la base d'entretiens, Manso (2020) a démontré comment cette peur de la violence aurait contribué au choix populaire de Bolsonaro, un "représentant idéologique" de la culture des milices de la ville de Rio de Janeiro, dans un pays où l'État n'a jamais eu le monopole dans le cadre de paramètres démocratiques (Adorno et Dias 2014), où la violence a toujours fait partie des relations sociales et a été acceptée comme un moyen légitime de résoudre les conflits. Dans une étude parallèle, Lúcio Rennó (2020) a démontré que les électeurs de Bolsonaro ne seraient pas seulement favorables à des peines plus sévères pour les crimes, mais aussi plus conservateurs dans le cadre d'un programme moral, plus préoccupés par la question de la corruption et toujours ambivalents en ce qui concerne le soutien aux politiques sociales : ils soutiennent les transferts monétisés, tels que Bolsa Família, mais critiquent les quotas dans les universités, sur la base d'arguments de type méritocratique.

L'argument de Singer (2022) comporte toutefois une troisième couche, qui correspond à une composante situationnelle de son interprétation : ce que l'on appelle le "lulisme". Selon l'auteur, le lulisme est le réalignment électoral qui s'est produit en 2006 - lors d'élections considérées comme "critiques" - lorsque les plus pauvres ont cessé de voter pour la droite conservatrice et ont commencé à voter systématiquement pour le candidat du PT lors des élections présidentielles. Cela se serait produit, en particulier, en raison de l'institutionnalisation d'un programme de lutte contre la pauvreté, le programme historique du PT, mais qui a été mis en œuvre dans un format qui a évité la confrontation avec l'ordre (Singer 2012). De cette manière, le lulisme aurait promu une réarticulation idéologique, qui aurait vidé la centralité électorale du conflit entre la droite et la gauche et l'aurait reconstruite sur la base du conflit entre les riches et les pauvres. Il y a - à ce point - une question importante : le conservatisme populaire au Brésil peut être considéré comme conservateur dans le sens d'un désir de maintenir les structures sociales existantes, mais il n'est pas nécessairement conservateur en termes d'opposition à l'égalité ; pour cette raison, il est susceptible d'être capturé par la gauche, comme cela s'est produit depuis 2006, tant que ses représentants promeuvent un discours "ordonné".

Au début des années 2000, la droite s'est diluée : certains de ses membres ont même composé la base de soutien des gouvernements du PT, qui - jusqu'à la réélection de Dilma Rousseff - étaient très populaires.⁶ En 2018, cependant, un candidat ouvertement de droite et ouvertement conservateur

⁶ À partir de 2015, pendant le second mandat de Dilma Rousseff, le Brésil a été confronté à un scénario économique très défavorable et les mesures économiques du gouvernement ont été fortement contestées par l'opinion publique. En outre, l'opération Lava Jato avait déjà commencé ses activités et les premières accusations de fraude pour favoriser l'élection d'un président du PT avaient été lancées de manière irresponsable par le candidat battu, avec une grande résonance parmi l'aile droite organisée dans les réseaux sociaux.

s'est présenté à l'élection présidentielle dans une position compétitive : selon Rosana Pinheiro-Machado (2019), en occupant un vide de représentation légué par les manifestations de 2013 et catapulté par la crise économique qui avait touché tout le monde. Ainsi, selon André Singer, favorisé par l'arrestation et l'empêchement du candidat identifié aux politiques "lulistes", Jair Bolsonaro aurait - à ce moment-là - contribué à "réactiver" les prédispositions normales de la population brésilienne à voter pour des candidats aimant les positions conservatrices. De cette manière, les Brésiliens se seraient "souvenus" - cette année-là - qu'ils avaient toujours été conservateurs.

Il est intéressant de noter que les élections de 2022 opposeront Bolsonaro, alors président, à l'ancien président Lula, qui a été réhabilité pour se présenter après l'annulation des condamnations qui avaient justifié son emprisonnement. La question qui découle de cette littérature est de savoir lequel des deux éléments serait prépondérant dans la décision de vote de l'électorat populaire : si les convictions découlent de valeurs personnelles - dans ce cas, favoriser le candidat Bolsonaro - ou si les motivations liées, en général, à la position socio-économique, comme le souvenir des bénéfices tirés des politiques publiques mises en œuvre au cours des deux mandats du PT. Fondamentalement, pour les auteurs analysés, les élections de 2022 seraient décidées par l'issue du conflit entre les deux candidats pour la vaste portion représentée par l'électorat populaire : l'un d'eux faisant appel à l'agenda moral, avec des arguments en résonance avec les valeurs conservatrices de l'électorat, et l'autre recherchant ce que les sciences politiques appellent le "vote rétrospectif" : basé sur la poche et la mémoire.

Il existe également une possibilité de dérivation générique à partir de cette littérature. Un candidat conservateur qui tente d'obtenir des voix parmi les électeurs et électrices qui défendent principalement des valeurs conservatrices aura toujours un "avantage comparatif" lors des élections brésiennes s'il axe son discours sur l'agenda moral et l'agenda douanier. C'était le cas du candidat Bolsonaro, qui a parié - en 2022 - que la dimension de valeur du vote l'emporterait sur sa dimension de classe ou économique. C'est peut-être pour cette raison que, dans ses discours, Bolsonaro a évité les commentaires sur la politique économique ou sur les projets de politique sociale, préférant évoquer la peur du désordre, y compris du communisme, au cas où son adversaire serait élu. D'autres candidats auraient testé, sans le même succès, cette voie : José Serra, par exemple, une personnalité politique que l'on associerait difficilement à un conservatisme moral, qui, lorsqu'il s'est présenté en 2010 contre Dilma Rousseff, a activé l'agenda anti-avortement et a exigé une position de son adversaire.

La deuxième thèse : la réorganisation de la droite

La deuxième thèse explicative de l'élection de Bolsonaro en 2018 indique également que sa victoire électorale ne pouvait pas être interprétée comme une surprise. La thèse de la réorganisation de la droite se concentre sur le mouvement au sein des élites et peut être divisée en deux volets : l'un qui se concentre spécifiquement sur la réorganisation des leaderships parlementaires et l'autre qui se concentre sur les arènes en dehors du Congrès national : dans les églises, dans les casernes, dans

les commissariats de police, voire dans les mouvements de rue, l'espace le plus typique de la gauche.

Au Brésil, le clivage entre la gauche et la droite a longtemps été associé au soutien ou à l'opposition des dirigeants politiques et des partis au régime militaire (Tarouco et Madeira 2013). L'opinion publique a intensifié ses critiques à l'égard des militaires tout au long des années 1980, que ce soit en raison du scénario d'hyperinflation qui s'était installé, des preuves de l'accroissement des inégalités sous le régime, des accusations de corruption impliquant les militaires ou même de l'accumulation de preuves de pratiques de torture. Afin de gagner en viabilité électorale après la redémocratisation, la droite a tenté de se distancier de cet héritage, du moins en termes de rhétorique ; le parti soutenant le régime s'est fragmenté en plusieurs groupes,⁷ tandis que ses parlementaires ont évité de s'identifier comme des représentants de la droite ou des conservateurs, se qualifiant de "centristes" (Power 2008). Maria do Carmo Campello de Souza (1988) appellerait ce phénomène la "droite honteuse".

Dans une autre recherche menée avant les élections de 2018 et basée sur une analyse des discours et des activités législatives, Quadros et Madeira (2018) ont montré qu'une partie de la droite parlementaire brésilienne exprimerait explicitement ses préférences programmatiques : c'est-à-dire qu'elle semble peu à peu " perdre la honte " d'être et de s'exprimer comme étant de droite. Les parlementaires analysés, en plus d'être fortement idéologisés, se sont révélés actifs dans leurs activités législatives, mobilisant en général des agendas moraux et exigeant des politiques plus strictes dans le domaine de la sécurité publique : ils ont donc adopté la rhétorique de la peur. Les critiques de la "gauche" et du "communisme" faisaient également partie de leur répertoire. En outre, ces hommes politiques seraient déconnectés des familles politiques traditionnelles, étant indépendants - par exemple - des partis physiologiques qui constituaient ce que l'on appelle traditionnellement le "centrão" brésilien : un groupe sans programme propre qui a soutenu tous les gouvernements de la Nouvelle République, quelle que soit leur position politico-idéologique, à la recherche d'avantages clientélistes. Selon les auteurs, ce phénomène émergent est dû, en partie, à la croyance que les politiques publiques promues par les gouvernements pédistes de Lula et de Dilma Rousseff, au même titre que les décisions prises par le pouvoir judiciaire - y compris l'autorisation de l'union homosexuelle, de l'avortement en cas d'anencéphalie et la validation des quotas raciaux dans les universités publiques - seraient à l'origine d'un " changement de valeurs " de la société brésilienne, voire d'une " crise morale " dans le pays (Cowan 2014), dans une posture, donc, proche de ce que Norris et Inglehart (2019) qualifieraient de " backlash culturel ".

La plupart de ces députés qui ont ouvertement exprimé des thèmes traditionnels de droite se sont organisés en deux caucus supra-partisans au sein du Congrès national. Le premier est le caucus des groupes évangéliques, connu sous le nom de "bible caucus", qui se concentre sur l'agenda douanier, l'opposition à l'avortement et les droits des populations LGBTQIA+. Le second est le caucus de la sécurité publique, connu sous le nom de "bullet caucus" : parmi ses thèmes de prédilection figurent

7 En contrepartie, le MDB - l'opposition "légale" - conserve le même acronyme jusqu'à aujourd'hui.

la facilitation de la possession d'armes à feu et la réduction de l'âge de la responsabilité pénale, en tension constante avec les politiques en matière de droits de l'homme. Dans un pays en pleine transition religieuse vers une majorité évangélique, plusieurs études ont montré que les individus issus de confessions néo-pentecôtistes votent principalement pour des représentants évangéliques déclarés (Rodrigues-Silveira et Cervi 2019), y compris du fait de la nomination active de leurs pasteurs et représentants religieux (Rodrigues et Fuks 2015). D'autres démontrent l'augmentation de l'expression politique des policiers et des militaires au Congrès national : en 2018, les catégories liées au contrôle de la violence auraient élu quatre fois plus de représentants que lors de l'élection précédente, dont certains avec des votes records (Novello et Alvarez 2022).

Selon les données compilées par Quadros et Madeira (2018), le député le plus actif et au discours le plus idéologiquement orienté jusqu'en 2018 était précisément Jair Bolsonaro. Ainsi, dans cette perspective, la perception souvent mobilisée selon laquelle Bolsonaro serait un parlementaire non significatif ou sans expression sur la scène politique brésilienne est battue en brèche. Les auteurs nous montrent plutôt que Bolsonaro serait - en réalité - le vocalisateur le plus cohérent des discours conservateurs dans un scénario de franche montée de la droite parlementaire : un député qui, depuis le début des années 1990, avait représenté organiquement les intérêts de la "bullet caucus", en particulier les agendas liés aux droits et devoirs des policiers, en même temps que - à la mi-2010 - il avait assumé avec éloquence les agendas habituels des évangéliques, attirant l'attention des pasteurs (Lacerda 2019). Bolsonaro représentait donc l'union des deux super-branches.

Parallèlement, dans le sillage des manifestations de 2013 et des inculpations de Lava Jato, Bolsonaro s'est présenté comme un représentant acceptable également pour la soi-disant "nouvelle droite brésilienne", qui s'est forgée dans les réseaux sociaux et les mouvements de rue, fondamentalement pour dénoncer ce qu'ils considéraient comme l'affirmation d'une "hégémonie culturelle de la gauche" au Brésil parallèlement à une corruption incontrôlée des gouvernements de Petista. Leur objectif était de propager des idées ultra libertaires (Rocha 2021). Selon Camila Rocha, la genèse de ces groupes réside dans l'organisation de think tanks libéraux, qui ont des interconnexions avec les partis politiques traditionnels. Tout au long des années 2000, des membres de cette nouvelle droite se sont présentés et ont été élus à des postes proportionnels, parmi lesquels Ricardo Salles : ministre de Bolsonaro et fondateur, en 2006, du pionnier Movimento Endireita Brasil (MEB).

En raison de sa cohérence dans la défense des valeurs conservatrices, de son engagement dans les réseaux sociaux et de son langage dérangeant, Bolsonaro est devenu un symbole d'indignation contre le PT et - de manière générique - contre un système politique considéré comme corrompu, attirant dans son orbite la nouvelle droite (Rocha, 2021). Étant donné qu'il s'agit d'un mouvement issu de la société civile, y compris des manifestations de rue, dont l'objectif est d'influencer les élections et de modifier ainsi la structure de la représentation politique, nous pourrions conclure que ce courant nous apporte également un mouvement bottom-up. Cependant, contrairement à la thèse du conservatisme populaire, nous n'avons pas affaire à un mouvement des subalternes, mais à un mouvement des classes moyennes et des classes d'affaires : des individus dotés d'un capital

économique et social. Les libertaires, les leaders évangéliques, les représentants de la police et des forces armées n'organisent pas les mêmes populations, ni n'ont les mêmes agendas programmatiques, mais ils se sont unifiés en 2018 dans le même but d'élire Jair Bolsonaro. C'était la tempête parfaite.

La troisième thèse : l'antipétisme

La plus récurrente parmi les explications de la victoire de Bolsonaro en 2018 est toutefois la thèse qui mobilise ce que l'on appelle l'antipétisme. Cette thèse part également d'un postulat théorique : la sympathie ou le rejet à l'égard d'un certain parti politique façonnerait le vote au Brésil, c'est-à-dire qu'il y aurait une proportion significative d'individus qui - indépendamment de la raison - voteraient ou ne voteraient plus pour un certain candidat simplement parce qu'il est le candidat d'un parti pour lequel on éprouve de l'appréciation ou du dégoût. La littérature analyse généralement ce que l'on appelle la "partisanerie positive" (cf. Samuels et Zucco 2018), c'est-à-dire l'identification émotionnelle ou la sympathie à l'égard d'une agrégation, et est unanime à considérer que le Brésil ne présente pas un niveau particulièrement élevé de partisanerie en général : il n'y aurait donc pas dans le pays un volume élevé d'électeurs qui s'identifient de manière partisane. Dans ce cas, des facteurs non partisans, tels que la performance du gouvernement, le soutien à certaines politiques publiques ou même le clientélisme, resteraient déterminants pour le vote. Mais dans ce scénario général de faible partisanerie, le PT occuperait une position de premier plan : un parti qui a émergé dans les parties les plus denses de la société civile, mobilisant ses cadres principalement à partir des syndicats et des communautés ecclésiastiques de base (Keck 1991). Tout au long des années 1990, qui correspondent à la phase d'affirmation du parti (cf. Barros 2022), le PT a été le seul parti politique brésilien à enregistrer une croissance significative de son indice de préférence partisane, ayant atteint 20% de préférence parmi les électeurs un an avant la première victoire présidentielle de Lula en 2002 (Carreirão et Kinzo 2004).⁸

Le *petismo* serait donc un prédicteur important du vote : les individus sympathisants du parti auraient tendance à voter pour certains candidats simplement parce qu'il s'agit des candidats présentés par le PT, ce qui correspond à un avantage du parti par rapport aux autres partis brésiliens. Un certain nombre d'études ont toutefois souligné que le PT est également le parti qui présente l'indice de rejet le plus élevé parmi l'électorat. De plus, ce rejet du PT ne correspond pas à une adhésion à d'autres partis, c'est-à-dire que l'antipétisme serait une catégorie résiduelle : autonome (Samuels et Zucco 2018).

Ce scénario a deux implications principales. La première est qu'il existe un large contingent d'individus qui ne s'identifient à aucun parti politique, mais qui rejettent les candidats du PT, et

⁸ Tout au long des années 1990, le MDB est resté l'un des principaux partis du Brésil, un parti né pendant la dictature militaire. Cependant, le PMDB s'est progressivement vidé après la re-démocratisation : une partie de ses membres a migré vers le PT. Une autre partie a migré vers le PSDB, une fracture dans le PMDB opérée par Orestes Quéricia et Fernando Henrique Cardoso pour représenter une sorte de "parti des classes moyennes de São Paulo". Au cours de cette période, le niveau d'identification avec le PMDB a chuté.

qui sont donc disponibles pour la propagande d'autres candidats de l'opposition. Ainsi, n'importe quel parti politique ou candidat pourrait utiliser la rhétorique de l'anti-Pétisme et ainsi recruter un volume significatif de votes. La deuxième implication est que - si le volume des votes anti-Petista est supérieur à celui des votes Petista dans un contexte donné - l'anti-Petismo pourrait décider d'une élection en faveur d'un candidat indépendamment de ses positions politico-idéologiques ou de ses programmes propositionnels ; indépendamment du fait que les valeurs de ce candidat convergent avec celles de l'électeur : il suffirait qu'il ne s'agisse pas du candidat présenté par le PT.

Depuis le milieu des années 1990 jusqu'à l'élection de Bolsonaro, le système politique brésilien semble s'organiser autour de l'antagonisme entre le PT et le PSDB. Depuis la campagne de 1994, la deuxième après la redémocratisation du pays, PT et PSDB se sont affrontés au second tour des élections présidentielles. Les élections de 2018 ont été atypiques en ce sens, puisque le candidat présenté par le PSDB, Geraldo Alckmin, n'a obtenu que 4,76% des voix au premier tour, soit la pire campagne du parti, restant à la quatrième place du scrutin. Le contexte de ces élections est important. En raison de la crise économique et des accusations répétées de corruption découlant de Lava Jato, l'identification au PT aurait chuté à partir de 2014, tandis que l'antipetisme se développait (Amaral 2020). Parallèlement, Fuks, Ribeiro et Borba (2020) ont utilisé des données de 2019 pour démontrer que - bien que l'antipetisme soit responsable de la plus grande partie de la désaffection au Brésil - le phénomène serait plus large, affectant l'ensemble des partis politiques, y compris sous la forme de l'intolérance politique.

Ainsi, la thèse de l'antipetisme explique l'élection de Jair Bolsonaro, le candidat qui - bien qu'ayant été député fédéral depuis 1991 - s'est vendu comme anti-establishment, en considérant qu'il aurait concentré ce volume croissant de votes antipetistes, remplaçant le candidat du PSDB comme le candidat préféré de cette portion de l'électorat (Braga et Zolnerkevic 2020 ; Moura et Corbellini 2019). Et ce phénomène se serait produit non seulement parce que Bolsonaro symbolise l'indignation contre le PT, mais aussi l'indignation contre le système politique en général dans ce contexte particulier.

Considérations finales

Ce texte a cherché à synthétiser quelles étaient les principales thèses mobilisées pour expliquer l'élection de Jair Bolsonaro à la présidence de la république brésilienne en 2018, lors d'élections dont l'issue a surpris d'importants analystes politiques. La thèse du conservatisme populaire vise à démontrer comment les préférences conservatrices identifiées parmi les électeurs les plus pauvres du Brésil auraient été à l'origine de l'élection d'un candidat ouvertement conservateur, bien que dans un contexte électoral spécifique : après l'arrestation d'un opposant très populaire et identifié précisément comme le candidat " des plus pauvres ". La thèse de la réorganisation de la droite a cherché à expliquer l'élection de Bolsonaro comme faisant partie d'un mouvement antérieur à 2018 de réarticulation et de renouvellement de la droite politique parmi les élites parlementaires et aussi parmi certains leaderships sociaux et économiques qui ont également cherché à influencer

le résultat des élections. Un scénario de recombinaison des leaders de droite aurait certainement contribué à ce que les populations identifiées aux valeurs des conservateurs reconnaissent leurs représentants idéologiquement préférés. Les deux thèses ont cependant un sens explicatif inverse et, pour cette raison, ne se recoupent pas. Enfin, la troisième et la plus récurrente des thèses sur le résultat des élections de 2018 met peu l'accent sur le candidat Bolsonaro lui-même, ses programmes et ses caractéristiques, puisqu'elle comprend sa victoire comme l'expression d'une opposition au candidat rival, lié au Parti des travailleurs.

Toutes les études analysées ici ont rassemblé des variables liées aux préférences électorales et idéologiques, y compris les dispositions émotionnelles des Brésiliennes et des Brésiliens, à diverses explications de nature conjoncturelle liées à des facteurs qui influenceraient également cette élection spécifique : des questions liées au scénario économique, aux allégations médiatiques répandues de corruption survenue sous les gouvernements précédents et supposée les impliquer, voire au succès ou à l'échec de certaines politiques publiques mises en œuvre précédemment. Il s'agit de variables changeantes, de sorte que le défi reste pour nous de déterminer ce qu'il reste des thèses susmentionnées après la défaite de Bolsonaro en 2022. En outre, chacune des explications analysées met l'accent sur des dynamiques qui auraient influencé des secteurs spécifiques de la société et de l'électorat brésilien. En ce sens, la validité d'une thèse n'annule pas nécessairement la validité des autres : chacune se réfère à un phénomène spécifique qui, combiné à d'autres, aiderait à la compréhension seulement approximative de la complexité d'une élection présidentielle qui s'est déroulée dans une démocratie multipartite, dans l'un des systèmes de partis les plus fragmentés au monde, dans une fédération de dimension continentale et dans l'un des pays les plus inégalitaires que nous connaissions.

Références

Adorno, Sérgio, and Camila Caldeira Dias. 2014. "Monopólio Estatal Da Violência." In *Crime, Polícia e Justiça No Brasil*, eds. Renato Sérgio de Lima, José Luiz Ratton, and Rodrigo Ghiringhelli de Azevedo. São Paulo: Contexto, 187–97.

Amaral, Oswaldo E. do. 2020. "The Victory of Jair Bolsonaro According to the Brazilian Electoral Study of 2018." *Brazilian Political Science Review* 14(1).

Barros, Celso Rocha de. 2018. "Não Há Mais Como Bolsonaro Vencer Como Trump Venceu." *Folha de S.Paulo*. <https://www1.folha.uol.com.br/colunas/celso-rocha-de-barros/2018/07/nao-ha-mais-como-bolsonaro-vencer-como-trump-venceu.shtml> (February 1, 2023).

_____. 2022. *PT, uma história*. São Paulo: Companhia das Letras.

Borba, Felipe, and Steven Dutt-Ross. 2021. "Horário Gratuito de Propaganda Eleitoral e a formação da opinião pública na eleição presidencial de 2018." *Opinião Pública* 27(3): 851–77.

Braga, Maria do Socorro, and Aleksei Zolnerkevic. 2020. "Padrões de votação no tempo e no espaço: classificando as eleições presidenciais brasileiras." *Opinião Pública* 26: 1–33.

Carreirão, Yan de Souza, and Maria D'Alva G. (Maria D'Alva Gil) Kinzo. 2004. "Partidos

Políticos, Preferência Partidária e Decisão Eleitoral No Brasil (1989/2002).” *Dados: Revista brasileira de Ciências Sociais* 47(1): 131–68.

Converse, Philip E. 1966. “The Concept of a Normal Vote.” In *Elections and the Political Order*, eds. Angus Campbell, Philip E. Converse, Warren E. Miller, and Donald E. Stokes. Nova Iorque: John Wiley and Sons, 9–36.

Cowan, Benjamin Arthur. 2014. “‘Nosso Terreno’ Crise Moral, Política Evangélica e a Formação Da ‘Nova Direita’ Brasileira.” *Varia Historia* 30(52): 101–25.

Fuks, Mario, Ednaldo Ribeiro, and Julian Borba. 2020. “From Antipetismo to Generalized Antipartisanship: The Impact of Rejection of Political Parties on the 2018.” *Brazilian Political Science Review* 15: 2–28.

Keck, Margaret E. 1991. *PT - A Lógica Da Diferença: O Partido Dos Trabalhadores Na Construção Da Democracia Brasileira*. São Paulo: Ática.

Key, V. O. 1955. “A Theory of Critical Elections.” *The Journal of Politics* 17(1): 3–18.

Lacerda, Marina Basso. 2019. *O novo conservadorismo brasileiro: de Reagan a Bolsonaro*. Porto Alegre: Zouk.

Lima, Renato Sérgio de, Paulo de Martino Jannuzzi, James F. Moura Junior, and Damião S. de Almeida Segundo. 2020. “Medo da violência e adesão ao autoritarismo no Brasil: proposta metodológica e resultados em 2017.” *Opinião Pública* 26: 34–65.

Manso, Bruno Paes. 2020. *A república das milícias: Dos esquadrões da morte à era Bolsonaro*. São Paulo: Todavia.

Mayhew, David R. 2002. *Electoral Realignment: A Critique of an American Genre*. New Heaven: Yale University Press.

Moura, Maurício, and Juliano Corbellini. 2019. *A Eleição Disruptiva: Por Que Bolsonaro Venceu*. Rio de Janeiro: Record.

Nicolau, Jairo. 2020. *O Brasil dobrou à direita: Uma radiografia da eleição de Bolsonaro em 2018*. Rio de Janeiro: Zahar.

Norris, Pippa, and Ronald Inglehart. 2019. *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*. Nova Iorque: Cambridge University Press.

Novello, Roberta Heleno, and Marcos César Alvarez. 2022. “Da ‘bancada da segurança’ à ‘bancada da bala’: Deputados-policiais no legislativo paulista e discursos sobre segurança pública.” *Dilemas: Revista de Estudos de Conflito e Controle Social* 15: 81–101.

Oliveira, André de. 2017. “2018, antipolítica e as chances dos que tentam sobreviver ao tsunami Odebrecht.” *El País Brasil*. https://brasil.elpais.com/brasil/2017/04/14/politica/1492198783_850847.html (February 1, 2023).

Pierucci, Antônio Flávio. 1994. “Linguagens Autoritárias, Voto Popular.” In *Os Anos 90: Política e Sociedade No Brasil*, ed. Evelina Dagnino. São Paulo: Brasilienses, 137–49.

_____. 2013. *Ciladas da diferença*. São Paulo: Editora 34.

Pinheiro-Machado, Rosana. 2019. *Amanhã vai ser maior: O que aconteceu com o Brasil e possíveis rotas de fuga para a crise atual*. Barcelona: Planeta.

Power, Timothy J. 2008. "Centering Democracy? Ideological Cleavages and Convergence in the Brazilian Political Class." In *Democratic Brazil Revisited*, eds. Peter Kingstone and Timothy J. Power. Pittsburgh: University of Pittsburgh Press.

Quadros, Marcos Paulo dos Reis, and Rafael Machado Madeira. 2018. "Fim Da Direita Envergonhada? Atuação Da Bancada Evangélica e Da Bancada Da Bala e Os Caminhos Da Representação Do Conservadorismo No Brasil." *Opinião Pública* 24: 486–522.

Reis, Fábio Wanderley. 2000. "A Razão Do Eleitor." *Folha de S. Paulo*. <https://www1.folha.uol.com.br/fsp/resenha/rs0909200003.htm> (February 2, 2023).

Rennó, Lucio R. 2020. "The Bolsonaro Voter: Issue Positions and Vote Choice in the 2018 Brazilian Presidential Elections." *Latin American Politics and Society* 62(4): 1–23.

Rocha, Camila. 2021. "The New Brazilian Right and the Public Sphere." *The Mecila Working Paper Series* 32: 32.

Rodrigues, Guilherme Alberto, and Mario Fuks. 2015. "Grupos sociais e preferência política: o voto evangélico no Brasil." *Revista Brasileira de Ciências Sociais* 30: 115–28.

Rodrigues-Silveira, Rodrigo, and Emerson Urizzi Cervi. 2019. "Evangélicos e Voto Legislativo: Diversidade Confessional e Voto Em Deputados Da Bancada Evangélica No Brasil." *Latin American Research Review* 54(3): 560–73.

Rossi, Amanda. 2018. "Haddad e Bolsonaro avançam, mas sombra da rejeição aumenta: o que as pesquisas sinalizam sobre a eleição." *BBC News Brasil*. <https://www.bbc.com/portuguese/brasil-45595033> (February 1, 2023).

Samuels, David J., and Cesar Zucco. 2018. *Partisans, Antipartisans, and Nonpartisans: Voting Behavior in Brazil*. Cambridge: Cambridge University Press.

Singer, André. 2000a. *Esquerda e Direita no Eleitorado Brasileiro. A Identificação Ideológica nas Disputas Presidenciais de 1989 e 1994*. São Paulo: EDUSP.

_____. 2000b. "Quem Tem Medo Da Esquerda e Da Direita?" *Folha de S. Paulo*. <https://www1.folha.uol.com.br/fsp/resenha/rs1410200007.htm> (February 2, 2023).

_____. 2012. *Os sentidos do lulismo*. São Paulo: Companhia das Letras.

_____. 2022. "A Reativação Da Direita No Brasil." *Opinião Pública* 27: 705–29.

Souza, Maria do Carmo Campello de. 1988. "A Nova República Sobre a Espada de Dâmocles." In *Democratizando o Brasil*, ed. Alfred Stepan. São Paulo: Paz e Terra.

Tarouco, Gabriela da Silva, and Rafael Machado Madeira. 2013. "Partidos, programas e o debate sobre esquerda e direita no Brasil." *Revista de Sociologia e Política* 21(45): 149–65.

2.

Le pouvoir politique des prières : le vote évangélique lors de l'élection présidentielle 2022

**Ana Luisa
Chartier**

Étudiante en Master 1 de Gouvernance Internationale et Diplomatie, à l'école des Affaires Internationales (PSIA), à Sciences Po. Diplômée d'une licence à Sciences Po en majeure Politique et Gouvernement, avec une spécialisation sur la Péninsule Ibérique et l'Amérique Latine.

L'auteure respecte toutes les religions ainsi que la liberté d'expression et de foi.

Le 30 octobre 2022 le Brésil, et même le monde entier, connaîtra le nouveau président brésilien pour l'année suivante. C'est avec 50,90% (60 345 999 de votes, TSE) des voix au second tour que Luiz Lula Inácio da Silva remporte l'élection présidentielle. Il s'agit de son troisième mandat, non consécutif, suite à sa libération de la prison. Conséquence directe : défaite historique de Jair Messias Bolsonaro, le premier président de la Nouvelle République (1986-) à ne pas aboutir à la réélection lors d'une deuxième campagne électorale. Néanmoins, les conditions qui ont favorisé la victoire de Lula méritent d'être étudiées.

La force majeure de Bolsonaro aux élections de 2018 était, selon le politologue Oliver Dabène (2020), le vote "BBB" - "Bala" (pour les milices et les pro-armes), "Boi" (pour les entrepreneurs du bétail et de l'agrobusiness) et "Bíblia" (la Bible, faisant référence au vote chrétien). Ce dernier fait notamment allusion à la "bancada evangélica", l'alliance de députés fédéraux sur les intérêts des évangéliques. Aujourd'hui, elle correspond à 20% du Congrès, soit près de 102 députés.

La forte présence de ce groupe social politique est corrélée en réalité à un grand changement de la vie sociale brésilienne : la croissance évangélique. L'année 2022 est ainsi marquée par la chute historique - et désormais à être répétée - du nombre de catholiques. Si, selon le Datafolha, près de 50% de la population se déclare catholique, il s'agit d'une diminution record comparativement à l'année 2003 (l'année du premier mandat de Lula), où 73,3% de la population était catholique (IBGE, 2004). Ceci s'explique notamment par la conversion juvénile à l'évangélisme.

De fait, malgré l'événement catholique de la "Jornada da Juventude de 2013" (Les Journées Mondiales de la Jeunesse, 2013), avec la visite du Pape François, les jeunes brésiliens ont plus tendance à se convertir à l'évangélisme selon les derniers recensements de l'Institut d'Études de la Religion (2020), l'Iser. La vie au culte évangélique est très connectée aux réseaux sociaux (groupes Whatsapp, influenceurs Instagram, Tik Tok, et musiciens sur Youtube), s'adaptant alors à la vie quotidienne d'un jeune aujourd'hui. De plus, la foi se répand dans plusieurs aspects de la vie personnelle des fidèles ("dízimo",¹ grands événements, baptêmes à l'âge adulte aussi), y compris dans la sphère politique.

Il est vrai que les églises sont capables de regrouper des centaines de personnes et, par conséquent, est capable de coordonner un vote pour un candidat préféré. En 2018, c'était Bolsonaro. Lui-même étant évangélique, sa campagne électorale reliait beaucoup sa personnalité avec des valeurs religieuses, comme l'adoration au Seigneur, la préservation de la famille traditionnelle et l'admiration envers la Patrie. C'est de là qu'il parvient à son slogan "Deus, Pátria e Família", qu'il garde pour la campagne électorale de 2022. Cependant, cette stratégie qui semblait infaillible ne lui garantit pas la victoire. Dès lors, que s'est-il passé avec le vote évangélique à l'élection présidentielle en 2022 ?

Tout d'abord, il faut comprendre ce qu'est l'évangélisme au Brésil; son histoire, sa formation et son poids politique jusqu'en 2018 (I). Ensuite, une analyse plus approfondie sur le contexte et les facteurs en 2022 qui ont pu causer la défaite de Bolsonaro (II).

¹ Le "dízimo" est la contribution régulière à l'église, étant traditionnellement un montant équivalent à 10% du salaire du fidèle.

L'évangélisme au Brésil, d'un groupe hétérogène à une force bouleversante d'élections

L'évangélisme au Brésil: définitions, histoire et composition

L'origine de l'évangélisme: une histoire séculaire, un bouleversement récent

L'évangélisme est défini comme un courant religieux dont les doctrines morales suivent l'esprit de l'Évangile, du salut par Jésus-Christ, mort pour la rédemption de l'humanité (Universalis Encyclopaedia). C'est donc une religion qui date du mouvement révolutionnaire du protestantisme, au XVI^e siècle. Comme l'évangélisme a surgi comme une dérive du christianisme catholique, il est évident de comparer les deux. Les évangéliques défendent une Église qui ne soit pas une institution sainte, et reconnaissent uniquement Jésus-Christ comme autorité divine, au contraire des saints chez les catholiques. Les églises sont plus "modestes" – sans les vitraux, matériaux précieux et sculptures des églises catholiques – et leur structure interne est davantage "libre". Aujourd'hui, les églises évangéliques au Brésil sont même composées de pasteurs mariés, de pasteurs femmes, et ne disposent pas de formation théologique antérieure à leur activité.

Le Brésil est d'ailleurs un cas extrêmement intéressant au sujet des évangéliques. En 2020, parmi les 210 millions d'habitants, 30% de la population s'identifie religieusement à un groupe évangélique (Datafolha 2020). Néanmoins, même si actuellement le groupe évangélique atteint des chiffres records, celui-ci est un groupe social à forte influence dans la vie politique brésilienne uniquement depuis les années 80. Avec la Constituante de 1986, de la Nouvelle République, la démocratisation de tous types de discours est apparue sur la scène politique. Le régime militaire brésilien (1964-1985) défendait plus les dogmes moraux de l'Église catholique.² La politologue Hannah Arendt fait d'ailleurs référence à cette connexion entre les régimes autoritaires occidentaux et ultra-occidentaux avec la protection des dogmes chrétiens (Hannah Arendt 1993). Il est vrai qu'à l'époque de la dictature brésilienne, le régime autoritaire a suivi cette même logique.

Par conséquent, les évangéliques entrevoient une chance de compter politiquement avec la transition démocratique entamée au carrefour des années 1980 (Antônio Flávio Pierucci, 1996). Ils s'inspirent notamment du mouvement néoconservateur américain ayant comme priorité le libéralisme économique, et défendent un développement social atteint par les initiatives individuelles, à travers la "méritocratie" (Juliano Spyer, 2020). Malgré ce libéralisme économique, les évangéliques sont plus conservateurs dans l'aspect moral, en suivant des doctrines religieuses traditionnelles, étant contraires notamment à l'avortement et au mariage homosexuel (Ricardo Mariano et Dirceu André Gerardi, 2019, USP). Les évangéliques ont tendance à voter selon les indications au sein de leur église, une pratique qui continuera jusqu'à nos jours, et auront des ambitions sociales, économiques et politiques

² Attention, ceci ne veut pas dire que l'Église catholique approuve ou approuvait le régime militaire brésilien à l'époque.

(Ana Carolina Evangelista, 2019). Ces candidats peuvent être de caractère religieux, ou non. En réalité, les priorités des électeurs suivent aussi une pensée économique néo-conservatrice, que des candidats non évangéliques peuvent avoir.

Le mythe du groupe social évangélique brésilien: une religion agglomérant divers profils

Cependant, il est important d'éclaircir le fait que "les évangéliques" ne représentent pas un groupe social homogène au Brésil. Il existe plusieurs courants évangéliques, qui peuvent être différenciés selon l'église des fidèles. Voici des exemples ci-dessous. En rouge, ce sont les églises les plus connues et ayant le plus grand nombre de fidèles. Selon l'Iser, 30% des évangéliques se trouvent dans un culte de l'église "Assembleia de Deus". C'est elle qui est majoritairement responsable de l'entrée évangélique dans la scène politico-partisane (Baptista, 2009). Celles qui ont un logo à côté représentent celles qui ont un grand pouvoir en ses trois piliers: influence politique, pouvoir économique et impact social.

En effet, même s'il existe une plus grande part d'évangéliques sur les populations du Nord et Centre-Ouest (39% et 33% selon l'Iser), quantitativement ils sont plus nombreux et leur pouvoir politico-social est beaucoup plus important dans les régions du Sud et du Sud Ouest. La ville de Rio de Janeiro est particulièrement touchée par l'influence de pasteurs évangéliques dans la vie politique (BBC News Brasil). Ceci veut dire concrètement que l'élection d'un député, maire, gouverneur, mais aussi pour des élections mineures (comme "vereador") doit être souvent approuvée par des pasteurs évangéliques influents (BBC News Brasil).

Les différentes églises évangéliques au Brésil

Protestantisme historique (a apparu au XVIème siècle)

- Igreja Presbiteriana
- Igreja Anglicana
- Igreja Luterana
- Igreja Batista
- Igreja Adventista

Pentecostalismo au Brésil (ont apparu au XXème siècle)

- Movimento Missionário Norte Americano
- Igreja Assembleia de Deus
- Congregação Cristã no Brasil
- Igreja Pentecostal da Bíblia
- Igreja Cristã Maranata
- Igreja do Evangelho Quadrangular
- Igreja Casa da Bênção
- Igreja Evangélica Pentecostal Brasil para Cristo
- Igreja Pentecostal Deus é Amor
- Igreja de Nova Vida



Protestantisme historique au Brésil (ont apparu au XIXème siècle, au Brésil)

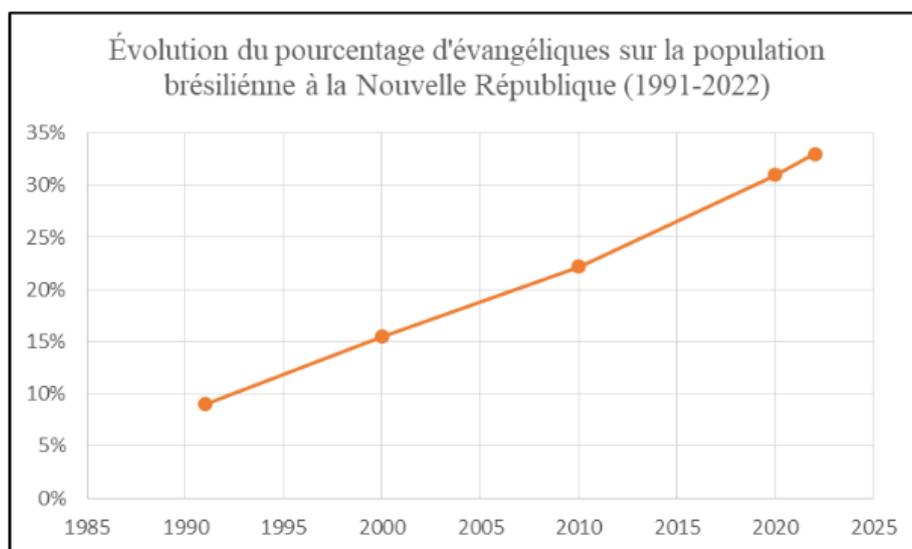
- Igreja Presbiteriana do Brasil
- Igreja Evangélica Congregacional
- Igreja Batista do Brasil
- Igreja Adventista do 7o dia
- Igreja Episcopal Anglicana do Brasil
- Igreja Anglicana do Brasil
- Igreja Evangélica de Confissão Luterana no Brasil
- Igreja Metodista do Brasil

Neopentecostal au Brésil (ont apparu au final du XXème siècle, aux années 70)

- Igreja Cristã Apostólica Renascer Cristo 
- Igreja Missionária Evangélica Mar 
- Igreja Universal do Reino de Deus
- Igreja Universal da Graça de Deus
- Igreja Mundial do Poder de Deus

La “Igreja Assembleia de Deus”, “Igreja Universal do Reino de Deus” et la “Igreja Mundial do Poder de Deus” ont un patrimoine milliardaire chacun, et leurs dettes envers l’État ont augmenté durant le gouvernement de Bolsonaro. Selon la Recette Fédérale, des actuels 2,15 milliards de dettes tributaires, plus de 1,13 milliard a été inscrit dans la dette durant le mandat de Bolsonaro (Agencia Pública, 2022). La proximité entre les églises évangéliques et Bolsonaro se maintient après sa campagne, étant une relation notamment bénéfique pour les églises.

Maintenant que nous connaissons où sont les évangéliques, il est pertinent de mieux comprendre leur évolution durant les dernières années. D’après l’IBGE, en dix ans - depuis le dernier recensement national (Censo 2010) - les évangéliques ont gagné plus de 16 millions de nouveaux fidèles, un chiffre historique au niveau de la conversion religieuse. En parallèle, l’IBGE observe aussi une chute du nombre de catholiques dans le pays.



Source: IBGE, Iser

Ensuite, qui sont-ils ? Parmi la population des évangéliques, selon le Iser, 58% sont des femmes et 30% s’auto-dénomment “blancs”. Cela signifie que le profil probable d’un évangélique touche davantage des personnes de sexe féminin avec une couleur de peau plus noire (“pretos” et “pardos”). En effet, la part de personnes d’origine orientale ou indigène dans le groupe évangélique est extrêmement faible puisque plus de 60% des évangéliques se considèrent “noirs” ou “mixtes”. À cause du passé colonial esclavagiste brésilien, les personnes ayant une descendance africaine ont plus de chance de se trouver dans la pauvreté et dans des conditions à risques (moins d’accès à la sécurité, à la santé, à l’éducation, etc.). La couleur de peau est donc souvent corrélée à une situation social-économique, ce qui explique aussi pourquoi la majorité – 58% selon l’Iser – des évangéliques ont comme revenu jusqu’à deux salaires minimum.³ Selon l’Iser, 21% des évangéliques gagnent deux à trois salaires minimum, et uniquement 2% gagnent plus de 10 salaires minimum. Les évangéliques sont donc majoritairement marqués par la pauvreté.

³ Un salaire minimum jusqu’à 2022 était de 1212 R\$, ce qui correspond à 214,28 € (change du 23/07/2022). Alors le montant de deux SMIC brésilien correspondrait à environ 428,56 €.

Une autre caractéristique qui nous est pertinente dans une étude sur les évangéliques est leur âge. Nous pourrions imaginer que les fidèles à une religion sont plus âgés, vu le phénomène d'athéisme chez les jeunes dans plusieurs pays, comme c'est le cas de la France (Win-Gallup, 2012). Pour les évangéliques brésiliens, l'Iser affirme qu'en 2022, 16% parmi eux ont 60 ans ou plus et, en opposition, 19% rentrent dans la catégorie "jeunes" (15 à 29 ans, selon la Politique Nationale de la Jeunesse). Il est intéressant d'observer que les églises évangéliques font appel à l'attention des plus jeunes, surtout avec la connectivité sur internet (comme des groupes Whatsapp), l'ascension d'une culture autour de l'évangélisme (concerts musicaux, influenceurs évangéliques, telenovelas et films bibliques financées et/ou recommandées par des églises) et l'apparition des méga-cultes. Le culte évangélique est devenu un endroit de rencontres et même de miracles, avec l'affirmation de miracles en personne (abandon de la drogue, disparition d'une maladie, etc). Par exemple, l'église Mundial affirme avoir déjà notamment guéri des dizaines de personnes, lors des cultes à de centaines de fidèles, surtout à Rio de Janeiro.

L'église évangélique a par conséquent conquis plusieurs espaces hors du temple, avec le virtuel, le culturel et l'événementiel. De plus, il est intéressant de voir où se sont installés physiquement ces temples ces dernières années. En effet, si nous observons l'apparition de nouvelles églises dans les centres urbains, ces espaces sont surtout marqués par l'absence de l'État, comme les favelas, et même à l'intérieur des prisons. C'est d'ailleurs la ville de Rio de Janeiro, très touchée par la violence du trafic de drogue, qui connaît la plus grande ouverture d'églises (Yahoo Noticias). L'évangélisme se présente comme un sauvetage face à la violence, et des anciens trafiquants comme le pasteur Marcio Antônio se convertissent à la vie religieuse (Assembleia de Deus, Rio de Janeiro) ; comme le démontre l'étude "Retratos das religiões no Brasil", publiée en 2005 et réaffirmée par les recherches du groupe "Favela é Isso Aí".

En somme, les évangéliques correspondent à un groupe très hétérogène, avec des jeunes, des personnes âgées, adultes, de plusieurs régions, de profils sociaux et économiques différents. Il est pourtant important de mettre en valeur une majorité d'évangéliques étant d'origine africaine (rentrant des les catégories de "noirs" et "mixtes") et pauvres. De plus, nous voyons que les églises évangéliques en elles-mêmes ont un pouvoir émergent dans la vie démocratique brésilienne, ayant comme clair exemple leur influence lors de l'élection présidentielle en 2018.

Le vote évangélique comme force motrice de la victoire de Jair Bolsonaro en 2018

Tout d'abord, rappelons nous du contexte politique de l'année 2018 : Jair Bolsonaro, alors député fédéral, se porte candidat pour la première fois à la présidentielle ; Fernando Haddad, ancien ministre et maire de la ville de São Paulo, remplace Lula à cause de sa condition pénitentiaire ; Ciro Gomes, candidat lui aussi, jouit d'une longue histoire politique (ancien gouverneur, député fédéral, ministre et maire) ; Marina Silva, ancienne ministre et en réalité seule évangélique de la liste, cherche pour la deuxième fois à accéder à la fonction suprême. Dans cet ordre là, nous découvrons le classement de voix des candidats, dont Bolsonaro sort en grand vainqueur. Néanmoins, avec son historique dans le Congrès brésilien et jamais dans l'Exécutif, Bolsonaro remporte la présidentielle lors de sa toute

première candidature, un fait certainement historique.

Ceci s'explique donc par un solide soutien populaire ; et c'est là où les évangéliques deviennent une astucieuse base à Bolsonaro. Selon Ana Carolina Evangelista (2021), 70% des évangéliques ont voté Bolsonaro. Les principaux arguments qui expliquent leur approbation est 1) étant un candidat qui se décrit d'abord en tant que conservateur moralement ; 2) étant "en dehors du système", à travers son discours anti-corruption (Ana Carolina Evangelista, 2019).

Les valeurs morales "menacées", le vote de type réactionnaire pour Bolsonaro

Comme il fut expliqué précédemment, les évangéliques sont souvent attachés à des idées morales conservatrices, étant opposés notamment à l'avortement et au mariage homosexuel. Néanmoins, l'Histoire avance et des changements sociaux-légaux importants se déroulent dans la vie politique brésilienne depuis le début de la Nouvelle République. D'abord, le mariage homosexuel est légalisé depuis 2013, sous la présidence de Dilma Rousseff (PT). En parallèle, même si l'avortement est formellement légal dans la législation brésilienne – en cas de risque pour la vie de la mère, maladies cérébrales du fœtus, ou en cas de viol – en réalité, ces conditions ne sont pas respectés et l'avortement est extrêmement reclus à l'accès universel. C'est face à cet inaccès public à l'avortement que de forts mouvements féministes naissent en Amérique Latine depuis les dernière années et exigent une révision sur la législation de l'avortement, limitée à cause de valeurs religieuses. En 2020, en Argentine,⁴ le mouvement féministe aboutit à la légalisation de l'avortement et, depuis 2018, la droite conservatrice craignait qu'une telle revendication parvienne jusqu'au Brésil.

Les valeurs morales religieuses - évangéliques et catholiques dans le scénario brésilien - se sentent donc menacées surtout par les mouvements féministes et LGBTQIA+. C'est justement pour cela que les fake news de "kit gay" et "mamadeira de p*roca"⁵ aboutissent à autant de répercussion sur les réseaux sociaux. De fait, le Rand Corporation, sur "The Russian "Firehose of Falsehood" Propaganda Model" (2016), affirme qu'un mensonge est cinq fois plus partagé qu'une vérité. De plus, il déclare que le principal moteur de ces partages reste le sentiment d'indignation. Il provoque une réaction en chaîne de partages, surtout sur Facebook et Whatsapp. Nous pouvons dire que c'est le début de la "cancel culture" mais, à la place de détruire la réputation d'une célébrité, le but est de rendre un candidat illégitime à la victoire électorale. Même si ces partages étaient basés sur des contre-vérités, le mal est déjà fait quand une fake news devient virale. Les fake news prennent donc le statut d'une arme électorale qui, dans le cas du vote réactionnaire évangélique, trouve comme munition la peur de

4 Loi du 30 Décembre 2020: légalisation de l'avortement jusqu'à 14 semaines et 10 jours de gestation sur tout le territoire national argentin. Le Sénat l'approuve avec 38 votes pour, 29 contre et 1 abstention.

5 Le "kit gay" était une fake news d'un kit qui serait distribué aux écoles pour les enfants, sur le sexe et l'orientation sexuelle. Selon les croyants de ce faux mensonge, ce projet du Parti des Travailleurs rendrait les enfants homosexuels. En parallèle, la "mamadeira de piroca" veut dire "biberon de pénis" et fait référence à une fake news sur la distribution de biberons en format pénien aux crèches.

la perte des valeurs morales chrétiennes par l'ascension de mouvements féministes et queer.

Le profil de "l'outsider" dans une scène politique noyée par la corruption

À part le sentiment d'indignation, un autre sentiment moteur de partage sur les réseaux sociaux est celui de l'adoration. L'image de Bolsonaro est liée au surnom du "Mito" (Mythe) afin d'évoquer un héroïsme. Le combat de cet héros serait le plus grand mal du pays selon ses supporters : la corruption. Celle-ci est liée à un système dont même le majeur représentant du peuple n'échappe pas ; c'est la raison pour laquelle Dilma Rousseff souffre des manifestations très intenses en 2013 (Jornadas de Junho), mais aussi en 2014 (Movimento Brasil Livre, Movimento Vem pra Rua) puis un impeachment en 2016, suite à un scandale de corruption en pedalada fiscal. Cette glorification à un personnage outsider d'un système corrompu - malgré son statut de député fédéral pendant 27 ans - s'intensifie aussi grâce aux réseaux sociaux (voir l'image ci-dessous). Comme nous pouvons remarquer, les critiques envers Bolsonaro sur ses paroles misogynes, homophobes, sexistes, racistes, fascistes⁶ sont mises de côté face à son discours anti-corruption et anti-PT. Dans le cas du meme ci-dessous, les internautes ironisent même les accusations en ajoutant d'autres mots en suffixe "-ista".

L'importance des réseaux sociaux aux élections brésiliennes



Page Facebook "Bolsonaro Mito", 06 avril 2018

Traduction: "Tous les ex-présidents vivants sont dans [l'opération] Car Wash

Mais le problème est dans le misogynne, homophobe, sexiste, raciste, fasciste, taxiste et électricien".



Cartoon de Beto, 12 Décembre 2018,
Conversa Afiada.

Pour en savoir plus sur l'impact des fake news et l'importance des réseaux sociaux aux élections brésiliennes, plus précisément celle de 2022, ce dossier a un chapitre uniquement dédié à ce sujet: **Urnes**

⁶ "Je serais incapable d'aimer un fils homosexuel. Je ne vais pas être hypocrite ici: je préfère qu'un fils meure dans un accident plutôt que de se présenter avec une moustache là-bas. Pour moi, il va être mort de toute façon." (2011, Interview à Playboy) ; "Ô Preta, Je ne vais discuter de la promiscuité avec personne. Je ne prends pas ce risque parce que mes enfants étaient très bien éduqués et ne vivaient pas dans des environnements aussi malheureusement que le vôtre." (mars 2011, en réponse à la chanteuse Preta Gil) ; "Elle ne mérite pas (d'être violée) parce qu'elle est trop mauvaise, parce qu'elle est trop laide, elle ne fait pas mon genre, elle ne la violerait jamais. Je ne suis pas un violeur, mais si je l'étais, je ne violerais pas parce que je ne le mérite pas." (décembre 2014), des citations parmi plusieurs autres. Source: Congresso em Foco, 2019.

non contrôlables, satanisme et association au crime organisé : les fake news des élections brésiliennes de 2022, Arthur Viana (Université Federal de Rio Grande du Sud).

Le discours anti-corruption de Bolsonaro donne l'espoir que l'argent public, qui devrait être versé à des travaux et des politiques publiques sociales, ne sera pas dévié pour des intérêts particuliers. Alors même si les électeurs évangéliques ont davantage de chance de rester dans la précarité, ils préfèrent Bolsonaro à un candidat socialiste, vu l'association collective de la gauche à des scandales de corruption des années 2010.

Néanmoins, le candidat Bolsonaro n'existe plus, même si en 2022 il revit une nouvelle élection présidentielle. Il est désormais Président de la République lors du processus électoral, et il ne peut plus tenir le discours antisystème. De plus, les électeurs peuvent le juger selon les actions qu'il a réalisées lors de son mandat 2019-2022, comme l'explique Ana Carolina Evangelista (2021), politologue et directrice du Iser. L'appui des évangéliques a-t-il été le même ?

Les élections de 2022: un tournant à gauche pour les évangéliques ?

L'élection présidentielle 2022 est peut-être l'une des plus intéressantes à étudier : deux anciens présidents sont à la tête des sondages, et la récente sortie de la pandémie de Covid-19 qui a énormément touché le pays socialement et économiquement impacte forcément le débat public. La mort accumulée de plus de 690.000 Brésiliens (décembre 2022, <https://covid.saude.gov.br/>) fait émerger le sentiment de deuil dans des milliers de foyers. En même temps, le pouvoir d'acquisition des foyers a connu une forte récession économique: selon l'Index National de Prix au Consommateur Ample (IPCA), environ 90% des ménages ressentent une diminution de leur pouvoir d'achat entre mars 2021 et mars 2022. Ceci s'explique surtout à cause de l'inflation, qui est supérieure à 11,7%, un énorme choc pour l'économie brésilienne.

Le programme social *Auxílio Brasil*,⁷ mis en place depuis décembre 2021, a certainement empêché une précarité encore plus critique pour les familles les plus pauvres. Il correspond à une aide financière pour les personnes en très grande vulnérabilité économique, étant de 600 R\$ par personne ou 1200 R\$ pour les mères célibataires. D'après les données du gouvernement, environ 20,2 millions de familles ont été prises en charge par le programme social, donnant 12,1 milliards de reais aux personnes concernées (jusqu'à août 2022). L'*Auxílio Brasil* est un gigantesque projet d'aide financière sociale, une mesure souvent comparée au Bolsa Família – aide familiale aux ménages les plus pauvres à condition d'inscription des enfants à l'école, créée par Lula durant son premier mandat présidentiel – et à d'autres politiques publiques de gauche. Bolsonaro lui-même en tant que député fédéral jugeait que le Bolsa Família devenait un moyen d'acheter des votes électoraux, faisant notamment référence au Nordeste, le premier bénéficiaire du Bolsa Família. Il défendait que l'État ne pouvait pas être "aussi caritatif",

⁷ Programme social d'aide, prévue comme étant temporaire, aux foyers les plus humbles de mieux combattre la récession économique causée par la crise sanitaire. Il a été mis en place durant le gouvernement Bolsonaro en 2021.

promouvant alors un État néo-libéral. Néanmoins, avec l'Auxilio Brasil, qui l'a permis de conquérir plus de popularité durant la pandémie, il amorce un programme social. Serait-ce un tournant à gauche?

De la part de Bolsonaro, nous ne pouvons certainement pas déclarer un tournant complet à gauche uniquement grâce à un programme social. En 2022, Jair Bolsonaro s'attache toujours à son agenda de droite conservatrice et (même si tant est un peu moins) néolibérale. Cependant, ce qui est intéressant d'analyser en 2022 reste le virage à gauche de l'Amérique du Sud. Dans la carte ci-dessous, nous observons clairement une nouvelle "vague rose" en Amérique du Sud, avec notamment la conversion historique de la Colombie à la gauche politique pour la première fois avec l'élection de Gustavo Petro, et le retour de la gauche au Chili avec Gabriel Boric.



Maintenant que nous savons que Lula a remporté les élections de 2022, nous prenons conscience que le Brésil rentre aussi dans la liste des pays sud-américains avec un gouvernement de gauche. Pendant que Bolsonaro persiste dans son agenda de droite, la victoire de Lula en 2022 représente un moment marquant pour l'histoire de la gauche au Brésil. Pouvons-nous pour autant dire que les évangéliques, influencés par les pays voisins, considèrent qu'il faut plus de politiques publiques de l'État ?

La pandémie, un facteur de changement d'avis

L'irrespect envers la vie humaine pendant la crise sanitaire: un affront à la morale

L'atmosphère sociale de 2022 est le résultat des effets de la pandémie du Covid-19. Comme déjà dit, le deuil et la pauvreté sont à la porte des foyers brésiliens. Cependant, cette condition n'est pas exclusive au Brésil, qui lui-même n'est pas le seul à avoir connu l'apparition d'un variant du Covid sur son territoire national (i.e. Afrique du Sud). Ce qui place le Brésil en Une des journaux internationaux reste inévitablement les déclarations présidentielles de Bolsonaro. Ce dernier affirme que :

20 avril 2020 – « Je ne suis pas un fossoyeur » (2 584 morts) ;
28 avril 2020 – « Je suis désolé. Que voulez-vous que je fasse ? » (5 050 morts) ;
2 juin 2020 – « Nous pleurons tous les morts, mais c'est le destin de tous » (31 199 morts) ;
10 novembre 2020 – « Pays de "maricas" (traduction serait de jeunes filles peureuses) » - (162 829 morts) ;
17 décembre 2020 – « Si je me fais vacciner et que je deviens un alligator, je n'ai rien à voir avec ça » (184 827 morts) ;
11 février 2021 – « Le gars qui entre dans la pile de vaccins est un idiot » (236 201 morts) ;
4 mars 2021 – « Plus de délicatesse et de mimi » (260 970 morts) ;
2 septembre 2021 – « [Je suis] mieux loti que les personnes qui ont pris CoronaVac » (581 914 morts) ;
8 septembre 2021 – « Le Covid vient d'abrégé leur vie de quelques jours ou de quelques semaines » (584 421 morts) ;
22 janvier 2022 – « Je suis profondément désolé, mais c'est un nombre insignifiant » (622 801 morts).
[Source: Poder 360. <https://www.poder360.com.br/coronavirus/2-anos-de-covid-relembre-30-frases-de-bolsonaro-sobre-pandemia/>]

Ces phrases demeurent celles qui ont eu le plus d'écho dans les médias. Mais en réalité, il en existe plusieurs autres. Toutes ces déclarations font qu'un grand nombre de Brésiliens pensent que Bolsonaro n'a pas tant de respect envers la vie humaine. Ceci va contre son discours moral religieux, et son soutien à la protection de la vie et à la famille. Or, un décès à cause du Covid engendre une famille détruite par le deuil.

D'après divers témoignages et investigations journalistiques de BBC News Brasil, les femmes évangéliques seraient les plus déçues par le comportement du président de la République. Et parmi ces femmes, comme nous le verrons prochainement, les plus pauvres sont les plus concernées, à cause du changement de leur agenda politique. De fait, la situation économique est devenue tellement critique en 2022 que le rétablissement de l'économie et du pouvoir d'achat vient avant toute autre volonté politique du mouvement historique néo-conservateur et néo-libéral. Malgré le fait que la plupart de la pandémie était gérée de manière locale – comme l'action du gouverneur João Doria de fermer les temples religieux pendant les phases critiques de la pandémie à São Paulo, extrêmement réprimée par les évangéliques – Bolsonaro finit son mandat comme celui qui a eu faux sur toute la ligne.

L'insécurité alimentaire et financière comme majeure priorité

Une autre conséquence de la crise sanitaire, autre que l'immense quantité de décès et la dégradation continue du système de santé, reste le dur ralentissement de l'activité économique. La gestion sur l'ouverture des commerces et les conditions de travail était décidée de manière plus locale, au sein de la ville avec la mairie et/ou à niveau fédéré, avec les décisions des gouverneurs. Bolsonaro

a plusieurs fois échappé à la responsabilité de la gestion financière de la pandémie puisque ce sont les gouverneurs qui ont décidé de fermer ou de réduire drastiquement l'activité des commerçants. Néanmoins, pour la majorité des Brésiliens, ceci ne l'exempte pas du devoir de protéger le peuple de l'extrême pauvreté (Datafolha). Après plusieurs décennies sans famine, grâce au programme Fome Zero (Faim zéro) de Lula, l'insécurité alimentaire devient la première préoccupation des foyers brésiliens (Datafolha). La survie dépasse toute autre demande politique : comment est-il possible de débattre sur quelconque autre chose quand la première devrait être de combler la faim de tous? Lula tient lui-même cette pensée dans son discours, en faisant également allusion à son travail en tant que président qui a mis fin à la famine au Brésil dans les années 2000.

Dans une situation si extrême, l'agenda politique des évangéliques se divise aussi, entre la survie des plus pauvres et l'agenda de droite des plus riches. Selon l'anthropologue Juliano Spyer ("Peuple de Dieu : Qui sont les évangéliques et pourquoi ils sont importants", 2020) et ses conclusions sur les données de l'Iser, les demandes politiques des évangéliques en 2022 sont complètement différentes, comme le démontre le tableau ci-dessous. Il illustre encore une fois à quel point les évangéliques sont un groupe hétérogène, avec une intensification sur l'opposition de leurs priorités selon la situation économique. Il existe donc une flexibilité électorale dans l'agenda politique, qui a été surtout explorée par Lula sur les femmes pauvres évangéliques, déçues par les déclarations de Bolsonaro et par la gestion de la crise économique.

De 2 à 5 SMIC brésiliens	10 ou plus SMICs brésiliens
<ul style="list-style-type: none"> - Nourriture ; - Logement ; - Enfants à l'école ; - Emploi ; - Pouvoir d'achat ; - Stabilisation de l'économie. 	<ul style="list-style-type: none"> - Valeurs de la famille chrétienne conservatrice ; - Mouvement néoconservateur ; - Liberté d'expression ; - Réformes sur l'entrepreneuriat. <p>Source: Juliano Spyer (2020), Iser.</p>

Peu à peu, les évangéliques se divisent, à cause notamment de leurs valeurs controversées et de leur vulnérabilité économique intensifiée. De plus, ce ne sont pas qu'eux qui sont divisés ; le peuple brésilien en soi est réparti en deux dans cette dispute électorale. L'atmosphère sociale de 2022 est touchée par un manichéisme politique où un champ diabolise l'autre et place son candidat au poste de sauveur du pays. Ce sentiment se trouvera même au sein de l'environnement religieux ; ce qui était avant un champ "acquis" pour Bolsonaro, les églises évangéliques seront aussi impactées par cette division politique. Les effets de ce contexte seront les pires cauchemars de Bolsonaro envers ses fidèles évangéliques: le doute sur le vote bolsonariste et le rapprochement de Lula avec les évangéliques.

Le manichéisme politique: clivage de grandes tensions

La prise de conscience de la religion comme arme électorale dans le milieu évangélique

L'élection présidentielle 2022 était sûrement tendue ; dès le premier tour, l'incertitude règne. Vu qu'il faut au minimum 51% de voix pour gagner en premier tour, et que respectivement Lula et Bolsonaro ont obtenu 48,43% et 43,20% (TSE) des suffrages, l'issue du second tour n'est pas jouée d'avance. C'est pourquoi les fidèles politiques de chaque candidat ont fait une campagne comme jamais vu dans leur cercles sociaux. Pour le cas des évangéliques, le candidat préféré serait clairement Bolsonaro. Malgré les arguments présentés, Bolsonaro n'est pas évangélique ; il est en réalité catholique. Selon la pasteur Tomi Bencke, dans une interview à DW Brasil, “[Bolsonaro] Il est catholique, mais il a été rebaptisé, dans la rivière Jordão, par un pasteur évangélique, sans renier, comme disent les évangéliques, le baptême précédent [catholique]. Bolsonaro est une sorte d'hybride religieux. En particulier, je ne sous-estime ni sa capacité politique ni la manipulation religieuse qu'il fait. Ce n'est pas un imbécile de cour. Il est conscient de ce qu'il fait ». Selon un sondage de Genial/Qaest, publié par Monica Bergamo au journal Folha de S. Paulo, 50% des évangéliques croient que Bolsonaro est aussi évangélique alors que 16% d'entre eux sont au courant sur son statut catholique (UOL, octobre 2022).

En réalité, la personnalité et la religion même de Bolsonaro sont confondues à ses intérêts moraux, qui placent celle des évangéliques au premier plan et à son mariage avec une femme ouvertement évangélique. Michelle Bolsonaro est très active dans la communauté évangélique, et ne cache pas ses croyances auprès des médias. Nous voyons que le deuxième baptême même de Bolsonaro pourrait être interprété comme une tentative d'être un “catch all party” (Céline Braconnier, Xavier Crettiez, Patrick Hassenteufel, Jacques de Maillard, 2018) mais, plus que dans l'atmosphère partisane, plutôt dans le regroupement des chrétiens. Afin de faire appel à une plus grande commotion des chrétiens, en utilisant le discours de valeurs menacées à nouveau, il manifeste un combat envers la “christianophobie” au discours inaugural de l'Assemblée Générale de l'ONU (22 septembre 2019). La protection du christiannisme et la tentative d'intégration dans le milieu évangélique sont une stratégie qui lui a clairement permis de conquérir beaucoup d'électeurs.

En revanche, ce qui était vu comme étant un sentiment de découverte et d'espoir pour quelques évangéliques à propos d'un candidat outsider conservateur, n'est plus d'actualité. Le mandat de Bolsonaro écarte l'imagination du vote - le raisonnement de “à quoi ressemblerait son mandat?” - et divise le peuple entre ses supporteurs et ses haters. Dans les deux cas, le sentiment est net, et dans des espaces à forte influence comme les églises, le soutien politique peut paraître une imposition sociale.

C'est ce que Alisson Santos explique dans le reportage à BBC News Brasil sur la persécution politique au sein des églises évangéliques. Vu le contexte où des opposés s'affrontent, il est vital de choisir son champ, mettant en place un manichéisme politique dangereux pour la vie sociale. Plusieurs évangéliques se trouvent forcés à voter pour Bolsonaro à cause de la pression sociale, et d'autres sortent même de leur église. Un vote imposé ne serait donc pas légitime à ce rituel démocratique

qu'est une élection, mais malheureusement nous n'avons pas de chiffres exacts sur l'ampleur du nombre d'évangéliques qui se sont sentis obligés de voter pour Bolsonaro. Ceux-ci l'ayant permis de presque aboutir à la victoire. De fait, il est compliqué d'évaluer quantitativement l'impact de telles persécutions, surtout qu'aucune investigation n'a été réalisée dans le cadre du potentiel débat politique au sein des églises catholiques en 2022. De toute manière, la BBC News Brasil a recueilli des dizaines de témoignages qui affirment la progressive normalisation du discours politique pendant le culte, une pratique qui continuera sûrement aux prochaines élections, comme l'affirme Ana Carolina Evangelista.

“L'évangélisation de Lula” : une tentative d'appel au vote

Durant tout cet article, il est clair que les évangéliques sont un groupe social d'électeurs hétérogène qui méritent une attention particulière, surtout sur leur influence politique. L'élection en 2018 a justement mis en lumière ceci, et Lula a très bien compris qu'il devrait se rapprocher de ce groupe. Lula se dit lui-même catholique, mais il a toujours été très discret par rapport à sa fréquentation de la messe et sur sa participation à des pratiques religieuses. Pourtant, en 2022, les Brésiliens le voient parler plus de Dieu, disant que sa présidence de 2023 serait “à la main de Dieu” (12 octobre 2022). Il a même abandonné une ancienne idée de la gauche – plutôt féministe – brésilienne qui était de légaliser l'avortement. C'est un sujet très sensible pour tous les chrétiens et il savait que son soutien en campagne signifierait une distanciation avec les évangéliques. Lula s'est donc “évangélisé” durant la campagne de 2022, afin d'attirer l'attention des fidèles de l'évangile.

En outre, Lula a directement rencontré des pasteurs évangéliques, notamment lors de grands événements religieux. Dans la photo ci-dessus, Lula reçoit une bénédiction d'un pasteur évangélique en octobre 2022. De plus, même après sa victoire, à la fin de novembre, Lula a participé à un événement virtuel de 800 fidèles et pasteurs, avec l'ancienne gouverneure de Rio de Janeiro et évangélique Benedita da Silva. Ceci a permis de convaincre et rassurer les évangéliques que les dogmes moraux ne seraient pas menacés durant son mandat, une grande peur des évangéliques et un grand sujet de fake news contre sa personnalité.

En parallèle, lui-même étant catholique, il ne s'est pas beaucoup évangélisé au Nordeste. Cette région a une part prédominante de catholiques et, vu son historique électoral au Nordeste,⁸ son “évangélisation” ne s'est pas concentrée là-bas. Les lieux les plus intéressants pour son évangélisation étaient Rio de Janeiro, – son importance a été développée auparavant – São Paulo, et au niveau du Centre-Ouest.

Conclusion : une élection pas comme les autres

Les remarques finales du chapitre

Les évangéliques brésiliens correspondent à un groupe social hétérogène à plusieurs profils et intérêts. Ils ont une histoire récente au sein de la Nouvelle République mais disposent déjà d'un fort

espace de pouvoir dans le Congrès avec 20% de participation. Soutenu par la croissance évangélique, ce groupe devrait dépasser en nombre les catholiques durant l'année 2032. Le jeunesse, la connectivité et la pluralité d'activités et formes au sein du culte évangélique sont attrayants pour la population, surtout dans des espaces où l'État est absent. La croissance exponentielle des fidèles et le patrimoine financier des églises font que les évangéliques deviennent un groupe d'influence politico-social.

C'est en 2018 que les évangéliques sont vus de manière inédite comme force motrice pour un candidat, qui est pour la première fois dans la course à la présidentielle. Jair Bolsonaro tient durant sa campagne des discours très chers aux évangéliques, notamment sur la morale et l'éthique (ou plutôt l'anti-corruption dans la scène politique). Toutefois, la pandémie de Covid-19 place Bolsonaro dans une situation critique pour son électorat : il fait régulièrement des déclarations insultantes vis-à-vis des morts du Covid et n'améliore pas structurellement la pauvreté qui touche le pays. Son programme social Auxílio Brasil lui donne certes un regain de popularité mais ne sera pas suffisant pour rassurer les familles brésiliennes. La famine peut de nouveau sonner à leurs portes.

C'est donc avec un changement de positionnement sur Bolsonaro que plusieurs évangéliques, surtout des femmes pauvres, se tournent vers Lula en 2022. Son passé de combattant contre la faim devient le nouveau "grand mal" à combattre. Il fera justement plusieurs visites dans les favelas, où se trouvent d'ailleurs de nombreuses églises évangéliques. De plus, il rencontrera plusieurs pasteurs afin d'assurer le maintien de la morale et le respect à Dieu. Il semble que les évangéliques ne soient pas devenus un groupe "plus à gauche" : en vérité, c'est leur déception envers Bolsonaro qui les pousse à voter Lula dans l'atmosphère manichéiste politique de 2022.

Réflexions personnelles: pourquoi est-ce si grave l'influence religieuse dans les procès électoraux?

Le débat sur l'influence de la religion - ou de l'Église même - au sein de l'État est une discussion d'ordre historique. La laïcité de l'administration publique est un concept défendu historiquement par des sociétés occidentales, dont la France est pionnière en 1905, et s'étend aux Constitutions actuelles en Amérique Latine. En dépit d'une séparation formelle entre la religion et l'État, la vérité est que le discours religieux et politique se trouvent confondus au sein de la vie administrative dans plusieurs de ces pays, y compris le Brésil. Ce dernier a des partis politiques chrétiens et des hommes et femmes politiques très religieux. Ils sont justement élus parce qu'ils portent ce discours ; la religion devient un instrument de vote qui rassure la société civile quant à ses convictions et ses ambitions. Nous avons même pu retrouver cette logique électorale dans l'élection présidentielle française de 2022 (ie. la défense de la civilisation et valeurs chrétiennes par le candidat Eric Zemmour). Le Brésil se différencie néanmoins de la France par l'active participation des leaders religieux dans le débat politique. Ces

8 Comme le fut expliqué précédemment, le Nordeste est une région qui a été très touchée par le programme social du Bolsa Família. C'est un programme d'aide économique historique, or c'est la première fois qu'un président donne autant d'attention et de budget à la pauvreté au Nordeste. Lui-même étant de la région et ayant son parti très présent dans la région, le Nordeste représente souvent un "territoire déjà conquis" pour la campagne électorale de Lula.

derniers ont un rôle influent dans la vie politique de la société civile brésilienne, rendant les fidèles plus susceptibles vis-à-vis de leur opinion partisane.

Le souci de toute cette situation est la création de communautés dont la foi et le vote électoral sont confondus : ceux qui seraient contre l'avis du pasteur religieux seraient alors contre la communauté, et la religion même. Ce manichéisme politico-religieux provoque des tensions sociales au sein de la société civile au-delà d'une classique polarisation politique ; c'est comme s'il n'y avait qu'un seul "bon chemin à suivre", presque dans un ordre divin moral. C'est pourquoi l'élection présidentielle 2022 fut si tendue ; les fake news qui associaient le candidat opposant au Diable n'ont fait que renforcer cet armageddon politique. Comme le fut montré auparavant, il y a eu plusieurs cas dénonçant une persécution politique au sein des églises évangéliques. Ceux qui ne voteraient pas pour Bolsonaro pourraient être réprimés au sein de leur temple religieux, ce qui irait contre le propre principe d'accueil dans le christianisme. Malheureusement, nous n'avons pas d'études plus approfondies sur cela, ou plus précisément sur la situation politique dans les églises catholiques. Ce qui est certain, c'est que cette tendance se poursuivra lors des prochaines élections, mettant en danger la liberté d'expression en politique et, par-delà, la démocratie toute entière.

Références bibliographiques :

AMARAL DANTAS, Bruna Suruagy do, (2011), *Religião e Política : ideologia e ação da "Bancada Evangélica" na Câmara Federal*, Tese de Doutorado, PUC-SP. URL:<https://tede2.pucsp.br/bitstream/handle/16946/1/Bruna%20Suruagy%20do%20Amaral%20Dantas.pdf>

ARENDT, H. (1993), *A Condição Humana*, Tradução de Roberto Raposo. Rio de Janeiro, Editora Forense Universitária.

AVELAR, Lúcia, CINTRA (2007) Antônio Octávio, *Sistema Político Brasileiro: uma introdução*, 2a edição revisada e ampliada, editora Unesp.

BAPTISTA, Saulo (2009). *Pentecostais e neopentecostais na política brasileira : um estudo sobre cultura política, Estado e atores coletivos religiosos no Brasil*. Instituto Metodista Izabela Hendrix, São Paulo.

CRETTEZ Xavier, DE MAILLARD Jacques, HASSENTEUFEL Patrick, *Introduction à la science politique*. Armand Colin, « Portail », 2018, ISBN : 9782200620363. DOI : 10.3917/arco.holei.2018.01.

URL : <https://www.cairn.info/introduction-a-la-science-politique--9782200620363.htm>

EVANGELISTA, Ana Carolina Evangelista (2019), *Electoral Strategies in 2018 : The case of evangelical candidates running for Brazilian legislatures*, Revista SUR. URL:https://www.academia.edu/47442601/ELECTORAL_STRATEGIES_IN_2018_The_case_of_evangelical_candidates_running_for_Brazilian_legislatures

MARIANO, R., & GERARDI, D. A. (2019). *Eleições presidenciais na América Latina em 2018 e ativismo político de evangélicos conservadores*. Revista USP, (120), 61-76. URL: <https://doi.org/10.11606/issn.2316-9036.v0i120p61-76>

PARTHENAY, Kevin (2020), *Crises en Amérique Latine. Les démocraties déracinées (2009-*

2019), Armand Colin.

PIERUCCI, Antônio Flávio (1996), A Bancada evangélica em Brasília : A Bancada Evangélica na Constituinte In Antônio Flávio Pierucci e Reginaldo Prandi em “A realidade social das religiões no Brasil. Religião, Sociedade e Política” São Paulo, Hucitec.

REIS SANTOS, Livia, EVANGELISTA, Ana Carolina (2021). “Neoconservadorismo, família, moral e religião nos primeiros anos do governo Bolsonaro”, Web Dossier Heinrich Boll Stiftung - Rio de Janeiro. URL:https://www.academia.edu/47442848/Neoconservadorismo_familia_moral_e_religi%C3%A3o_nos_primeiros_anos_do_governo_Bolsonaro

SANTOS, Marcela Barba; MASSUCHIN, Michele Goulart. Religiosos na propaganda eleitoral: estratégias nas disputas proporcionais no Paraná de 2002 a 2018. In: ENCONTRO ANUAL DA ANPOCS, 44., 2020, São Paulo. Anais eletrônicos [...]. São Paulo: Associação Nacional de Pós-Graduação e Pesquisa em Ciências Sociais, 2020. p. 1-20. URL: <https://bibliotecadigital.tse.jus.br/xmlui/handle/bdtse/9097?locale-attribute=es>

SILVEIRA CAMPOS, Lenildo (2008), “Os Mapas, Atores e Números da Diversidade Religiosa Cristã Brasileira: Católicos e Evangélicos entre 1940 e 2007”, Revista de Estudos da Religião dezembro / 2008 / pp. 9-47 ISSN 1677-1222.

SPYER, Juliano (2020), Povo de Deus: Quem são os evangélicos e por que eles importam.

VITAL DA CUNHA, Christina (2012). Religião e política : uma análise da atuação de parlamentares evangélicos sobre direitos das mulheres e de LGBT's no Brasil. Fundação Heinrich Boll, Rio de Janeiro.

Autres sources:

Universalis: “Évangélisme et églises évangéliques”. URL: <https://www.universalis.fr/encyclopedie/evangelisme-et-eglises-evangeliques/>

Agência Pública : “Dívidas de Igrejas com a União dobrou durante o governo Bolsonaro”. URL:<https://apublica.org/2022/11/divida-de-igrejas-com-a-uniao-dobrou-durante-governo-bolsonaro/>

BBC News Brasil: “Cristãos relatam perseguição em igrejas a quem não apoia Bolsonaro”. URL: <https://www.youtube.com/watch?v=kRq4P6APu1Q>

IBGE: URL: <https://cidades.ibge.gov.br/brasil/pesquisa/23/22107>

Terra.com: “Número de Evangélicos cresce 61% no Brasil, diz IBGE”. URL:<https://www.terra.com.br/noticias/brasil/numero-de-evangelicos-cresce-61-no-brasil-diz-ibge,c0addc840f0da310VgnC LD200000bbccceb0aRCRD.html>

Poder 360: “2 anos de Covid relembre 30 frases de Bolsonaro”. URL:<https://www.poder360.com.br/coronavirus/2-anos-de-covid-relembre-30-frases-de-bolsonaro-sobre-pandemia/>

UN News Brasil: “Em discurso à ONU, Bolsonaro pede combate à ‘cristofobia’”. URL: <https://news.un.org/pt/story/2020/09/1727002>

Correio Braziliense: “Com forte influência política, evangélicos são um pote de ouro nas eleições”.

URL:<https://www.correiobraziliense.com.br/politica/2021/12/4973217-com-forte-influencia-politica-evangelicos-sao-um-pote-de-ouro-nas-eleicoes.html>

CNN Brasil: “Inflação derruba poder de compra de 90% das profissões aponta CNC”. URL:[https://www.cnnbrasil.com.br/business/inflacao-derruba-poder-de-compra-de-90-das-profissoes-aponta-cnc/#:~:text=Cerca%20de%2090%25%20das%20profiss%C3%B5es,ao%20Consumidor%20Ampl%C3%B3\(IPCA\).](https://www.cnnbrasil.com.br/business/inflacao-derruba-poder-de-compra-de-90-das-profissoes-aponta-cnc/#:~:text=Cerca%20de%2090%25%20das%20profiss%C3%B5es,ao%20Consumidor%20Ampl%C3%B3(IPCA).)

A Gazeta: “De crítico a defensor de Bolsa Família, veja as fases de Bolsonaro”. URL:<https://www.agazeta.com.br/es/politica/de-critico-a-defensor-do-bolsa-familia-veja-frases-de-bolsonaro-0820>

Eis me Aqui: “Em meio à violência, igrejas evangélicas se multiplicam nas favelas”. URL:<https://www.eismeaqui.com.br/ultimas-noticias/em-meio-violencia-igrejas-evangelicas-se-multiplicam-nas-favelas/>

Congresso em foco: “Treze frases de Bolsonaro de natureza sexual e machista”. URL:<https://congressoemfoco.uol.com.br/area/governo/treze-frases-de-bolsonaro-de-natureza-sexual-e-machista/>

UOL: “Católico ou evangélico : qual a religião de Bolsonaro?” URL:<https://noticias.uol.com.br/politica/ultimas-noticias/2022/10/06/catolico-ou-evangelico-qual-a-religiao-de-bolsonaro.htm?cmpid=copiaecola>

Rand Corporation: Rand Corporation, sur “The Russian “Firehose of Falsehood” Propaganda Model” (2016). URL:<https://www.rand.org/about/nextgen/art-plus-data/juan-delcan-and-valentina-izaguirre/russias-firehose-of-falsehood.html>

Droits D’images:

Image, Meme, sur un groupe Facebook bolsonariste, anonyme 2018. URL:<https://www.facebook.com/bolsonaromito22/photos/a.673929649376234/1231021477000379/>

Image Cartoon Bolsonariste avec T-shirt “Mito”, Beto 2022. URL:<https://www.conversaafiada.com.br/brasil/bolsonaro-mobilizou-o-fascismo-via-whatsapp>

3.

Les impacts et les influences du genre et de l'ethnie sur le financement des élections brésiliennes en 2022

**Julia
Coury¹**

**David
Gamboa²**

1. Diplômé en Master II en Relations Internationales à L'Université de São Paulo.

2. Master en politique comparée à Sciences Po, Paris

La politique institutionnelle brésilienne est discriminatoire. Elle aliène les groupes les moins favorisés de la société et favorise ceux qui détiennent historiquement le pouvoir politique et économique, renforçant un cycle d'exclusion et perpétuant les inégalités. Le système politique électoral impose aux femmes, noirs, natifs, asiatiques, LGBTQIA+ une série d'obstacles à l'accès et à leur maintien dans la politique formelle. Pour cette raison, ces groupes restent minoritaires dans les espaces de pouvoir et de décision politique (Ramos et al., 2020).

En 2021, les noirs occupaient 25 % des sièges à la Chambre des députés et les natifs en occupaient moins de 1 %. Comparativement aux hommes, les femmes n'en occupaient que 15 % (Senado, 2022). Dans ce contexte, on observe que parmi les 77 députés fédéraux élus en 2018, seuls 13 étaient noirs et 1 seul était natif. Les femmes noires et natives sont donc davantage sous-représentées au sein du Congrès national par rapport aux autres groupes sociaux. En comparaison avec d'autres États, la représentation des femmes au Brésil est bien inférieure à la moyenne mondiale, qui est de 25 %. Cela est encore plus éloigné de la moyenne de l'Amérique (31,7 %), continent où les femmes sont le plus représentées. Selon le classement de l'Union interparlementaire, le Brésil serait en 141^e position, sur un total de 193 pays et était le pire placé parmi les pays d'Amérique du Sud et centrale (Ramos et al., 2020).

Les inégalités d'accès à la politique institutionnelle sont liées à une multitude de facteurs. Jennifer Piscopo et al. (2016) énumère une série de pratiques informelles appliquées par les partis pour contourner la législation visant à promouvoir la diversité. Parmi certaines : profiter des flous juridiques, placer les femmes dans les circonscriptions perdantes, allouer peu ou rien de ressources de campagne aux candidates et maintenir les organes de décision internes des partis fermés aux femmes. Au Brésil, la difficulté pour l'arrivée de plus de femmes dans la politique institutionnelle, en particulier dans les parlements, réside dans les impacts des règles informelles et formelles qui régissent l'environnement politico-électoral. Notamment, les règles régissant la période électorale et le financement des partis politiques (Ramos et al., 2020).

Dans cette optique, en 2021, le Congrès national a établi une règle électorale dans le but d'offrir une « prime financière » aux partis ayant réussi à obtenir des voix pour les candidates et les Noirs. L'amendement constitutionnel (CE) n ° 111/2021, entre autres amendements, a établi que les votes accordés aux candidates et aux Noirs devaient être comptés double pour la distribution des ressources du Fonds du parti et du Fonds spécial de financement des campagnes (FEFC) - également appelé le Fonds électoral – lors des élections de 2022 à 2030 (Sénat, 2021).

Cette CE a apporté des innovations aux trois aspects politiques électoraux : la promotion de la diversité des mandats politiques, la participation populaire et la loyauté au parti (Senado, 2021). Auparavant, les votes reçus lors de l'élection de la Chambre des députés servaient de base pour calculer le gain de fonds potentiel des partis. Avec le nouvel amendement, le vote pour les femmes et les noirs compte double, ce qui, en théorie, doublerait par ailleurs le calcul sur la répartition de ce montant.

En tenant compte des études théoriques sur les institutions politiques, la théorie néo-institutionnelle permet d'identifier les obstacles auxquels un État doit faire face pour structurer ses institutions. La variante féministe de cette approche vise plus précisément à mettre en lumière la situation des femmes dans les processus de changements institutionnels (Jean-Bouchard, 2022). En outre le

modèle économique néo-classique est basé sur la compétition individuelle découle exclusivement de l'expérience masculine du marché (Wiegers, 1992) et de l'interaction humaine (Phillips 2001; Nedelsky, 2011). En même temps, les institutions sont déterminantes pour les stratégies féministes puisque les normes et les relations de genre influencent l'opportunité politique et les contraintes structurelles auxquelles les femmes doivent faire face (Kenny, 2007).

Ces dynamiques structurelles illustrent également la façon dont les femmes sont en mesure de modifier les normes ancrées afin d'utiliser les institutions à leurs propres fins (Chappell, 2002). Ainsi, la posture théorique féministe servirait non seulement à révéler les biais genrés des réformes institutionnelles de l'État de droit, mais elle permettrait également de tenir compte des expériences spécifiques des femmes au sein de ces processus (Jean-Bouchard, 2022).

En ce sens, centré sur les élections de 2022 et soutenu par la perspective théorique de l'institutionnalisme féministe (Tedesco, A. C., 2020), cet article cherche à comprendre l'impact du nouvel amendement de financement des partis publics sur l'inclusion des femmes et des personnes noires dans la politique institutionnelle brésilienne. En d'autres termes, comment les règles de financement électoral, entrées en vigueur en 2022, ont-elles impacté la dynamique des élections étatiques et fédérales en termes d'inégalités de genre et d'ethnies en politique ?

Pour répondre à cette question, cet article est divisé en trois grandes parties analytiques : les innovations institutionnelles antérieures qui visaient une plus grande participation des femmes et des Noirs en politique ; la mise en œuvre du CE 111/2021 ; et les résultats des élections de 2022 d'un point de vue ethnique et de genre. En fin d'article, nous présentons les considérations finales sur les points de la politique qui peuvent être modifiés et améliorés pour atteindre l'objectif d'une plus grande représentation politique dans les prochaines campagnes électorales.

Innovations institutionnelles précédentes

Les règles électorales ont tendance à changer à chaque élection au Brésil. Les décideurs des règles de financement électoral en sont régulièrement une cible privilégiée. Ces changements sont importants, car l'accès aux ressources financières est crucial pour le succès d'une candidature et les femmes et les Noirs sont généralement désavantagés par rapport aux hommes pour les obtenir (Bolognesi, 2012 ; Macaulay, 2006 ; Miguel e Biroli, 2010 ; Sacchet, 2018 ; Sacchet et Speck, 2012a, 2012b). L'application et le respect des normes visant à atténuer ces désavantages doivent être analysés attentivement afin de comprendre leurs effets réels sur la représentation des femmes et des Noirs en politique (Ramos et al., 2020).

Du point de vue du genre, les changements institutionnels pour atteindre plus de diversité sont généralement divisés en trois moments : le premier porte sur les lois et les quotas instituées dans les années 1990, qui réservaient 20 % à 30 % des postes vacants sur les listes des partis (également appelées nominés) ; le second fait également référence aux quotas, mais avec un design institutionnel modifié en 2009, dans le but d'introduire le caractère obligatoire du lancement des candidatures féminines (Peixoto et al., 2022).

Le premier et le deuxième moment se réfèrent exclusivement aux élections proportionnelles, utilisées pour répartir les sièges de conseiller, de député d'État/de district et fédéral. Tous deux sont composés de mécanismes institutionnels dont les origines se trouvent dans le pouvoir législatif (Peixoto et al., 2022).

Le troisième moment d'innovation institutionnelle a consisté en trois modifications de la législation électorale et a été réalisé par le pouvoir judiciaire. En 2015, le STF a déclaré inconstitutionnels les dons des personnes juridiques aux campagnes (Peixoto et al., 2022). Les partis au Congrès ont répondu, en 2017, par la création du Fonds spécial de financement des campagnes (FEFC).

Au Brésil, jusqu'aux élections de 2014, la principale source de financement électoral provenait de ressources privées, majoritairement d'entreprises (Samuels, 2001 ; Ramos et al., 2020). Ce type de ressource était très inégalement réparti entre les candidats. Selon Mancuso (2015), lorsqu'il s'agit d'investisseurs privés, des facteurs tels que « le parti politique des candidats, l'appartenance du parti du candidat à la base de soutien au président du Congrès, la durée du mandat et l'ampleur de la circonscription » sont déterminants pour l'allocation des ressources. De plus, l'accès aux réseaux de ressources privées est étroitement lié au fait que le candidat ait un niveau social plus élevé, appartient à une famille avec des membres en politiques ou a été élu antérieurement (Sacchet, 2009 ; Ramos et al., 2020).

Cette dynamique tend à concentrer l'argent dans des campagnes de candidats plus traditionnels, reproduisant le statu quo. En pratique, cela signifie un plus grand investissement dans les hommes blancs, qui constituent l'écrasante majorité des politiciens élus du pays. Par conséquent, le changement de législation a été considéré comme une tentative d'égaliser les chances entre des candidatures plus diverses (Ramos et al., 2020).

Cependant, les ressources publiques (provenant du budget de l'État et intermédiées par les partis politiques) ont également une dynamique de distribution inégale. L'objectif principal des partis est de maximiser leurs résultats électoraux. Ainsi, ils ont tendance à investir davantage dans les candidats qu'ils considèrent comme ayant plus de chances d'être élus (Jacobson, 1985 ; Ramos et al., 2020). Cette logique finit par profiter aux titulaires (ceux qui ont déjà été élus lors d'autres élections) et à ceux ayant une expérience électorale préalable (Sacchet et Speck, 2012a ; Ramos et al., 2020). Dans le cas du Brésil, cette stratégie tend également à favoriser les hommes blancs, au détriment des candidatures féminines, notamment noires (Ramos et al., 2020).

Par conséquent, dans une tentative de promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes dans la répartition des ressources de financement de la campagne, du fonds des partis, du temps de télévision et de radio pour la propagande électorale gratuite (HGPE), en 2018, la Cour suprême fédérale (STF) et la Cour supérieure électorale (TSE) a décidé que le financement serait proportionnel en fonction du pourcentage de candidatures féminines, d'au moins 30 %. Les deux amendements visaient à atténuer l'inégalité des conditions dans la compétition électorale (Peixoto et al., 2022).

Le troisième moment traite donc d'un ensemble de mécanismes visant à accroître la capacité de compétition des femmes via la répartition des ressources des partis (directes comme le FEFC et indirectes comme le HGPE) dans un contexte d'interdiction de la participation des personnes

juridiques au financement des campagnes. Ces innovations ont été principalement introduites par le pouvoir judiciaire (Peixoto et al., 2022).

Avec cela, il était prévu la fin des dons des entreprises et la détermination que 30% des ressources de la FEFC et du Fonds du Parti utilisées dans la campagne destinée aux candidatures des femmes et des femmes noires. En théorie, ces changements aideraient à équilibrer davantage l'influence du genre et de l'ethnie pendant l'élection.

Comme le montre le tableau 1, selon une étude de Ramos et al. (2020), dans le cas des élections des députés fédéraux, en termes de pourcentage, en 2014, les hommes ont reçu 90 % de toutes les ressources allouées aux campagnes électorales, tandis que les femmes ont reçu 10 % du total. Déjà en 2018, la proportion des ressources financières des campagnes d'hommes est tombée à 78 %, portant la part des femmes à un peu plus de 20 % des ressources totales.

Tableau 1 : Comparaison des ressources totales allouées aux campagnes électorales de 2014 et 2018 par genre.

Élections	Genre	Pourcentage des ressources totales allouées aux campagnes électorales
2014	Hommes	90%
	Femmes	10%
2018	Hommes	78%
	Femmes	22%

Source: Ramos et al., 2020.

Cependant, selon les auteurs, lors de l'analyse des données ethniques, il y avait une grande différence entre les femmes blanches et les noires, ainsi que pour les hommes blancs et les noirs. Comme le montre le tableau 2, en 2014, les ressources financières se répartissaient comme suit : 74,4 % pour les candidats d'hommes blancs, 16 % pour les hommes noirs, 7,8 % pour les femmes blanches et 1,8 % pour les femmes noires. En 2018, la part des ressources allouées aux campagnes par les hommes blancs est tombée à 61,4 % et est restée quasiment la même par rapport aux hommes noirs, qui ont reçu 16,7 % du montant total. Les femmes blanches ont connu une augmentation significative, ayant reçu 16,2 % des ressources totales, tandis que les femmes noires n'en ont reçu que 5,7 %.

Tableau 2 : Comparaison des ressources totales allouées aux campagnes électorales de 2014 et 2018 par genre et ethnie.

Élections	Genre	Groupe ethnique	Pourcentage des ressources totales allouées aux campagnes électorales
2014	Hommes	Blancs	74,4%
		Noirs	16%
	Femmes	Blanches	7,8%
		Noires	1,8%
2018	Hommes	Blancs	61,4%
		Noirs	16,7%
	Femmes	Blanches	16,2%
		Noires	5,7%

Source: Ramos et al., 2020.

Malgré quelques changements dans la répartition des ressources entre 2014 et 2018, en termes de pourcentage, les fonds ont été davantage distribués aux hommes blancs, puis aux hommes noirs, puis aux femmes blanches et, enfin, aux femmes noires. Lorsque l'étude a pris en compte la relation entre le nombre de candidatures et le montant d'argent distribué dans chacun des groupes, les hommes blancs restent le groupe le plus surfinancé et les femmes noires le groupe le plus sous-financé. Cependant, la proportionnalité des financements par candidature des hommes blancs diminue, tandis que celle des femmes blanches et noires augmente.

En général, Ramos et al. (2020) identifie que le changement des règles de financement des campagnes électorales a conduit à une répartition moins inéquitable des ressources lors des élections des députés fédéraux. Même si loin d'être une situation idéale, il y a eu une amélioration du scénario de répartition des ressources par rapport au genre, puisque les femmes ont été mieux financées, tant en pourcentage qu'en proportion. Cependant, ce changement a beaucoup plus profité aux femmes blanches, qui ont reçu une proportion de ressources plus proche de leur proportion de candidatures, tandis que les femmes noires sont restées très sous-financées. Ainsi, ils concluent que le principal marqueur de différence change : si en 2014 le genre était la principale division qui guidait les inégalités de financement, en 2018 l'ethnie se démarquait.

Amendement constitutionnel 111/2021

C'est dans ce contexte et dans le but de s'assurer que les candidatures des personnes noires reçoivent plus de financement que l'amendement constitutionnel (CE) 111/2021 a été formulé.

Entre autres changements, l'amendement a inséré des dispositions dans la Constitution fédérale qui encouragent les candidatures des femmes et des Noirs. Selon le texte approuvé par les députés et

les sénateurs, les voix accordées aux candidates et aux personnes noires seraient comptées deux fois aux fins de la répartition des ressources du Fonds du parti et du Fonds spécial de financement des campagnes (FEFC) - également appelé Fonds électoral - en les élections de 2022 à 2030 (Sénat, 2021).

Auparavant, le fonds du parti était réparti selon les 4 critères définis dans la loi électorale (loi 9504/97): 2% des ressources étaient distribuées également à tous les partis enregistrés auprès du TSE; 35% étaient réparties entre les partis ayant élu au moins un représentant à la Chambre au pro rata des suffrages; 48 % étaient réparties au pro rata du nombre de représentants à la Chambre; et les 15 % restants au pro rata du nombre de représentants au Sénat. La somme des versements correspond donc à la valeur perçue par chaque parti.

Le nouvel amendement ajoute désormais le critère supplémentaire des votes comptant double aux candidates et aux Noirs (Senado, 2021).

Procédure et mise en œuvre

Les modifications de l'amendement sont le résultat d'une proposition de la CE émanant de la Chambre des députés et qui a subi des modifications au Sénat fédéral. Avant d'être promulguée le 28 septembre 2021, la proposition a été approuvée en deux tours dans chacune des chambres législatives (Sénat, 2021).

Comme il s'agit d'une règle transitoire qui n'est valable que jusqu'en 2030, la législation a eu un impact direct sur l'activité et le comportement des partis politiques. Lors de l'élaboration de la législation, alors que le « cetrão » (partis du centre) était favorable, les députés de Podemos, PCdoB, Cidadania, PSL, Psol et Novo ont trouvé le montant excessif et s'y sont opposés, car ils ont fait valoir que l'économie brésilienne traversait des jours difficiles (Senado, 2021).

Même ainsi, la législation a été adoptée et alors que certains partis ont célébré la victoire, de nombreuses femmes et personnes noires qui étaient candidates en 2022 savaient que ces ressources ne les atteindraient probablement pas. Pour Marlise Matos, chercheuse et professeure à l'Université fédérale du Minas Gerais, "même avec seulement 30%, les partis ont fait toutes les manœuvres possibles pour que les ressources ne leur parviennent pas". En effet, les partis sont libres d'allouer les fonds comme ils l'entendent. En pratique, cette ressource finit par n'être destinée, dans de nombreux cas, qu'à certains candidats, tandis que d'autres ne reçoivent que du matériel, généralement des tracts et des autocollants, qui sont de moins en moins pertinents dans le processus électoral (García, 2022). D'un autre côté, il y a également un historique de plaintes sur la façon dont cet argent est, en réalité, dans certains partis, détourné et utilisé pour financer des candidats masculins blancs.

Un autre problème qui était évident en 2020 était la lenteur avec laquelle le transfert a été effectué. Si l'accès aux ressources financières est fondamental pour toute élection, connaître le montant qui sera reçu est également important pour pouvoir planifier intelligemment la campagne et ne compromettant pas la compétitivité de la candidature (García, 2022). Compte tenu de ce scénario, le TSE déploie des efforts depuis 2019 pour mettre fin aux actions frauduleuses et veiller à ce que les ressources parviennent aux femmes et aux Noirs (Senado, 2021).

Résultats des élections 2022

Femmes

Premièrement, il y a eu une augmentation des candidatures en général pour les postes législatifs. Au Sénat, en comparant 2022 à 2014 (renouvellement d'1/3 des postes), le nombre total de candidats a augmenté de 26,2 %. Les candidatures féminines représentaient 18,9 % du total en 2014 et 23,1 % en 2022. Rappelons que la loi ne prévoit pas de quotas par genre pour le Sénat (Araújo et al., 2022).

Aux assemblées législatives et à la Chambre des députés, les pourcentages minimaux de candidatures par genre n'ont été atteints qu'en 2018. C'est un effet probable d'une plus grande rigueur dans le contrôle électoral et les résolutions sur l'application des 30% dans la répartition des ressources financières (Araújo et al., 2022).

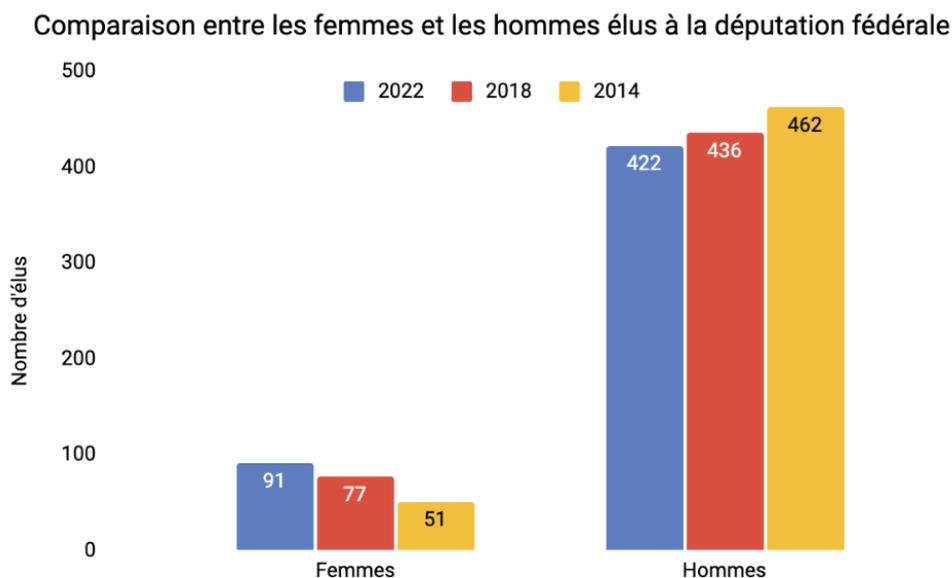
Élections fédérales

Pour le poste de député fédéral, entre 2014 et 2018, le nombre total de candidats a augmenté de 30,3 % et - entre 2018 et 2022 - de 36,4 %. Les femmes représentaient 29,4 % des candidats en 2014 et 31,7 % en 2018. En 2022, elles représentaient 34,7 % des candidats au poste de député fédéral (Araújo et al., 2022).

Le deuxième aspect à souligner est que la plus forte croissance des candidatures s'est produite pour le poste de député fédéral entre 2018 et 2022 et en comparaison, la hausse a été plus importante chez les femmes. Il convient également de noter que ces augmentations surviennent après une nouvelle règle électorale (loi 14.211/2021) qui, en théorie, a réduit de 50 % ou plus le nombre total de candidats à lancer par chaque parti (ou fédération). Comme on le sait, les candidatures à ces postes ont tendance à être plus onéreuses que pour les différends législatifs des États. Ils sont également plus sélectifs, nécessitent un niveau d'articulation politique plus élevé et sont plus compétitifs (Araújo et al., 2022).

Concernant les femmes élues députées et sénatrices fédérales, comme le montre le graphique 1, plus de femmes ont été élues en 2022 que lors des deux dernières élections (2018 et 2014). En ce sens, en 2022, 91 femmes ont été élues, correspondant à une augmentation de 18% par rapport au nombre de députés élus en 2018 et une augmentation de 78% des élues en 2014.

Graphique 1 : Comparaison entre les hommes et les femmes élus au poste de député fédéral.

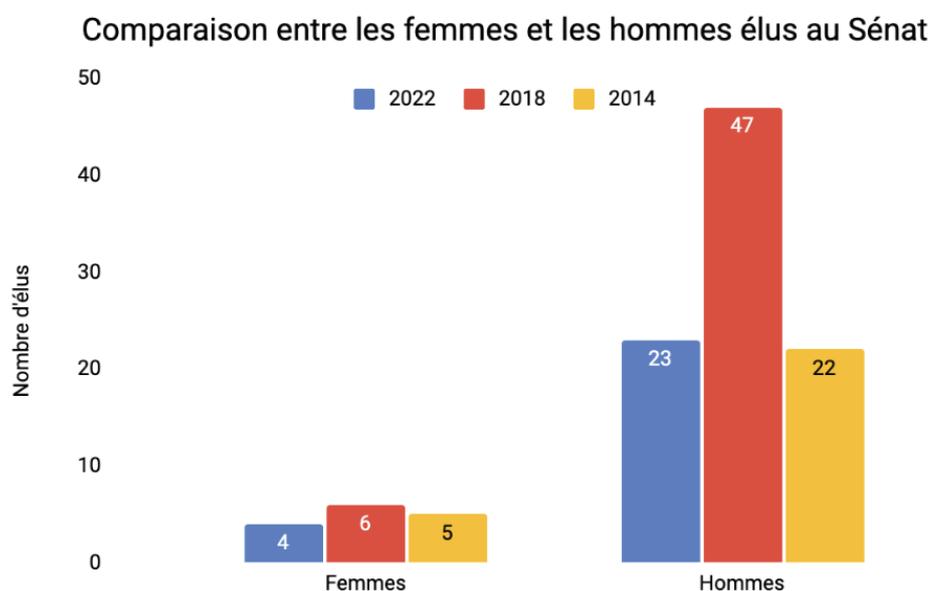


Source : Tribunal supérieur électoral, 2022.

Au Sénat, le banc des femmes devrait commencer la nouvelle législature avec 15 sénatrices, le plus grand nombre de femmes occupant des sièges au Sénat de toute l'histoire. Cette croissance est le résultat de l'arrivée de quatre suppléants qui remplaceront les membres nommés au ministère du président Luiz Inácio Lula da Silva (Senado, 2023).

Concernant le nombre de femmes élues aux élections de 2022, comme le montre le graphique 2, le nombre de femmes élues a été inférieur à celui des années précédentes. Cependant, par rapport à la proportion de sièges offerts, plus de femmes ont été élues à la proportionnelle en 2022 qu'en 2018, représentant près de 15 % des sièges disponibles, contre 11 % lors des élections précédentes. En 2014, cependant, la proportion était de près de 19 % (Tribunal Superior Eleitoral, 2022).

Graphique 2 - Nombre de femmes et d'hommes élus au poste de sénateur



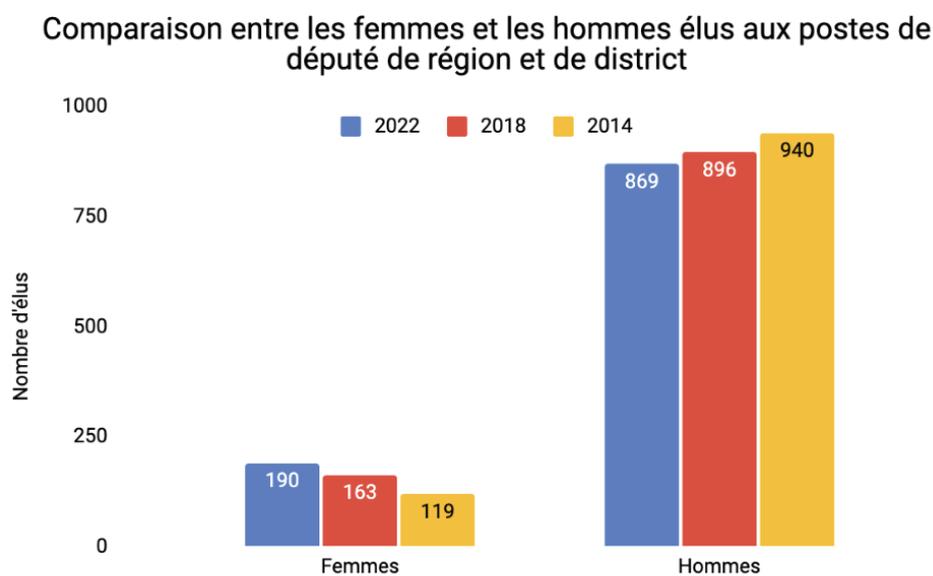
Source : Tribunal supérieur électoral, 2022.

Élections régionales

Aux assemblées législatives, le nombre total de candidats a augmenté de 12,8 % entre 2014 et 2018, mais seulement de 2,2 % entre 2018 et 2022. Les femmes représentaient 29,1 % en 2014, 31,1 % en 2018 et en 2022 elles représentaient 33,1 % du nombre total des candidats (Araújo et al., 2022).

En ce qui concerne les femmes élues aux assemblées législatives, correspondant aux postes de député d'État et de district, 190 femmes ont remporté des succès dans leurs campagnes. Ce nombre correspond à environ 18 % des postes vacants dans les assemblées législatives. On note donc une augmentation de près de 17% de femmes élues en 2022 par rapport aux élections de 2018, et une augmentation de près de 60% par rapport à celles de 2014.

Graphique 3 : Nombre de femmes et d'hommes élus aux assemblées législatives brésiliennes.



Source : Tribunal supérieur électoral, 2022.

Les Noirs

Proportionnellement, les candidatures des Noirs sont celles qui ont le plus augmenté. Concernant le Sénat, en 2014 nous avions 8,6% de candidats noirs. En 2022, ce pourcentage était de 9,4 %. En 2014, nous avions respectivement 9,6 % et 8,8 % de candidatures de Noirs à la Chambre fédérale et aux assemblées législatives. En 2022, les valeurs en pourcentage étaient de 13,9% et 14,2%. Cette croissance était plus importante chez les femmes noires (Araújo et al., 2022).

En ce sens, l'impact de la nouvelle loi était évident, un nombre record de candidats noirs se sont présentés aux sièges du Congrès, avec 135 députés noirs (26%) élus. Même si le résultat est loin d'atteindre la majorité en proportion de la population totale, il y a eu une nette amélioration par rapport aux élections précédentes.

Un fait intéressant à propos des élus noirs est que les partis de droite sont ceux qui ont élu le plus grand nombre de députés qui s'identifient comme noirs, y compris le Parti libéral de Bolsonaro, qui comptait au total 25 élus (représentant 25 % du députés du parti). Lors des élections de 2022, le Brésil

a élu 517 parlementaires qui se sont déclarés noirs, ce qui représente 32,3 % des députés fédéraux, étatiques et sénateurs qui prendront leurs fonctions en 2023 (Simone Freire et Beatriz Mazzei, 2022). Parmi les 135 parlementaires identifiés noirs élus cette année, 27 ne s'identifiaient pas à la même ethnie il y a quatre ans. Ces données indiquent que, de 2018 à 2022, 20 % des députés élus ont commencé à se reconnaître noirs. De plus, la plupart des parlementaires qui ont changé leur déclaration de race se trouvent dans les Républicains (5), dans l'União Brasil (5), dans le PP (4) et dans le PL (4).

Environ 1 député fédéral noir élu sur 5 a changé sa déclaration de race en 2018 (Simone Freire et Beatriz Mazzei, 2022). Ces données suggèrent qu'il y a eu une augmentation significative du nombre de candidats « noirs » élus (Fagundes, 2022), mais n'indiquent pas qu'il y ait eu fraude. La fausse déclaration d'appartenance raciale est un crime au Brésil. L'année dernière, la STF a décidé que « la conduite consistant à insérer des informations connues pour être fausses dans l'auto-déclaration de race, pour l'admission dans une université publique dans le cadre du système de quotas, peut constituer la pratique du crime d'art. 299 du Code pénal ».

Pour certains experts, par exemple, le professeur de sociologie à l'UERJ (Université de l'État de Rio de Janeiro) Luiz Augusto Campos, il n'y a pas de fausse auto-déclaration, puisque la race est une construction sociale qui dépend autant de la façon dont les gens se reconnaissent que sur la façon dont ils sont perçus socialement. Et cela varie selon les régions, les générations ou les moments historiques. L'avocat Irapuã Santana, président de la Commission pour l'égalité raciale de l'OAB-SP (Ordre des avocats du Brésil-SP), explique que la loi électorale ne prévoit pas de sanctions pour les auto-déclarations raciales incohérentes. Cependant, les candidats peuvent être poursuivis pour abus de pouvoir économique, s'ils sont blancs et se disent noirs pour fausser la répartition proportionnelle des fonds électoraux.

La véritable percée que beaucoup attendent est l'arrivée d'un président noir dans cette nation à majorité noire. Au premier tour de cette année, les deux candidats noirs à la présidentielle (Leonardo Péricles et Vera Lúcia) n'ont enregistré que 0,07% des voix à eux deux. Selon l'analyse du premier échelon des 27 unités de la Fédération qui ont pris leurs fonctions en janvier, presque tous les autres postes de commandement de la politique brésilienne sont majoritairement blancs (Cenariun Amazônia, 2023). Seuls 15 % des postes de commandement sont occupés par des Noirs (Cidade Verde, 2023). C'est une réalité qui se répète dans tous les États brésiliens, montrant l'inégalité raciale qui existe toujours dans le pays.

Considérations finales

Malgré le fait que l'électorat féminin et noir soit très représentatif en termes de quantité et de pouvoir d'action dans les choix politiques qui ont défini le déroulement des élections de 2022, le scénario est à l'opposé de ce que l'on observe pour les candidatures féminines et noires.

Bien que le nombre de ces candidatures ait battu des records en 2022, le problème de la sous-représentation en politique est un obstacle pour que davantage de femmes et de Noirs soient élus (Senado, 2022). Avec le partage inégal du fonds électoral et le non-respect de la législation qui détermine

que 30% des candidatures féminines sont noires au sein des partis, la visibilité de ces candidats devient plus difficile, compte tenu du faible financement des campagnes (García , 2022).

Par conséquent, leurs candidatures deviennent inaccessibles aux électeurs ayant un pouvoir de vote potentiel. Par conséquent, bien que nous ayons un électorat féminin et noir important en 2022, il existe plusieurs obstacles pour que ce public puisse élire plus de femmes et de personnes noires, et donc, rendre les fonctions politiques plus diversifiées et représentatives.

Selon Marlene Campos Machado, coordinatrice du Inspiring Women Project (PMI) et présidente de PTB Mulher, les candidats ne reçoivent souvent l'attention que pendant les années électorales. « Les partis veulent-ils que les femmes remplissent les quotas ? », demande le chef du parti, qui défend la participation active et fréquente des femmes au sigle et un encadrement strict des transferts financiers et du temps télé des partis à leurs campagnes (Belas et al. , 2015).

Le manque de structure au sein des organisations, selon la politologue Patrícia Duarte, favorise les candidats qui ont déjà un capital politique - comme l'expérience dans d'autres postes, des liens et des ressources financières. « Ils ne sélectionnent que les quelques femmes dotées d'un capital politique élevé pour concourir avec de réelles chances et appellent de nombreuses autres femmes uniquement pour remplir les quotas », dit-il (Belas et al., 2015).

Selon l'Institut Alziras, nous pouvons reconnaître que les innovations institutionnelles de 2022 ont été un stimulant important pour les partis afin qu'ils puissent soutenir les candidatures des femmes et des Noirs de manière plus structurée, mais il y a des limites. Idéalement, les partis pourraient recevoir des ressources supplémentaires du fonds électoral et du parti en fonction du nombre de personnes élues, de femmes et de Noirs élus, et non en fonction du nombre de votes que ces personnes reçoivent. Le risque demeure que les partis finissent par opter pour une stratégie électorale de priorisation des électeurs. Au lieu de diversifier la présence des Noirs en quantité, on finit par privilégier le candidat qui ait le potentiel d'engranger plus de voix, mais qui ne revient pas à plus de sièges occupés par ces minorités politiques majoritaires dans la société (García, 2022).

Lors des élections de 2022, les plus grands partis politiques ne se sont conformés qu'à la veille de l'échéance à la décision du Tribunal électoral à transférer des devises du fonds électoral à leurs candidats et à ceux qui se sont déclarés noirs (noirs ou bruns). L'analyse faite par Folha de la publication des comptes par les partis et les candidats montre cependant qu'aucun des dix plus grands partis au Brésil n'a rempli, jusqu'au 9 septembre 2022, la détermination : PL, PP, PT, União Brasil, PSD, MDB , PSDB, PSB, PDT et Républicains, qui disposent des dix sièges les plus importants à la Chambre des députés, ont continué avec le transfert moyen le plus élevé vers les candidats blancs et masculins. Les chiffres montrent que les acronymes ont déjà distribué 66 % du fonds électoral de 5 milliards de reais entre leurs candidats. Selon la loi, les partis doivent allouer des ressources du fonds électoral au pro rata des candidats (jamais moins de 30 %) et des candidats noirs qu'ils lancent. Autrement dit, en moyenne, l'allocation pour les femmes devrait être d'au moins 33,7 % et pour les Noirs, 50,2 % (Marchesini et al., 2022).

Il y a toujours un non-respect chronique de la règle électorale. L'existence de la loi n'est pas suffisante pour garantir des résultats satisfaisants. Il est nécessaire que les actrices et les acteurs

politiques s'engagent dans la réalisation de l'objectif proposé par la législation, notamment les partis politiques, le ministère public et la justice électorale (Ramos et al., 2020).

Avec la fin des coalitions pour les élections au scrutin proportionnel, il y aura davantage de pression sur les partis pour inclure plus de femmes et de personnes de couleur. La société civile doit rester vigilante et peut aider à pointer les pratiques des partis politiques, ainsi qu'à faire pression sur les organes de contrôle judiciaire pour améliorer le contrôle. D'ailleurs, la société civile a joué un rôle important dans la démocratisation de l'accès à la politique formelle par le biais d'initiatives visant à attirer et à former plutôt de femmes et de Noirs à la politique. Un rôle qui peut être renforcé en surveillant les processus internes des partis politiques - exigeant qu'ils soient plus transparents - et de campagnes électorales - pour aider à empêcher la fraude et la non-conformité de se poursuivre ou de s'aggraver dans ce nouveau scénario.

Nos conclusions soulignent l'existence et la prédominance des inégalités de genre et d'ethnie dans le processus électoral. Ces disparités montrent l'existence d'un clivage entre la population brésilienne et le profil de ses représentants. Les règles électorales jouent un rôle important dans la détermination de ce scénario, car, bien qu'elles soient créées pour assurer l'équité des élections, elles définissent également la conduite, créent des barrières à l'entrée, façonnent les stratégies et perpétuent les inégalités. Les institutions jouent donc un rôle déterminant dans la construction d'un scénario politico-électoral plus inclusif (Ibid).

En ce sens, l'imprécision sur l'allocation des ressources destinées aux campagnes des femmes et des Noirs est un facteur qui fragilise leur application et facilite la posture de résistance et le maintien du statu quo par les partis. Cette absence de définition rend difficile, voire impossible, le contrôle du respect de la règle. Ainsi, il est beaucoup moins probable que les partis qui ne respectent pas la norme soient sanctionnés, ce qui les incite à récidiver lors des élections ultérieures. Nous avons vu que - selon la manière dont l'inspection est effectuée - progressivement les parties devraient s'adapter à la législation. Nous soulignons donc l'importance de la clarté et de la définition des règles électorales pour que les résultats attendus soient atteints. Il est urgent que les institutions continuent à travailler pour renforcer et augmenter les candidatures féminines et noires.

Références

Araújo, C., Chevitarese, M., & Okato, L. (2022, September 16). As chances das candidatas com as Novas Regras Eleitorais em 2022. JOTA Info. Retrieved February 13, 2023, from <https://www.jota.info/opiniao-e-analise/artigos/as-chances-das-candidatas-com-as-novas-regras-eleitorais-em-2022-16092022>

Bezerra, C. (2022). A participação das minorias no processo eleitoral: evolução das leis eleitorais e história no Brasil.

Belas, J., Dayrell, M., Brunoro, T., & Fernandes, T. (2015, May 14). Abismo na Arrecadação para campanhas Femininas Sustenta desigualdade de gênero na política: Especial Focas. Especial Focas online | Especial Focas. Retrieved February 13, 2023, from <https://infograficos.estadao.com.br/focas/politico-em-construcao/materia/abismo-na-arrecadacao-para-campanhas-femininas-sustenta->

Bolognesi, B. (2012). A cota eleitoral de gênero: Política pública ou engenharia eleitoral? *Paraná Eleitoral*, 1(2), 113–130. Retrieved February 13, 2023, from <<https://revistas.ufpr.br/pe/article/view/42736>>.

Câmara, R. (Ed.). (2022, August 24). Eleição de Negros e mulheres vai contar em dobro para distribuição do Fundo Eleitoral. Portal da Câmara dos Deputados. Retrieved February 13, 2023, from <https://www.camara.leg.br/radio/programas/905034-eleicao-de-negros-e-mulheres-vai-contar-em-dobro-para-distribuicao-do-fundo-eleitoral/>

Chappell, L. (2002). *Gendering Government: Feminist Engagement with the State in Australia and Canada*. Vancouver: University of British Columbia Press.

Franceschet, S., Piscopo, J., & Thomas, G. (2016). Supermadres, Maternal Legacies and Women's Political Participation in Contemporary Latin America. *Journal of Latin American Studies*, 48(1), 1-32. doi:10.1017/S0022216X15000814

Freire S., & Mazzei B. (2022). Metade dos parlamentares eleitos que dizem ser negros são brancos. UOL. Retrieved February 13, 2023, from <https://noticias.uol.com.br/politica/ultimas-noticias/2022/11/20/metade-dos-parlamentares-eleitos-que-dizem-ser-negros-sao-brancos.htm?cmpid=copiaecola>

García, N. (2022, January 12). O aumento do Fundo Eleitoral: O que isso representa para as Candidaturas Femininas. #ElasNoPoder. Retrieved February 13, 2023, from <https://elasnopoder.org/blog/o-aumento-do-fundao-eleitoral-o-que-isso-representa-para-as-candidaturas-femininas-nas-eleicoes-de-2022/>

Jacobson, G. (1985). Party organization and distribution of campaign resources: Republicans and Democrats in 1982. *Political Science Quarterly*, 100(4), 603–625.

Jean-Bouchard, E. (2022) Vers un institutionnalisme féministe et anthropologique: expériences congolaises multi-scalaires des femmes, du développement et du droit. *Canadian Journal of Development Studies / Revue canadienne d'études du développement*, 43(1), 97-115. doi: 10.1080/02255189.2021.2011164

Kenny, M. (2007). Gender, Institutions and Power: A Critical Review. *Politics*, 27 (2), 91–100.

Macaulay, F. (2006) *Gender politics in Brazil and Chile: The role of parties in national and local policymaking*. New York: Palgrave Macmillan.

Mancuso, W. (2015). Investimento eleitoral no Brasil: balanço da literatura (2001–2012) e agenda de pesquisa. *Rev. Sociol. Polít.*, Curitiba, 23(54), 155-183. doi.org/10.1590/1678-987315235409.

Marchesini, L., & Bragon, R. (2022, September 13). Partidos Descumprem Cota Para Mulheres e Negros na Distribuição do Fundo Eleitoral. *Política Livre*. Retrieved February 13, 2023, from <https://politicalivre.com.br/2022/09/partidos-descumprem-cota-para-mulheres-e-negros-na-distribuicao-do-fundo-eleitoral/#gsc.tab=0>

Miguel, L., & Biroli, F. (2010) Práticas de gênero e carreiras políticas: vertentes explicativas. *Rev. Estud. Fem.*, Florianópolis, 18(3), 653–679. Retrieved February 13, 2023, from <https://periodicos.ufsc.br/index.php/ref/article/view/S0104026X2010000300003>.

Nedelsky, J. (2011). *Law's Relations: A Relational Theory of Self, Autonomy, and Law*. New

York: Oxford University Press.

Peixoto, V. de, Marques, L. M., & Ribeiro, L. M. (2022). Financiamento de Campanhas e desempenho eleitoral das Mulheres nas Eleições Brasileiras (1998-2020). *Estudos Avançados*, 36(106), 93–116. <https://doi.org/10.1590/s0103-4014.2022.36106.006>

Phillips, A. (2001). Feminism and Liberalism Revisited: Has Martha Nussbaum Got It Right? *Constellations* 8(2), 249–266

Ramos, L., Barbieri, C., Herscovici, A., Aflalo, H., Chaves, V., Youssef, L., Marin, J., & Mardegan, I. (2020). Candidatas em jogo: um estudo sobre os impactos das regras eleitorais na inserção de mulheres na política. FGV Direito SP.

Sacchet, T. (2018) Why gender quotas don't work in Brazil? The role of the electoral system and political finance. *Colomb. Int.*, Bogotá, 95, 25–54. Retrieved February 13, 2023, from http://www.scielo.org.co/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S012156122018000300025&lng=en&nrm=iso.

Sacchet, T., & Speck, B. (2012a). Dinheiro e sexo na política brasileira: financiamento de campanha e desempenho eleitoral em cargos legislativos. ABCP/Secretaria de Políticas para as Mulheres, São Paulo, 417-452.

Sacchet, T., & Speck, B. (2012b). Financiamento eleitoral, representação política e gênero: uma análise das eleições de 2006. *Opin. Pública*, Campinas, 18(1), 177–197. doi.org/10.1590/S010462762012000100009.

Samuels, D. (2001). Money, elections, and democracy in Brazil. *Latin American Politics and Society*, 43(2), 27-48. doi.org/10.2307/3176970.

Senado, A. (2022, September 30). Candidaturas Femininas Crescem, Mas Representação ainda É Baixa. Senado Federal. Retrieved February 13, 2023, from <https://www12.senado.leg.br/noticias/materias/2022/08/26/candidaturas-femininas-crescem-mas-representacao-ainda-e-baixa>

Senado, A. (2023, January 31). Com suplentes, bancada feminina será a maior da história do Senado Federal . CFEMEA. Retrieved February 13, 2023, from <https://www.cfemea.org.br/index.php/pt/?view=article&id=5952%3Acom-suplentes-bancada-feminina-sera-a-maior-da-historia-do-senado-federal&catid=595%3Acongresso-nacional>

Senado, A. (Ed.). (2021, September 29). Congresso Nacional promulga Emenda Que Incentiva Candidaturas de Mulheres e Negros. Justiça Eleitoral. Retrieved February 13, 2023, from <https://www.tse.jus.br/comunicacao/noticias/2021/Setembro/congresso-nacional-promulga-emenda-que-incentiva-candidaturas-de-mulheres-e-negros>

Teixeira, F. (2020, August 26). Brazil fights racism with new campaign rules for Black Politicians. Reuters. Retrieved February 13, 2023, from <https://www.reuters.com/article/us-brazil-race-elections-idUSKBN25M2QN>

Tribunal Superior Eleitoral. (2022). Estatística de Votação por gênero. Brasília: TSE. Retrieved from https://sig.tse.jus.br/ords/dwapr/seai/r/sig-eleicao-resultados/g%C3%AAnero?p0_ano=2018&session=201237955546337

Wieggers, W. A. (1992). Economic Analysis of Law and Private Ordering: A Feminist Critique. *The University of Toronto Law Journal*, 42 (170).

4.

Occuper, bloquer et envahir : la trajectoire des mouvements de contestation post-électorales de 2022 au Brésil

**Marina
Machuca**

Doctorante en science politique au Centre
de recherches internationales (CERI) à
Sciences Po et attachée au projet ANR VERELECT :
"La fabrique de la vérité électorale"

« **F**orças Armadas, salvem o Brasil ! » (Forces armées, sauvez le Brésil !). La phrase devient en un refrain répété en permanence par le groupe qui occupe les alentours du Comando Militar do Sudeste, base militaire située à Paraíso, quartier aisé de la ville de São Paulo. Habillés en vert et jeune et avec des drapeaux du Brésil enroulés autour de leur corps, les Brésiliens qui composent cette foule demandent une intervention militaire pour empêcher le nouveau président élu, Luiz Inácio Lula da Silva, du Parti des travailleurs, de prendre ses fonctions. Sur les pancartes, l'accusation de fraude électorale et la revendication d'un recomptage général des voix sont aussi dominantes : « Fomos roubados nas urnas ! » (Nous étions volés aux machines !). Ces mobilisations ont pris forme dès l'annonce de la victoire de Lula contre Jair Bolsonaro, du Parti libéral, au deuxième tour des élections le 30 octobre 2022. La même nuit, dans plusieurs régions du pays, des routes ont été bloquées et les alentours des bases militaires ont été transformés en points d'occupation. Ces contestations ont atteint leur point le plus critique le dimanche huit janvier 2023, lorsque le Congrès national, la Cour suprême (STF) et le Palácio do Planalto à Brasília¹ ont été envahis et dépris par des centaines des radicaux.

Selon le Tribunal supérieur électoral (TSE) et la majorité des organisations participantes à l'observation des scrutins (d'autres partis, missions d'observation internationales et nationales, organismes publics et aussi les forces armées), aucun indice de fraude ou manipulation des résultats n'ont été identifiés. Or, la seule organisation à avoir présenté une requête contestant le processus de décompte des voix a été le Parti libéral, déclarant que certaines des machines à voter utilisées lors du jour de vote ont présenté des dysfonctionnements. Le sortant d'extrême droite, quant à lui, est resté silencieux la plupart du temps après sa défaite, sans reconnaître de manière claire les résultats, mais aussi sans inciter de manière plus effective les mobilisations. La transparence du processus électoral a été, en effet, mise en question par l'ancien président plusieurs fois au long de son mandat présidentiel et même pendant sa carrière en tant que député, entre 1991 et 2018.² Lors des présidentielles de 2018, victorieux au deuxième tour contre Fernando Haddad, candidat du Parti des travailleurs, il a alors affirmé avoir vaincu les élections au premier tour, mais n'a jamais présenté de preuves pour ses allégations. Des controverses similaires ont été aussi soulevées au cours de ses quatre années à la présidence, entre critiques à l'égard du Tribunal supérieur électoral et objections concernant le fonctionnement technique de la machine à voter, classifiée par l'ancien dirigeant en tant qu'un dispositif facilement manipulable. Exprimées à la fois lors des entretiens pour les médias et à la fois sur les réseaux sociaux, ces controverses ont fait partie des narratives de la campagne électorale de 2022, circulant surtout dans les espaces virtuels.

1 L'espace public où les trois édifices sont regroupés est connu comme Praça dos Três Poderes, littéralement Place des trois pouvoirs.

2 En 2015, un projet de changement de loi visant à introduire des bulletins de vote en papier (conjointement avec les machines électroniques) aux scrutins a été écrit par Jair Bolsonaro, présenté par un autre député et approuvé par la Chambre des députés. Toutefois, le projet n'a pas eu de continuité au Sénat. Pour plus d'informations : Ricardo Senra, « Câmara aprova pela primeira vez emenda de Jair Bolsonaro », G1, 17 juin 2015.

Instance responsable pour gérer l'ensemble du processus électoral, le TSE a refusé la demande de recomptage des voix provenant du Parti libéral, le cycle électoral de 2022 a été déclaré clos et Lula a pris ses fonctions en tant que président le premier janvier 2023. Le dirigeant de gauche entame son troisième mandat (2003-2006 et 2007-2010) suite à une campagne marquée par des épisodes de violence politique, diffusion de fausses informations et d'une profonde radicalisation entre les électeurs.³ Les résultats qui séparent sa victoire de la réélection de Jair Bolsonaro sont aussi très serrés : 50,9% contre 49,1%. Lula réintègre la sphère politique après plusieurs crises au sein du Parti des travailleurs, la destitution de son successeur Dilma Rousseff et sa propre détention en 2018. Ces enjeux, suivis et aussi liés à l'avancée de l'extrême droite, n'ont pas pour autant affaibli sa popularité : à la tête d'une alliance entre des partis placés surtout à la gauche et au centre,⁴ il semblait être le seul candidat en mesure de vaincre Jair Bolsonaro.

Les mobilisations qui ont suivi les élections révèlent pourtant le rejet de ces résultats par une partie de la population et leur incrédulité quant à la transparence des scrutins. Rappelons toutefois que le phénomène n'est pas limité au contexte brésilien puisque des polémiques autour du décompte des voix ont aussi touché récemment des pays tels que les États-Unis, la Bolivie, et le Kenya. De plus en plus au cœur des compétitions politiques, ces contestations font susciter des nouvelles problématiques autour du *consensus des perdants*⁵ et du rapport des électeurs à l'égard du vote, des institutions représentatives et de la démocratie. Les élections (y compris ses dimensions matérielles) sont aussi de plus en plus au cœur des débats récents sur la démocratie, notamment dans les discussions autour de « l'intégrité électorale », sous-champ de la science politique en développement.⁶

Au Brésil, ces controverses assez récentes ont aussi ajouté des nouveaux éléments aux répertoires d'action collective déjà connus dans le pays⁷ et c'est précisément sur cet aspect que porte cet article. Ici, *nous souhaitons interroger comment ces contestations ont été mises en pratique dans la période post-électorale et comment elles ont été entretenues par les groupes contestataires jusqu'au moment de leur*

3 Pendant la campagne électorale, plusieurs cas d'agression et même de décès motivés par violence politique ont été signalés. L'un des plus dramatiques a été la mort d'un militant du Parti des travailleurs qui célébrait son anniversaire par une fête décorée avec des drapeaux et des symboles du parti, et de son agresseur, un supporter de Jair Bolsonaro : Patrik Camporez, Alfredo Mergulhão e Lucas Altino, « Militante é assassinado durante aniversário com tema de PT e partido acusa 'violência bolsonarista' », O Globo, 10 juillet 2022.

4 Intitulée « Coalition Brésil de l'espoir », l'alliance en soutien à la candidature de Lula s'est élargie après le premier tour, intégrant encore plus des partis placés au centre et à la droite.

5 Concept travaillé par des auteurs tels que Christopher Anderson sur les comportements des électeurs à partir des résultats électoraux. Pour eux, les conceptions de la réalité politique peuvent diverger chez les perdants et les gagnants : Christopher Anderson et al. (ed.), *Losers' consent: Elections and democratic legitimacy*, Oxford, OUP Oxford, 2005.

6 Notamment les travaux de Birch, 2009 et Norris, 2014, 2018.

7 Ici, nous utilisons la définition de Charles Tilly sur les répertoires d'action collective. Pour l'auteur, « Toute population a un répertoire limité d'actions collectives, c'est-à-dire de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés ». Charles Tilly, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris Fayard, 1986, p. 541.

contention.⁸ Interroger les particularités de ces mouvements nous permet de mettre en lumière certains aspects de la représentation que ces groupes accordent aux institutions, au gouvernement entrant et aux résultats des élections. Ici, notre regard se concentre surtout sur les occupations qui ont duré plus de deux mois et qui ont rassemblé des centaines de personnes devant les bases militaires à travers le pays. Pour ce faire, une enquête de terrain a été menée entre les mois de septembre et novembre 2022, en passant par São Paulo et Brasília. Après le déclenchement des contestations je suis restée environ une semaine dans chaque ville, en effectuant une observation ethnographique quotidienne des campements.⁹ L'article est alors structuré en deux parties qui correspondent aux questions soulevées par notre problématique. Dans la première, nous nous intéressons à la mise en œuvre, aux répertoires et aux principales demandes au sein des contestations. Dans la deuxième, nous nous préoccupons des dispositifs de sensibilisation et des interactions nourries au sein des campements.

Contre la fraude électorale et les menaces de la gauche : les revendications au sein des mobilisations post-électorales

Les premiers blocages ont été mis en action quelques heures après l'annonce de la victoire de Luiz Inacio Lula da Silva à la présidence, soit le dimanche soir. Des pneus en flamme, camions stationnés, cailloux et blocs de terre formaient des barrières qui entravaient la circulation des routes dans diverses régions du pays. Deux jours plus tard, le rapport de la police routière indiquait 271 points toujours bloqués, alors que les médias affirmaient l'occurrence de plus de 450 routes obstruées.¹⁰ Variant en fréquence et localisation, ces actes se sont poursuivis jusqu'à la première semaine de janvier 2023 et ont été essentiellement organisés par des routiers. Répertoire bien connu en Amérique latine, passant par l'Argentine, la Bolivie et par d'autres occasions au Brésil,¹¹ les blocages des routes ont cette fois été marqués par des épisodes de violence et d'exposition des vulnérables : des personnes ont été attaquées en essayant de franchir les barrières et des enfants ont été placés devant les obstructions afin d'empêcher la police d'avancer avec des balles en caoutchouc ou gaz lacrymogène. Entre les pneus et la fumée, ces contestataires exigeaient une « intervention fédérale » afin d'empêcher la transition entre les gouvernements.

8 Ici, le terme fait référence au démantèlement des campements dans toutes les régions du pays par les autorités et à la punition des personnes impliquées dans l'épisode d'invasion de la Place des trois pouvoirs.

9 Cette mission de terrain s'inscrit dans la préparation d'une thèse sur les controverses électorales au Brésil et dans le cadre du projet ANR VERELECT : "La fabrique de la vérité électorale". Il est aussi important de préciser que seule l'observation de ces mouvements a été faite. Aucun entretien approfondi n'a été réalisé au sein de ces mobilisations. Les récits reproduits dans cet article ont été verbalisés lors des discours publics.

10 Rédaction G1, « Bloqueios em rodovias contra resultado das urnas entram no 2º dia; governadores mandam PM liberar vias », G1, 1er novembre 2022.

11 En Argentine, le mouvement des *piqueteros* opère des barrages de routes dès 1995. Au Brésil, l'outil a été déjà mis en place lors de grèves de routiers, en 2018, par exemple.

Devant les bases militaires, les manifestants se sont aussi rassemblés peu après l'annonce des résultats électoraux. Le lundi soir, devant le Comando Militar do Sudeste, au moins une centaine des personnes étaient déjà positionnées devant de grand portail, occupant l'espace destiné à être un parking. La base militaire est placée dans une région centrale de la ville, à moins de trois kilomètres de l'avenue Paulista, un des adresses les plus animés et touristiques de São Paulo, connu pour ses centres commerciaux, activités culturelles, restaurants et aussi pour être un point de rassemblement lors des manifestations populaires locales.¹² Cette fois pourtant le lieu de concentration était associé à la principale demande de ces groupes : une intervention des forces armées sur toutes les autres institutions afin d'empêcher la transition entre les gouvernements. Depuis le premier soir passé devant le Comando, les contestataires ont entamé des refrains contre les ministres de la Cour suprême (STF) et contre le président élu : « Lula ladrão, seu lugar é na prisão ! » (Lula est un voleur, sa place est en prison). Les premières tentes de campements ont été installées et des petits commerçants se sont placés parmi la foule afin de vendre des boissons, snacks et même des drapeaux du Brésil. La présence des hommes, entre les plus jeunes et plus âgés, était prédominante, mais des femmes circulaient aussi entre les groupes, parfois avec enfants. Avec les téléphones portables en mains, les manifestants filmaient constamment ce qui se passait et publiaient des vidéos sur les réseaux sociaux en appelant d'autres personnes à participer à l'occupation. Outil de plus en plus recourant au Brésil depuis 2013,¹³ l'appel aux manifestations via les réseaux sociaux a rapidement circulé dans les groupes et pages de soutien à Jair Bolsonaro : il fallait occuper les bases militaires de toutes les régions du pays, dans chaque ville, pour montrer que l'opposition au changement de gouvernement se répandait partout.

Si une intervention des forces armées était la demande centrale de ces groupes, d'autres revendications parallèles et parfois contradictoires étaient aussi imposées dans le même espace : certaines pancartes demandaient un recompte des voix du deuxième tour, d'autres la réalisation des nouvelles élections à partir des bulletins de vote sur papier. Certains manifestants demandaient juste de la patience aux collègues : la stratégie idéale serait d'attendre les directives de Jair Bolsonaro. Devant le portail, les moments de prise de parole pour faire un discours ou déclencher un refrain se déroulaient plusieurs fois par jour. A ces occasions, l'accusation d'un « deuxième tour truqué » été assez fréquente :

« La réclusion de Bolsonaro nous envoie un message et ce message est clair : pas de coup d'État. Nous avons subi un coup d'État par l'algorithme, par un système qui s'est perpétué pendant 26 ans et qui ne respecte pas les principes constitutionnels¹⁴ ».

12 L'avenue Paulista est souvent le point de rassemblement d'importantes manifestations dans la ville ou même de meetings de campagne, voire les spectaculaires manifestations de 2013 contre l'augmentation des prix des transports publics.

13 Maria da Glória Marcondes Gohn, « Manifestações de protesto nas ruas no Brasil a partir de Junho de 2013: novíssimos sujeitos em cena », Revista Diálogo Educacional, vol. 16, n. 47, 2016, p. 129.

14 Discours d'un manifestant à São Paulo le 31 octobre 2022. Le manifestant se réfère aux machines à voter. Extrait de carnet de terrain.

Les résultats annoncés représentaient aussi une menace. Perçu souvent comme un parti communiste par les supporters de Jair Bolsonaro, le Parti des travailleurs de retour au pouvoir impliquait une attaque contre la liberté et la démocratie, soit l'imposition d'une « dictature communiste » fréquemment associée aux gouvernements actuels du Venezuela, du Nicaragua et de Cuba¹⁵. La peur d'une récession économique catastrophique se transparaît aussi sur certaines pancartes :

« Messieurs les Généraux, nous avons été volés aux machines par ces sales communistes. Nous comptons sur vous pour ne pas devenir un Venezuela et devoir nous battre pour la nourriture avec les chiens dans la rue¹⁶ ».



Mobilisation à São Paulo. Photo : Marina Machuca

Quelques jours plus tard, le nombre de personnes installées devant le Comando avait augmenté significativement et des tentes de distribution gratuite de nourriture et boissons aux manifestants occupaient aussi l'espace. Pendant cette même semaine, Jair Bolsonaro s'est enfin prononcé publiquement. Le sortant a condamné les blocages des routes qui restreignaient la liberté de circulation, mais a aussi déclaré que des manifestations pacifiques étaient toujours légitimes et un droit des citoyens.¹⁷ Sans donner de directives précises à ses partisans, son discours n'a pas non plus servi à les démobiliser. Cependant, les demandes semblaient de plus en plus axées sur les forces armées, faisant de moins en

15 L'argument a été largement utilisé pendant la campagne de réélection de Jair Bolsonaro : associer les conditions d'instabilité politique et économique des pays voisins gouvernés par l'extrême-gauche comme un avenir inévitable pour le Brésil avec le Parti des travailleurs au pouvoir. Au long de cette campagne, l'instabilité économique de l'Argentine a été ajoutée à ce discours.

16 Phrase figurant sur une des affiches de la manifestation et qui correspond à la photo ci-dessous.

17 Jair Bolsonaro a fait deux déclarations publiques dans les jours qui ont suivi les élections, la première étant un discours officiel dans lequel il reconnaissait de manière ambiguë les résultats des élections. La deuxième, une vidéo publiée sur ses réseaux sociaux adressée aux manifestants.

moins référence à Bolsonaro et son retour à la présidence.

À Brasília, le flux des personnes qui arrivaient des villes proches ou même d'autres régions du pays était plus intense et l'espace occupé beaucoup plus ample qu'à la région paulista. Devant la base militaire située à environ huit kilomètres de la Place des trois pouvoirs et assez éloignée des quartiers résidentiels, les manifestants se sont concentrés avec des drapeaux du Brésil et des pancartes appelant au secours en mains. Les tentes de campement et de distribution de nourriture s'étendaient sur le terrain, où il était aussi possible d'acheter des boissons alcoolisées, glaces, t-shirts et même des articles religieux. Deux semaines après le deuxième tour des élections, les références à Jair Bolsonaro étaient de moins en moins présentes et les tensions se concentraient sur l'absence de déclarations et de positionnements de l'armée : « Forças armadas, tenham piedade desse povo!¹⁸ » (Forces armées, ayez pitié de ces gens !). En traversant l'occupation, il était possible de constater que les revendications tournaient aussi autour d'une menace de censure. Le blocage de pages et de profils sur les réseaux sociaux était fréquemment évoqué,¹⁹ ainsi que l'absence d'une couverture plus complète des actes par les médias traditionnels. Liberté et démocratie semblaient être des mots clés au cœur de ces manifestations.



Mobilisations à São Paulo et à Brasília, respectivement. Photos : Marina Machuca

18 Refrain entonné par la foule, 14 novembre 2022 à Brasília. Extrait de carnet de terrain.

19 Une des mesures mises en pratique par la Cour Suprême pour freiner les contestations post-électorales a été le blocage et la suppression de pages et de profils sur les réseaux sociaux liés à la diffusion de fakes news et de contenus dits anticonstitutionnels. Une telle mesure a également été appliquée pendant les campagnes électorales.

Les menaces que retour de la gauche au pouvoir présentait pour les valeurs morales ont également trouvé leur place dans les mouvements. À Brasília, une chapelle a été improvisée sous une grande tente pour accueillir des moments de prière et de lecture de la Bible. Des symboles religieux, d'ailleurs, pouvaient être repérés partout dans le camp. Collées sur les bords de la « tente-chapelle », plusieurs affiches condamnaient, par exemple, l'avortement, péché qui risquait d'être légalisé avec le retour de Lula au pouvoir, ainsi que l'instauration d'une « ideologie de genre »²⁰. Puis, pour certains de ces manifestants, les contestations avaient aussi le poids d'une lutte du « bien contre le mal »²¹ :

« Cette situation est devenue une guerre spirituelle. Le diable pense qu'il va régner sur le Brésil, mais il ne le fera pas. Dieu nous honorera. Nous allons continuer dans cette guerre et la vaincre²² ».

Si des mesures de punition contre les blocages des routes ont été intensifiées à la demande de la Cour suprême, peu a été concrètement mis en pratique concernant la condition contradictoire des campements : bien que pacifiques au départ, ces occupations comportaient des revendications et des discours anticonstitutionnels. Des représentants du processus de transition de gouvernement ont visé des négociations avec les occupants, mais aucune démobilisation effective n'a eu lieu avant le huit janvier. Les occupations des lieux publics et les marches vers les capitales ont enrichi les répertoires d'action collective en Amérique latine depuis les années 2000²³ et, au Brésil, elles ont fait partie de grands mouvements récents comme les occupations des écoles contre les réformes du système d'enseignement à São Paulo entre 2015 et 2016, la marche des communautés autochtones vers Brasília pour des revendications territoriales en 2021, et même le campement Lula Livre qui, pour plus d'un an, est resté installé devant le siège de la police fédérale de Curitiba où Lula était détenu. De tels répertoires ont aussi fait partie des manifestations menées par des militants de la droite et par des partisans de Jair Bolsonaro. Au long de son mandat, des mobilisations à la Place des trois pouvoirs ont été organisées afin de protester contre les mesures de Cour suprême et ses ministres. Les appels à des marches vers les bases militaires ont d'ailleurs circulé sur les réseaux sociaux pour la première fois en 2020, lors des actes organisés en soutien à Jair Bolsonaro, aux forces armées et pour la « fermeture de la Cour suprême »²⁴. Les recherches qui portent sur les contestations au Brésil pointent des allusions

20 Expression souvent utilisée par l'extrême droite pour se référer de manière péjorative à des thématiques telles que les droits de la communauté LGBTQIAP+.

21 L'expression a aussi été largement utilisée pendant les campagnes électorales par les deux candidats : Lula et Bolsonaro.

22 Discours d'une manifestante à Brasília le 15 novembre 2022. Extrait de carnet de terrain.

23 Camille Goirand, « Mobilisations et répertoires d'action collective en Amérique latine », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, n. 2, 2010, p. 8.

24 Marina Oliveira, « Manifestantes pró-Bolsonaro voltam a pedir fechamento do STF », *Congresso em Foco*, 28 juillet 2020.

à une intervention militaire dans les manifestations des droites dans les rues depuis 2013,²⁵ devenant de plus en plus récurrentes et à partir de 2018.²⁶ Cependant, les actes de 2022 restent inédits : c'était la première fois que des bases militaires partout dans le pays ont été occupées comme une forme de contestation post-électorale.

Deux mois plus tard, ce répertoire prend une autre forme. Certains des campements ont vu leur nombre d'occupants réduire au fil des semaines, mais quelques jours après l'investiture de Lula, un nouvel appel convoquant des manifestants à se rassembler à Brasília a circulé sur les réseaux sociaux. Le huit janvier, en début d'après-midi, des centaines de personnes ont marché les huit kilomètres qui séparaient les campements de la Place de trois pouvoirs. Les bâtiments ont été envahis, des œuvres d'art ont été vandalisées et des salles ont été entièrement saccagées. L'épisode, beaucoup comparé à l'invasion du Capitole aux Etats-Unis, a été classifié par des autorités en tant qu'un attentat à la démocratie. La Cour suprême, en réponse, a imposé des mesures immédiates visant à démanteler les occupations, à arrêter les personnes impliquées dans l'invasion et à enquêter sur des acteurs publics éventuellement complices dans l'organisation du crime. La contestation des résultats électoraux était au cœur de l'acte. Des vidéos et photos publiées par les envahisseurs eux-mêmes peuvent être facilement trouvées sur les réseaux sociaux. Dans celles-ci, le « code » des machines à voter est exigé en vue de constater l'existence d'une fraude.²⁷

Les demandes au cœur de ces mobilisations ont aussi mis en évidence le rejet de cette partie de la population à l'égard du gouvernement entrant et des institutions démocratiques opérantes.²⁸ Les résultats électoraux ont été discrédités, perçus comme des implications d'un système électoral corrompu. Le rejet, l'incrédulité et le sentiment de danger font donc émerger la demande d'un nouvel ordre politique au sein de ces mobilisations, ainsi que des répertoires d'action collectif inédits. En outre, les dispositifs de sensibilisation²⁹ employés afin de maintenir ces groupes mobilisés pendant plus de deux mois ont aussi été axés sur des éléments liés à l'urgence et au péril.

25 Maria da Glória Marcondes Gohn, « Manifestações de protesto nas ruas no Brasil a partir de Junho de 2013: novíssimos sujeitos em cena »..., op. cit., p. 140.

26 L'article de Caio Marcondes Ribeiro Barbosa qui porte sur une ethnographie des manifestations des droites dans les rues en 2019 met en lumière l'évolution de ces références : Caio Marcondes Ribeiro Barbosa, « A direita nas ruas em 2019: etnografias de manifestações na cidade de São Paulo », Políticas Culturais em Revista, vol. 15, n. 1, 2022, p. 344-366.

27 Code de sécurité des machines à voter développé par le Tribunal supérieur électoral.

28 De nombreux auteurs travaillent actuellement sur les prédispositions à l'autoritarisme dans la société brésilienne. A titre d'exemple : Renato Sérgio de Lima et al, « Medo da violência e adesão ao autoritarismo no Brasil: proposta metodológica e resultados em 2017 », Opinião Pública, vol. 26, 2020, p. 34-65, et André Singer, « A reativação da direita no Brasil », Opinião Pública, vol. 27, 2022, p. 705-729.

29 Ici, nous utilisons la notion développée par Christophe Traïni qui questionne la place de mécanismes sociaux capables de stimuler, inhiber, canaliser les émotions : Christophe Traïni, Émotions... Mobilisation !, Presses de Sciences Po, 2009.

« Cela n'est pas une fête, c'est une guerre » : rester mobilisé au sein des occupations

À São Paulo et à Brasília, les tentes réparties sur le terrain pouvaient être individuelles ou héberger des familles entières. Il était très fréquent, surtout à Brasília, de voir des affiches collées sur ces tentes indiquant de quelle ville viennent ses occupants. Cela pourrait être surprenant : familles, groupes d'amis et même des personnes solitaires arrivaient souvent de régions très éloignées de la capitale :

« Je viens de Palmas. Je suis venu seul en voiture car il est très difficile de trouver une place dans les bus qui partent de là. Il y a beaucoup de gens qui arrivent, les bus sont réservés que pour ça en ce moment³⁰ ».

Les tentes destinées à la distribution de nourriture étaient aussi dispersées sur le terrain. Certaines avaient une organisation très rigoureuse. La distribution de chaque repas, du petit-déjeuner au dîner, avait des horaires bien définis et les occupants se relaient pour travailler dans les cuisines improvisées. Certains points de branchement électrique et de connexion wifi ont aussi été mis à disposition. Les conditions d'hygiène étaient cependant précaires : les toilettes chimiques mises à disposition ne semblent pas suffisantes pour le nombre de personnes qui campent et les sacs de déchets s'accumulaient sur les trottoirs. Puis, à part les tâches d'organisation et de maintenance des installations, il y avait peu d'activités disponibles pour passer le temps. À Brasília, les enfants couraient partout en essayant de se créer des jeux et la chapelle improvisée était le seul point à offrir une programmation différenciée : prières, lectures de la Bible et messes. On passe alors beaucoup de temps sur le téléphone portable à prendre des photos, à faire des vidéos et à suivre les réseaux sociaux. On profite aussi pour rencontrer des nouveaux collègues et pour discuter sur les prochaines étapes du mouvement.

Les principaux événements quotidiens des occupations étaient en fait les discours et refrains entonnés sur des plateformes improvisées dans certaines tentes et souvent connectées à de grands haut-parleurs. Là, plusieurs fois dans la journée, les occupants se présentaient, microphone en mains, pour lire des lettres, des manifestes écrits par eux-mêmes et verbaliser leurs revendications. Les discours chargés d'émotion et motivation étaient les plus fréquents. À Brasília, un des responsables par l'organisation des prises de parole prononçait lui-même, entre les diverses interventions, des longs monologues soulignant les dangers et les menaces représentées par l'arrivée de Lula au pouvoir et donc la nécessité de maintenir le mouvement :

« Certaines personnes me disent : 'Ce n'est pas possible, on est toujours là'. Laissez-moi vous dire quelque chose. Dieu nous a permis de faire un combat sans sang. [...] Arrêtez cette histoire d'exiger une position immédiate des Forces armées. Tout le monde qui connaît la stratégie militaire le sait, il n'y a pas de jour, pas d'heure, pas d'avertissement. Nous allons nous réveiller un jour et tout le monde sera

30 Discours d'un manifestant à Brasília, le 17 novembre 2022. Extrait de carnet de terrain.

en prison. [...] Cela n'est pas une fête, c'est une guerre. C'est pourquoi nous ne pouvons pas rester ici à chanter, à danser ou à sourire. La situation est extrêmement grave. Si nous abandonnons, si Brasília abandonne, le Brésil abandonnera. Et si le Brésil abandonne, nous serons des esclaves et l'esclavage est pire que la mort. Nous sommes nés libres et nous allons mourir libres!³¹ ».

Les réponses à ces sensibilisations étaient de fois immédiates et aussi verbalisées pendant ces moments de prise de parole :

« J'ai laissé ma maison à l'abandon parce que je ne peux plus rester chez moi. J'ai peur. Je suis vraiment abattue [...]. Je veux qu'on parte d'ici avec le cœur plein de victoire et de joie. Là, oui, je rentrerai chez moi³² ».

Ces moments servaient aussi à verbaliser le rejet des institutions, voire à les ridiculiser et défier. La Cour suprême et le ministre Alexandre de Moraes, aussi président du Tribunal supérieur électoral et en charge des mesures destinées à contenir les mobilisations, étaient les principales cibles :

« Alexandre de Moraes n'est pas le patron au Brésil, non ! Vous pouvez dire à Alexandrezinho que moi, je vais pas faire tout ce qu'il dit. Je suis une personne de 83 ans qui n'a jamais été vaccinée et qui ne le sera jamais!³³ ».

Les personnes plus âgées étaient toujours invitées à prendre la parole afin de motiver les autres manifestants : « Si vous êtes fatigués, regardez cette femme ! », disait souvent l'organisateur. Chaque discours était suivi d'applaudissements, chants, refrains et même prières. La défense des valeurs religieuses était, d'ailleurs, également un outil de sensibilisation. Tout comme les affiches de la chapelle improvisée, les femmes se promenaient en groupes à travers le campement en tenant des pancartes contre l'avortement, généralement illustrées par des images frappantes de bébés et de fœtus.

31 Discours d'un manifestant à Brasília le 16 novembre 2022. Extrait de carnet de terrain.

32 Discours d'une manifestante à Brasília le 16 novembre 2022 . Extrait de carnet de terrain.

33 Discours d'une manifestante à Brasília le 17 novembre 2022. Extrait de carnet de terrain. La manifestante se réfère à la gestion de la pandémie du Covid-19. De nombreux électeurs de Jair Bolsonaro (dont Bolsonaro lui-même) se montrent critiques à l'égard des campagnes de vaccination.



Photo : Marina Machuca

Bien que des appels à l'aide aux forces armées étaient entonnés sans cesse, peu de réponses et d'interactions ont été obtenues de la part des soldats à l'intérieur des bases militaires. À São Paulo et à Brasília, ils se positionnaient entre les édifices et les manifestants pour les empêcher d'avancer, mais les interactions étaient limitées à quelques rares échanges de phrases et recommandations. Les nouvelles sur l'avancement des actes semblaient venir plutôt des réseaux sociaux et des informations croisées entre collègues, étant l'attente par des prononcements un dispositif de sensibilisation en soit : « Les forces armées ont besoin encore de quelques heures pour se prononcer et un état d'urgence sera déclaré dans le pays. Nous devons résister³⁴ ».

Au sein des campements, la peur, le danger et les tensions dues à l'attente de nouvelles mesures ont été des dispositifs de sensibilisation efficaces pour nourrir les mouvements. Ces actes, aussi perçus comme une guerre, exigeaient de la résistance et du courage de la part de ces « patriotas », éléments qui constituent également un expressif sentiment d'appartenance à un groupe et à une cause commune.³⁵

³⁴ Discours d'un manifestant à Brasília le 17 novembre 2022. Extrait de carnet de terrain.

³⁵ Pour des auteurs tels que Daniel Gaxie, les rétributions de l'engagement peuvent être aussi symboliques, comme la construction d'un réseau d'amis ou la projection d'une image valorisante de soi : Daniel Gaxie, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 1977, p. 123-154.

Considérations finales

Si entre les années 70 et 80 une des principales contributions des différents types de mouvements sociaux brésiliens a été la reconstruction du processus de démocratisation du pays,³⁶ après de la première décennie des années 2000 on observe une opposition croissante aux institutions dans la sphère de contestations et le retour des références aux forces armées en tant qu'instance capable de rétablir l'ordre économique et social. Les contestations de 2022 et ses nouveaux répertoires s'insèrent donc dans des logiques complexes sur le rapport de ces citoyens à la démocratie et sur les fragilités du régime représentatif trente et quatre ans après son rétablissement dans le pays. Les actes mettent aussi en évidence la force de leurs réseaux de mobilisation : à partir des réseaux sociaux, il est possible de s'organiser au niveau local et national, repasser des informations et convoquer des proches et des inconnus à participer. De même, les dispositifs de sensibilisation mis en pratique ont été essentiels au maintien des occupations. Face à des menaces imminentes, rester mobilisé c'est se battre pour l'avenir du pays. Enfin, il est important de préciser que la démobilisation de ces actes ne s'est pas produite spontanément. Les autorités contestées sont celles qui ont contenu et puni les mouvements, ce qui suscite des questions sur l'avenir de ces rapports et sur la résurgence de nouveaux mouvements contestataires.

Bibliographie

ANDERSON Christopher et al. (ed.), *Losers' consent: Elections and democratic legitimacy*, Oxford, OUP Oxford, 2005.

BARBOSA Caio Marcondes Ribeiro, « A direita nas ruas em 2019: etnografias de manifestações na cidade de São Paulo », *Políticas Culturais em Revista*, vol. 15, n. 1, 2022, p. 344-366.

BIRCH Sarah (2009), *Compulsory Voting, Electoral Integrity and Democratic Legitimacy*, Manchester, Manchester University Press.

GAXIE Daniel, « Économie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 1977, p. 123-154.

GOHN Maria da Glória Marcondes, « Manifestações de protesto nas ruas no Brasil a partir de Junho de 2013: novíssimos sujeitos em cena », *Revista Diálogo Educacional*, vol. 16, n. 47, 2016, p. 125-146.

GOHN Maria da Glória Marcondes, *Teorias dos movimentos sociais: paradigmas clássicos e contemporâneos*, Edições Loyola, 1997.

GOIRAND Camille, « Mobilisations et répertoires d'action collective en Amérique latine », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, n. 2, 2010, p. 7-27.

36 Maria da Glória Marcondes Gohn, *Teorias dos movimentos sociais: paradigmas clássicos e contemporâneos*, Edições Loyola, 1997, p. 320.

LIMA Renato Sérgio de et al, « Medo da violência e adesão ao autoritarismo no Brasil: proposta metodológica e resultados em 2017 », *Opinião Pública*, vol. 26, 2020, p. 34-65.

NEVEU Erik, *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 1996.

NORRIS Pippa (2018), *Electoral Systems and Electoral Integrity*, New York, Oxford University Press.

NORRIS Pippa. (2017), *Strengthening Electoral Integrity*, New York, Cambridge University Press.

NORRIS Pippa (2014), *Why Electoral Integrity Matters*, New York, Cambridge University Press.

SINGER André, « A reativação da direita no Brasil », *Opinião Pública*, vol. 27, 2022, p. 705-729.

TILLY Charle, *La France conteste de 1600 à nos jours*, Paris Fayard, 1986.

TRAÏNI Christophe, *Émotions... Mobilisation !*, Presses de Sciences Po, 2009.

VAIRO Daniela, « El “consenso de los perdedores” y la legitimidad de la democracia en América del Sur », *Política y gobierno*, vol. 19, n. 1, 2012, p. 41-69.

Sources journalistiques

ALTINO Lucas, CAMPOREZ Patrik, MERGULHÃO Alfredo, « Militante é assassinado durante aniversário com tema de PT e partido acusa ‘violência bolsonarista’ », *O Globo*, 10 juillet 2022. Disponible à l'URL : <https://oglobo.globo.com/politica/noticia/2022/07/militante-e-assassinado-durante-aniversario-com-tema-de-pt-e-partido-acusa-violencia-bolsonarista.ghtml>

OLIVEIRA Marina, « Manifestantes pró-Bolsonaro voltam a pedir fechamento do STF », *Congresso em Foco*, 28 juillet 2020. Disponible à l'URL : <https://congressoemfoco.uol.com.br/area/governo/manifestantes-pro-bolsonaro-voltam-a-pedir-fechamento-do-stf/>

RÉDACTION G1, « Bloqueios em rodovias contra resultado das urnas entram no 2º dia; governadores mandam PM liberar vias », *G1*, 1er novembre 2022. Disponible à l'URL : <https://g1.globo.com/politica/eleicoes/2022/noticia/2022/11/01/bloqueios-em-rodovias-contra-resultado-das-urnas-apos-derrota-de-bolsonaro-entram-no-2o-dia.ghtml>

RÉDACTION G1, « Lista de presos por ataques terroristas em Brasília tem mais de 1,3 mil nomes; veja », *G1*, 13 janvier 2023. Disponible à l'URL : <https://g1.globo.com/df/distrito-federal/noticia/2023/01/13/lista-de-presos-por-ataques-terroristas-em-brasilia-tem-mais-de-13-mil-nomes-veja.ghtml>

SENRA Ricardo, « Câmara aprova pela primeira vez emenda de Jair Bolsonaro », *G1*, 17 juin 2015. Disponible à l'URL : <https://g1.globo.com/politica/noticia/2015/06/camara-aprova-pela-primeira-vez-emenda-de-jair-bolsonaro.html>

5.

Urnes non contrôlables, satanisme et association au crime organisé : les fake news des élections brésiliennes de 2022

**Arthur
Walber
Viana**

Doctorant au programme d'études
supérieures en communication de
l'Université Fédérale de Rio Grande
do Sul (PPGCOM/UFRGS), Boursier CAPES.

Le débat sur la post-vérité, la désinformation et les fake news a gagné en substance grâce à deux événements centraux survenus en 2016 : l'élection de Donald Trump aux États-Unis et le vote référendaire du Brexit au Royaume-Uni - à tel point que, cette année-là, ces deux événements, et la façon dont ils se sont produits, ont conduit l'Oxford Dictionary à élire le terme "post-vérité" comme mot de l'année : "Le concept de post-vérité existe depuis une dizaine d'années, mais Oxford Dictionaries a constaté un pic de fréquence cette année dans le contexte du référendum sur l'UE au Royaume-Uni et de l'élection présidentielle aux États-Unis" (OXFORD, 2017). C'est là -peut-être pour la première fois - qu'a été perçu l'impact politique d'un nouveau paradigme communicationnel basé sur la logique de fonctionnement des plateformes commerciales de réseaux sociaux et des applications de messagerie instantanée, dans lesquelles prolifèrent des informations fausses et décontextualisées. Depuis lors, nous avons assisté à une série d'autres événements marqués par la diffusion de fausses nouvelles, dont les élections brésiliennes. De ce fait, la discussion sur la désinformation et ses impacts sur les démocraties modernes est devenue centrale et plusieurs réflexions concernant ce phénomène qui ébranlait - et ébranle encore - les piliers démocratiques ont émergé (MELLO, 2020; APARICI ; GARCÍA-MARÍN, 2019 ; EMPOLI, 2019 ; KAKUTANI, 2019 ; SANTAELLA, 2019;D'ANCONA, 2018, MOROZOV, 2018 ; POSETTI, 2018).

Dans cet article, cependant, nous n'avons pas l'intention - et nous ne serions même pas en mesure - d'épuiser le débat sur le nouvel écosystème communicationnel qui fait prospérer la culture de l'désinformation. Nous ferons un petit pas en avant, qui pourrait, à son tour, ne fournir que des indications et des directions pour une discussion beaucoup plus large : en partant de l'analyse empirique des fake news qui ont circulé pendant la période électorale brésilienne de 2022, nous indiquerons les thèmes qui ont le plus animé la production de fake news et leurs principales cibles - ce qui nous permettra également de déduire la "paternité" de contenus qui sont, en règle générale, apocryphes. C'est à partir de ce regard sur ce qui a réellement circulé, et comment cela a circulé, que nous ferons quelques commentaires non seulement sur ce contexte de communication qui facilite et encourage la diffusion de contenus mensongers, attrayants et sans compromis avec les valeurs démocratiques (ie : la logique de fonctionnement des plateformes comme Instagram, Facebook et Twitter et des applications comme Telegram et WhatsApp), mais aussi sur les intentions potentielles et les usages politiques de ces technologies. Nous commenterons également certaines tentatives, quelque peu infructueuses jusqu'à présent, pour contenir la propagation des "fake news" au Brésil et dans le monde.

Le corps empirique de l'analyse a été construit à partir des contenus de deux des principales agences brésiliennes de vérification des faits, Lupa et Aos Fatos, et des contenus de vérification de la Cour suprême fédérale (STF), qui, dans le cadre des efforts visant à contenir la propagation de la désinformation au Brésil, a commencé à effectuer et à diffuser des vérifications sur son site web officiel. Le période choisi est le second tour des élections présidentielles, ce qui se justifie par le fait qu'il s'agit d'un moment qui réduit à deux les acteurs directement impliqués dans le conflit politique, ce qui nous permet de déduire plus facilement l'origine des fausses informations qui ont circulé, sur la base de leurs cibles.

Réseaux sociaux et applications de messagerie instantanée : l'écosystème de communication où se propage la désinformation

Il n'est pas inutile de le rappeler : le mensonge, l'utilisation d'informations décontextualisées, la diffamation, la publicité mensongère, le détachement de la vérité factuelle ou tout autre artifice similaire n'est pas nouveau dans le débat public, surtout si l'on se concentre sur l'analyse des différends politiques.¹ La réflexion qui nous semble intéressante - et que nous tenterons de mener ici - porte sur la spécificité des campagnes de désinformation contemporaines, structurées à partir d'un nouveau paradigme communicationnel marqué par l'explosion et la fragmentation de la production de contenus, par la dérégulation et la dépersonnalisation des médias où circulent les informations, en particulier les plateformes des réseaux sociaux et les applications de messagerie instantanée ; des phénomènes qui se produisent parallèlement à - et corroborent - une méfiance croissante à l'égard des moyens de communication traditionnels et des systèmes de représentativité politique.

Ainsi, avant de discuter des données empiriques recueillies, nous pensons qu'il est opportun de développer ces points, même brièvement : un geste avec lequel nous pouvons mieux orienter le débat sur l'environnement qui augmente la production et la portée des fausses informations, à la fois créateur et créature de la culture de la désinformation qui nous entoure.

L'explosion de la production de contenus et la domination des plateformes

Aujourd'hui, en une minute sur internet, 500 heures de vidéos sont téléchargées sur YouTube ; 66 000 photos sont partagées sur Instagram ; 347 000 tweets sont publiés ; 1,7 million de contenus sont diffusés sur Facebook. En outre, 5,9 millions de recherches sont effectuées sur Google et 231 millions de courriels sont envoyés. Sur WhatsApp, toutes les soixante secondes, 41,6 millions de messages instantanés sont échangés. En ajoutant uniquement les contenus des trois principaux réseaux sociaux - Facebook, Instagram et Twitter - il y a plus de 2 millions de contenus nouveaux chaque minute, soit : environ 35 mille chaque seconde (DOMO, 2022).² C'est au milieu de cette avalanche informationnelle que règnent les fake news, des informations volontairement fausses ou décontextualisées qui induisent chez les gens des interprétations erronées sur des faits de la réalité

1 Posetti et Matthews (2018) tracent une ligne de temps qui montre différents cas de désinformation au cours du dernier siècle : The invention of the Gutenberg printing press in 1493 dramatically amplified the dissemination of disinformation and misinformation, and it ultimately delivered the first-large scale news hoax – 'The Great Moon Hoax' of 1835 (POSETTI; MATTHEWS, 2018).

2 Les recherches menées par Domo sont relatives à 2022 - à l'exception des nombres de messages échangés sur Whatsapp, qui sont relatifs à 2020.

sociale.³

L'augmentation de la production et de la circulation de l'information est liée non seulement à la croissance du nombre de personnes connectées à Internet dans le monde, qui est constante - au cours des huit dernières années, la connectivité mondiale a augmenté de 67%, malgré des inégalités dans le type et la qualité de l'accès (DOMO, 2022)⁴ - mais aussi à la manière dont l'information a commencé à circuler : Dans les réseaux sociaux, en particulier, l'utilisateur occupe une place active dans la production et la réplique des contenus, prenant de l'importance dans l'engrenage de la diffusion de l'information, qu'elle soit vraie ou fausse. Cela change le scénario précédent, dans lequel les nouvelles étaient produites et distribuées de manière centralisée et spécialisée, avec le rôle des journalistes dans la recherche et la préparation des articles. Aujourd'hui, les utilisateurs des réseaux sociaux sont loin d'être des consommateurs passifs et jouent un rôle actif en tant que producteurs, éditeurs et répliqueurs de contenu.

Ce changement a conduit à l'émergence de nouvelles nomenclatures, telles que celle proposée par Ramonet (2012) pour les auteurs en ligne. Le terme soulignait le rôle de l'auteur et impliquait un certain optimisme quant aux nouvelles possibilités de décentralisation du pouvoir de production et de diffusion de l'information dans la société ; cependant, à cet optimisme - qui ne s'est pas concrétisé, dans un scénario qui montrait l'internet réduit aux possibilités et aux désirs des grandes plateformes - a succédé une période de "gueule de bois" :

Nous déposons tant de possibilités de libération (de l'information, en affrontant les grands groupes médiatiques ; de la liberté de dire ce que l'on veut ; de la création de nouvelles technologies et de nouveaux mondes) que nous négligeons, ou ne prêtons pas attention à la montée des monopoles des entreprises technologiques, à la construction de bulles d'information qui confirment les points de vue et à la possibilité de plus en plus réelle qu'Internet devienne une télévision câblée, avec la fin déjà proclamée de la neutralité du net. Nous prenons le parti de l'optimisme (FOLETTI, 2018, s/p).

Aujourd'hui, parmi les personnes connectées dans le monde, 93 % sont des utilisateurs de réseaux sociaux - un chiffre qui monte à 94 % si l'on s'en tient au Brésil (MORAES, 2022). Ces plateformes ont centralisé l'utilisation de l'internet et, de ce fait, ont restreint ses possibilités, devenant l'axe gravitationnel du monde en réseau, avec ses modèles commerciaux imposant également des modèles de coexistence (POELL ; NIEBORG ; VAN DIJCK, 2020).

Avec autant de personnes insérées dans les réseaux sociaux, s'informant et se connectant par ce biais, la logique des algorithmes est évidemment au cœur de la construction de la réalité

³ Nous comprenons les fake news comme Allcott et Gentzkow (2017, p.213) : "We define 'fake news' to be news articles that are intentionally and verifiably false, and could mislead readers". Nous apprécions également la définition proposée par Gelfert (2018), qui souligne le rôle de l'écosystème communicationnel des réseaux sociaux dans le formatage des fake news contemporaines, décentralisant le pouvoir de l'action intentionnelle d'un seul sujet politique.

⁴ En 2014, 3 milliards de personnes étaient connectées au réseau informatique ; en 2016, 3,4 milliards ; en 2018, 4,3 milliards ; en 2020, 4,5 milliards. En 2022, nous atteindrons environ 5 milliards de personnes ayant un accès à l'internet, ce qui représente environ 63 % de la population mondiale (DOMO, 2022).

contemporaine : ce sont en effet les algorithmes qui modèrent les contenus qui circulent ou cessent de circuler dans ces environnements, orientant certains messages vers certains groupes - et d'autres messages, différents, voire potentiellement opposés, vers d'autres. Ainsi, même au milieu d'une avalanche de contenus sans précédent dans l'histoire de l'humanité, des niches de non-communication ont été créées : des bulles sociales qui ne partagent pas les mêmes informations sur lesquelles elles fondent leurs interprétations de la réalité ; ce qui les place dans une distance et une différence pratiquement insurmontable. Ainsi, avant que la disponibilité agigantesque des contenus ne nous conduise à une plus grande connaissance de la diversité des cultures humaines et à des relations plus empathiques, la logique commerciale des algorithmes a fini par nous enfermer dans des chambres d'écho (PARISIÉ, 2012), où l'on ne parle et n'écoute que ce qui est déjà connu. Là, ce qui reste de ce qui est différent et extérieur, c'est le silence, la moquerie ou le mensonge - comme nous le verrons dans les contenus analysés dans cet article.

La construction commerciale de la réalité

Certains auteurs, comme Roberts (2019) et Morozov (2018), commentent l'ontologie qui émerge d'une telle logique : une réalité construite commercialement, avec des interactions ayant lieu dans des arènes privées dans lesquelles les mécanismes qui définissent ce qui est visible ou non, et pour qui, sont invisibles, et qui se constitue donc sans se soucier de la politique, en croyant que l'accumulation de données, fournies par les utilisateurs eux-mêmes - consciemment ou non - sera suffisante pour résoudre tout éventuel problème individuel ou collectif. Dans la lignée de ces auteurs, nous soutiendrons que les plateformes ne peuvent être comprises comme des arènes désintéressées de débat public : elles sont avant tout des machines publicitaires ultrapersonnalisées dont le parti pris commercial précède le démocratique - et dont la matière première est constituée par nos métadonnées comportementales :⁵ rien d'étonnant à ce que Roberts (2019) dise que, sur l'internet d'aujourd'hui, l'information est une marchandise ;⁶ Morozov (2018, p. 165), quant à lui, assimilera l'information à une marchandise.), à son tour, assimilera les grandes entreprises technologiques (les " Big Techs ") à l'industrie pétrolière et minière : elles fonctionnent toutes selon la même rationalité extractiviste, purement commerciale et aux impacts socio-environnementaux et politiques dommageables : " [...] il ne serait pas inapproprié de décrire la logique qui préside au développement de ce secteur comme un 'extractivisme des données' - dans un parallèle direct avec l'extractivisme des ressources naturelles qui soutient les activités des entreprises énergétiques et des

5 Cette collecte de données comportementales est fournie par les infrastructures en expansion des plateformes sous la forme d'applications, de plugins, de trackers et de capteurs actifs et passifs présents dans leur infrastructure [...] Cette pléthore d'extensions de plateformes permet aux entrepreneurs de transformer pratiquement chaque instance d'interaction humaine en données : classement, paiement, recherche, visionnage de contenu, conduite, marche, conversations, amitiés, rencontres, etc. Ces données sont ensuite traitées de manière algorithmique et parfois, dans des conditions strictes, mises à la disposition d'une grande variété d'acteurs externes" (POELL ; NIEBORG ; VAN DIJCK, 2020, p.6).

6 "[...] [I]nternet that is now more than ever fundamentally a site of control, surveillance, intervention, and circulation of information as a commodity" (ROBERTS, 2019, p.6).

producteurs de matières premières dans le monde entier ” .

En résumé, le fonctionnement est le suivant : plus un utilisateur passe de temps et réagit en ligne, plus il transmet d'informations personnelles aux bases de données des plateformes. C'est la matière première qu'elles recherchent : plus elles en savent sur les préférences et les comportements d'un individu, plus elles parviendront à susciter les désirs des consommateurs par le biais de publicités ultra-personnalisées.⁷ Par conséquent, pour que les internautes continuent à “livrer” des données le plus longtemps possible, les contenus qui les incitent à continuer à interagir et à consommer sur les réseaux seront considérés comme intéressants : le sensationnalisme, les théories du complot et les “fake news” gagneront de l'espace - à condition qu'ils encouragent l'enchaînement et la profusion des clics. En revanche, toute opposition de convictions susceptible de générer de l'agacement ou de l'inconfort et, à terme, d'entraîner une déconnexion, sera évitée. Ce mouvement de répétition et de confirmation de croyances déjà établies et acceptées forme des chambres d'écho (PARISIÈRE, 2012) : après tout, pour atteindre l'objectif de maintenir les gens en ligne, les algorithmes couperont - dans l'ensemble du contenu disponible - la réalité sociale afin de maintenir le fil d'actualité attrayant et confortable pour l'utilisateur. La conséquence est un environnement qui renforce constamment les points de vue antérieurs, une voie rapide vers la production d'extrémisme.

C'est donc avant tout sous ce prisme commercial que les plateformes régulent notre sens de la réalité, en définissant quelles informations sont intéressantes ou non et lesquelles nous parviendront ; les problèmes politiques causés sont secondaires, dommages collatéraux de l'action d'une industrie très rentable.⁸ Et, même si dans d'autres moments historiques il y a eu aussi une médiation des nouvelles qui circulent dans la société - le journalisme traditionnel, par exemple -, au minimum il a présenté l'engagement et l'attachement à la vérité factuelle, malgré toutes les critiques (valables et pertinentes) déjà faites aux conglomérats médiatiques au cours des dernières décennies, en raison surtout de leurs liens politiques et de leurs préférences idéologiques, généralement déguisées dans un faux discours de neutralité. La logique des plateformes, au contraire, est régie par une idéologie purement mercantiliste, dont le produit est constitué par les données générées par nos habitudes dans les environnements numériques privés - le pilier du capitalisme de surveillance annoncé par Zuboff (2019 ; 2015). En outre, il existe une grande opacité sur le fonctionnement interne des algorithmes, manquant de transparence sur leurs mécanismes de prise de décision, ce qui nous rend moins capables de les comprendre ou de les expliquer, même lorsqu'ils sont exposés à leurs biais et à leurs problèmes possibles, tels que leurs opérations racistes et biaisées (BEZERRA ; COSTA, 2022

⁷ Zuboff (2015, p.79) met en garde contre ce nouveau modèle d'entreprise : “They opted instead for an advertising model. The new approach depended upon the acquisition of user data as the raw material for proprietary analyses and algorithm production that could sell and target advertising through a unique auction model with ever more precision and success”.

⁸ Il suffit de regarder le nombre d'entrepreneurs technologiques figurant sur la liste des milliardaires de Forbes : en avril 2022, ils étaient sept parmi les 15 premiers, soit près de la moitié, et ils totalisaient une fortune d'environ 783 milliards de dollars (MARTENDAL, 2022).

La communication par les réseaux d'affection

Une autre tactique commerciale importante pour maintenir les utilisateurs en ligne consiste à accorder un espace privilégié, dans le flux des médias sociaux, aux informations qui proviennent des amis et de la famille (ÉPOCA, 2019 ; ANSPACH, 2017 ; DE VITO, 2017 ; ISAC ; EMBER, 2016), ce qui réduit l'espace du journalisme professionnel en tant que médiateur de l'information quotidienne, même lorsqu'il accepte de distribuer ses informations sur les plates-formes. La réalité se constitue alors sur la base d'informations obtenues dans des réseaux d'affection dans lesquels nos visions du monde sont coutumièrement réaffirmées :¹⁰ “ C'est pourquoi Facebook devient une source d'information de plus en plus vitale : nos amis et notre famille sont plus susceptibles de savoir ce qui est important et pertinent pour nous que n'importe quel rédacteur en chef de journal à Manhattan ” (PARISER, 2012, s/p).¹¹ Au-delà des réseaux sociaux, cette logique opérationnelle trouve également un écho dans les applications de messagerie instantanée, telles que Whatsapp et Telegram, dans lesquelles nous n'entrons en relation et ne recevons des informations que de la part d'un cercle de confiance restreint. Fumagalli (2010) ajoute également que ces moments d'interaction dans les réseaux et les applications peuvent être appréciés comme des conversations de loisir, intimes et sans compromis, ce qui change la façon dont les informations sont reçues et gérées par les gens. C'est précisément l'utilisation politique de ces espaces d'affection, d'abord produits à des fins commerciales, puis subvertis, qui sera la pierre angulaire de la culture de la désinformation qui se répand aujourd'hui.

9 Roberts (2019) effectue une démythification importante de l'algorithme, révélant le travail humain - et précaire - qui sous-tend son fonctionnement : “Screening and moderation tasks are customarily performed by contracting with semipermanent or temporary workers in low-wage, lowstatus environments”. Nous soulignons deux points : (1) les algorithmes dépendent de l'interprétation et de l'intelligence humaine pour fonctionner correctement ; par conséquent, la simple accumulation et le traitement des données par des machines n'est pas la solution à tous les problèmes contemporains, comme l'a également accusé Morozov (2018) (c'est-à-dire que la politique est toujours importante) ; et (2) les plateformes ont recours à une main-d'œuvre précaire, dispersée dans le monde entier, dont beaucoup dans des situations insalubres, ce qui s'oppose au lustre “ moderne “ et “ technologique “ dont les Big Techs se prévalent.

10 Nous appelons, dans un autre article (VIANA ; MORIGI, 2018), ces espaces des réseaux consonants de désirs, unissant les concepts de Festinger (1975) et de Kozinets, Patterson et Ashman (2017). Les premiers, du point de vue de la psychologie, approfondissent les questions concernant nos biais de confirmation dans la théorie de la dissonance cognitive ; les seconds parlent de réseaux de désirs technologiquement étendus, en opposition à la vision traditionnelle concernant les technologies, prises comme impersonnelles et ultra-rationalisées : “Au lieu de la froideur et de la rationalité du cyborg post-humain [...], nous trouvons des réseaux qui pulsent avec la luxure et la vitalité du désir du consommateur “ (KOZINETTS, PATTERSON, ASHMAN, 2017, p.679, notre traduction).

11 De plus, il ne faut pas oublier que la logique commerciale prévaut : pour que les entreprises et les organisations voient leurs contenus diffusés sur les réseaux sociaux, elles doivent payer de plus en plus cher pour leur “boost”.

Personnalisation de la consommation et méfiance croissante à l'égard de ce qui est "extérieur"

De plus, malgré les dommages causés à la démocratie, les résultats de cet écosystème sont positifs pour les plateformes. Outre les profits des milliardaires, c'est ce qu'indique, par exemple, une analyse du temps passé par les utilisateurs sur les réseaux sociaux : aux États-Unis, le temps moyen passé par les adultes sur les médias numériques - dont les réseaux sociaux - est passé de 2,7 heures en 2008 à 6,3 heures en 2018 - soit une augmentation de 133 % en dix ans (MEEKER, 2019). Au Brésil, chaque personne passe en moyenne 3 heures et 41 minutes sur les réseaux sociaux, 57,4 % des utilisateurs se servant de ces canaux pour s'informer (DATAREPORTAL, 2022). La recherche de DataSenado (2020), à son tour, montre que WhatsApp est le principal outil d'information pour les Brésiliens : 64% ont déclaré qu'ils étaient toujours informés par l'application ; par opposition, 58% étaient toujours informés par la télévision. Une autre enquête a également souligné que 46% ont utilisé WhatsApp pour s'informer pendant la période électorale de 2018, lors des élections qui ont donné la victoire à Jair Bolsonaro au Brésil (DATAFOLHA, 2018).

Dans ce contexte, un changement dans le modèle de consommation de l'information est pertinent : de plus en plus, l'accès aux nouvelles se fait via des appareils mobiles et personnels tels que les smartphones. En outre, les forfaits de téléphonie mobile, dans de nombreux cas, excluent les applications telles que Whatsapp et Facebook de la consommation de données, ce qui permet leur utilisation même lorsque l'utilisateur n'a plus de couverture et ne peut pas accéder à d'autres sites internet. Ainsi, en 2019, aux États-Unis, pour la première fois, la consommation d'informations par le biais des téléphones mobiles a été supérieure à celle de la télévision (MEEKER, 2019). Toujours aux États-Unis, l'utilisation des réseaux sociaux pour s'informer est passée de 27 % en 2013 à 42 % en 2022, tandis que l'utilisation de la télévision a chuté de 72 % à 48 % sur la même période. D'autres pays suivent la tendance : en Allemagne, les réseaux sociaux sont aujourd'hui une source d'information pour 32 % de la population ; en 2013, ce taux n'était que de 18 %. En ce qui concerne la télévision, la baisse est passée de 82% en 2013 à 65% en 2022 (NEWMAN, 2022).

Ces chiffres permettent de comprendre d'autres indications mises en évidence par les recherches. Par exemple, la confiance dans ce qui est rapporté est en baisse constante - aux États-Unis, on le constate depuis 2017 (MEEKER, 2019). Il n'est donc pas surprenant que - dans cet univers où, de plus en plus, l'information est reçue à travers le tamis des politiques de distribution des plateformes commerciales intéressées à nous maintenir en ligne et, par conséquent, qui privilégient les voix qui se répètent dans les chambres d'écho - la méfiance pour tout ce qui provient d'un autre espace que ces mêmes bulles sociales grandisse. Le résultat de ce nouveau paradigme communicationnel est la méfiance et la paranoïa, puisque les informations qui ne circulent pas à travers ces canaux personnalisés ne sont pas vues ou sont rapidement attaquées et définies comme fausses, même si elles sont vraies. Ainsi, selon la position que l'on occupe sur l'échiquier idéologique, les récits adressés à "l'autre côté" paraîtront délirants ; mais pour la personne qui n'a longtemps été informée que dans

cette logique de bulle, détachée de la réalité sociale plus large, détachée de tout espace public de débat, distante ou opposée à la différence, enfermée dans les plateformes commerciales et dans ses réseaux d'affection, non. C'est dans cette distance que le discours paranoïaque, plein de théories du complot, de fake news trouve un terrain fertile pour prospérer - générant de la méfiance par rapport aux formats traditionnels de représentation.

Selon Datafolha (2019),¹² de 2012 à 2018, au Brésil, l'indice des personnes qui font beaucoup confiance à la présidence de la République a chuté de 33% à 5%. Ce chiffre remonte en 2019, après l'élection de Jair Bolsonaro, pour atteindre 29 %. Les personnes qui ne font pas confiance à la présidence, en revanche, sont passées de 15 % en 2012 à 29 % en 2019, avec des pics de 65 % et 64 % en 2017 et 2018. La confiance dans le STF a atteint son pourcentage le plus bas en 2018, lorsque seulement 14 % des personnes interrogées déclarent avoir "beaucoup confiance" dans cet organe. Les personnes qui ne font pas confiance au tribunal sont passées de 29 % à la fin de 2012 à 39 % au milieu de l'année 2018. En ce qui concerne le Congrès national, le degré de confiance ("fait beaucoup confiance") n'était que de 5% en 2012 ; en 2019, l'indice est le même - cependant, entre 2017 et 2018, le pourcentage reste stable à seulement 3%. Le degré de méfiance ("ne fait pas confiance") passe de 52% en 2012 à 67% en 2018. C'est pour les partis politiques, entités centrales du système contemporain de représentativité politique, que le degré de confiance ("fait beaucoup confiance") reste le plus faible : en 2017 et 2018, ils n'obtiennent que 2 % ; en 2012, ce pourcentage était de 7 %. La méfiance est passée de 52% en 2012 à 69% et 68% en 2017 et 2018, respectivement. Enfin, en 2012, 31% des Brésiliens faisaient beaucoup confiance à la presse ; un taux qui chute de près de moitié en 2018, atteignant 16%. La méfiance passe de 18 % à 37 % au cours de la même période.

Capillarité et structure des chaînes de "fake news" (fausses nouvelles)

Au terme de ce bref tour du nouveau paradigme communicationnel produit par la logique de fonctionnement des réseaux sociaux et des applications de messagerie instantanée - et de ses effets -, nous soulignons qu'un tel scénario de paranoïa est encouragé : l'utilisation politique de ces plateformes, encore non réglementées, se fait comme dans une terre de non-droit ; une fois structurés et capables de produire des contenus dans un langage simple et attrayant, les canaux créés dans cet écosystème atteignent une capillarité étendue qu'il est difficile de mesurer - bien que, comme nous le soulignerons dans les considérations de cet article, certains efforts dans ce sens ont été déployés tout au long de la période électorale brésilienne de 2022, obtenant un succès relatif dans la mise en cause de la diffusion de mensonges sur les réseaux. Rien de très significatif, cependant.

Pour l'instant, nous ne faisons que souligner la capillarité des fake news et leur capacité à se diffuser dans un environnement largement favorable à leur type de communication attrayante,

12 Dans son enquête, l'Institut Datafolha (2019) utilise trois catégories pour mesurer le degré de confiance des Brésiliens dans les institutions : "fait beaucoup confiance", "fait peu confiance" et "ne fait pas confiance".

structurée en canaux créés et alimentés depuis des années,¹³ avec une infrastructure technologique étendue, ce qui nécessite également une réflexion sur le financement de ces canaux - un débat dans lequel nous n'entrerons pas pour l'instant. Cela dit, il est important de réaffirmer que les fake news sont davantage une conséquence qu'une cause de l'imbroglio actuel : " Le problème n'est pas les fake news, mais la rapidité et la facilité de leur diffusion, et cela se produit principalement parce que le capitalisme numérique d'aujourd'hui rend très rentable - voir Google et Facebook - la production et le partage de faux récits qui attirent les clics " (MOROZOV, 2018, p.184). Autrement dit : l'enjeu est dans la structure, et pas seulement dans le produit de cette structure. Il reste pour l'instant à réaffirmer que les groupes politiques ont su tirer profit de la logique communicationnelle des réseaux, depuis leur origine, en les inondant de théories du complot, de peur et de délire - sentiments qui ont pris des formes très concrètes en janvier 2023 au Brésil, dans des actes hostiles contre les représentations démocratiques du pays : les bâtiments du Congrès national, du STF et du Palais du Planalto (sièges des pouvoirs législatif, judiciaire et exécutif, respectivement) ont été déprédés et saccagés, dans un épisode d'une grande violence qui présente des similitudes avec l'invasion du Capitole américain en 2021, après la défaite du républicain Donald Trump face à son adversaire démocrate, Joe Biden. De tels événements prouvent que les campagnes de désinformation, menées dans l'environnement numérique des réseaux sociaux et des applications de messagerie instantanée, peuvent se transformer en monde concret - "l'internet est absolument réel", comme l'a prévenu Quintarelli (2019, p.19).

La désinformation dans la campagne présidentielle brésilienne de 2022

Après cette brève mise en contexte, nous passons à notre analyse empirique, basée sur les documents analysés par deux portails brésiliens dédiés à la vérification des faits lors du second tour des élections présidentielles brésiliennes de 2022. Les agences de vérification des faits procèdent à la vérification des données, en contrôlant la véracité - ou l'absence de véracité - des informations publiées sur les réseaux sociaux et d'autres sites web journalistiques ou pseudo-journalistiques.¹⁴ Les agences qui soutiennent notre analyse sont Aos Fatos et Lupa ; nous y ajoutons le portail du Tribunal suprême fédéral (STF) consacré à la lutte contre la désinformation, l'une des réponses de l'agence au problème des "fake news".

13 Piaia et Alves (2020) analysent l'utilisation de Whatsapp dans la campagne 2018 de Bolsonaro, en démontrant sa structuration, ses formes d'action et sa portée. "Les stratégies de Bolsonaro sont proches des campagnes du Brexit en 2015 et de Donald Trump en 2016, compte tenu du déclenchement de stratégies souterraines de communication non officielle" (PIAIAIA ; ALVES, 2020). En 2017 - alors que Bolsonaro n'était même pas candidat officiel à la présidence - la BBC a suivi les groupes Whatsapp organisés dans le but de tirer parti de la candidature du député fédéral de l'époque : il y avait déjà plus de 80 groupes WhatsApp organisés, dont les membres venaient de tout le Brésil (FAGUNDEZ, 2017).

14 C'est ainsi que l'on nomme les sites web qui utilisent le langage et l'apparence journalistiques pour diffuser de fausses informations. Le projet "99%" a mené une enquête intéressante sur ces portails, les classant selon différents degrés de fiabilité. Disponible à l'adresse : <https://somos99.org/ranking/>. Consulté le : 04/01/2023.

Nous justifions le choix d'Aos Fatos et de Lupa par le fait que les deux agences de vérification sont membres de l'International Fact-Checking Network (IFCN), un réseau mondial de vérification des informations basé à l'Institut Poynter, aux États-Unis, et qu'elles suivent le code de conduite et les principes éthiques du groupement international. Lupa fait également partie du Trust Project, un consortium mondial qui rassemble environ 120 organismes de presse dans le but de "développer l'engagement du journalisme en faveur de la transparence, de l'exactitude, de l'inclusion et de la justice" (TRUST PROJECT, 2023).

En ce qui concerne le portail STF, nous avons choisi de l'inclure dans le corps de l'analyse parce que nous considérons qu'il est important d'analyser un canal institutionnel, afin d'approfondir le débat proposé dans les considérations finales de cet article concernant les réactions des institutions brésiliennes au problème imposé aux démocraties par la large diffusion de mensonges sur les réseaux. L'un des fronts d'action du Programme de lutte contre la désinformation du STF est précisément la contestation des fausses nouvelles, avec la publication de nouvelles qui contestent les rumeurs et démystifient les fausses nouvelles sur le tribunal ou ses membres - comme nous le démontrerons dans l'analyse du matériel empirique, les systèmes judiciaire et électoral brésiliens ont été les principales cibles des campagnes de désinformation tout au long de l'élection de 2022, ce qui justifie et donne de l'importance à l'analyse de la réaction du STF face à ce contenu.

Les agences Aos Fatos et Lupa fondent leurs interprétations sur les contenus qu'elles analysent sur la base d'étiquettes et de tags. Aos Fatos divise les contenus évalués en trois catégories : (1) "vrai", lorsque le cœur du sujet vérifié est cohérent avec les faits rapportés par des sources fiables et n'a pas besoin d'être contextualisé pour être correct ; (2) "pas tout à fait vrai", lorsque l'information vérifiée est hors contexte, a été gonflée ou modifiée, contredit des déclarations antérieures, manque de sources et, surtout, vise à induire une compréhension erronée de la réalité factuelle ; et (3) "faux", lorsque des données et des faits fiables indiquent le contraire de ce que l'information a l'intention de prétendre. Les définitions sont tirées du portail lui-même.¹⁵

Lupa, quant à lui, divise les contenus en neuf catégories distinctes : (1) "faux", lorsque l'information s'avère incorrecte ; (2) "contradictoire", lorsque l'information contredit une autre diffusée auparavant par la même source ; (3) "vrai", lorsque l'information s'avère correcte ; (4) "il est encore tôt", lorsque l'information peut s'avérer vraie, mais ne l'est pas encore ; (5) "exagéré", lorsque l'information est sur la bonne voie, mais que la valeur citée est entre 10% et 100% plus élevée que la valeur réelle ; (6) "sous-estimé", lorsque l'information est sur la bonne voie, mais que la valeur réelle est entre 10% et 100% plus élevée que la valeur citée ; (7) "insoutenable", lorsqu'il n'y a pas de données publiques pour prouver l'information ; (8) "vrai, mais...", lorsque l'information est correcte, mais qu'il n'y a pas de données publiques pour prouver l'information ; (9) "vrai, mais...", lorsqu'il n'y a pas de données publiques. ", lorsque l'information est correcte, mais que le lecteur mérite des précisions ; et (9) "de olho", étiquette qui exprime la nécessité d'un contrôle futur du contenu rapporté.

15 Disponible à l'adresse : <https://www.aosfatos.org/nosso-m%C3%A9todo/>. Consulté le : 20/11/2022.

La définition des contenus qui seront vérifiés est donnée par les plaintes des lecteurs, qui se rendent compte que certains matériaux circulent dans les canaux Telegram ou WhatsApp ou dans les réseaux sociaux et envoient le contenu pour analyse par les agences ; ou les journalistes responsables des vérifications eux-mêmes, en surveillant les plates-formes, se rendent compte des contenus potentiellement faux qui ont une plus grande portée et qui doivent être enquêtés. Pour cette raison, et compte tenu de la difficulté de contrôler la circulation de ces fake news dans des réseaux d'affection individualisés, nous considérons les agences de vérification comme de bons thermomètres concernant les mensonges diffusés pendant la période électorale. D'ailleurs, les deux agences de vérification - Aos Fatos et Lupa - ont une section dédiée uniquement aux élections de 2022. C'est sur ces contenus que nous allons nous concentrer.

Pour les besoins de cette analyse, nous avons considéré - au départ - les contenus désinformatifs comme étant "pas vraiment" et "faux" à l'agence Aos Fatos ; et "faux", "contradictoire", "exagéré", "sous-évalué" et "insoutenable" à Lupa. Cependant, les occurrences ont surtout été qualifiées de "fausses" (85 fois, sur un total de 95 enregistrements). La mention "pas tout à fait" apparaît quatre fois et aucune mention n'apparaît à six reprises.

Le cadre temporel correspond à la période entre le premier et le second tour des élections présidentielles brésiliennes de 2022, du 3 au 30 octobre - une période où il y a eu, notamment, une augmentation de la circulation des fake news, en particulier sur Twitter et les applications de messagerie Telegram et Whatsapp (SANTINI ; SALLES, 2022).¹⁶ En outre, le second tour est le moment où le conflit est réduit à deux acteurs - dans ce cas, Luiz Inácio Lula da Silva, du Parti des travailleurs (PT), et Jair Bolsonaro, du Parti libéral (PL) -, ce qui nous permet d'inférer la "paternité" des fake news sur la base de leurs cibles. Les contenus du STF publiés au cours de cette période seront tous analysés, étant donné que le portail ne fonctionne pas selon la logique du étiquetage, mais plutôt en réponse aux fausses nouvelles concernant le tribunal.

Une autre mise en garde importante s'impose : outre les nouvelles mensongères ou décontextualisées, les agences ont également vérifié les déclarations faites par les candidats à l'élection présidentielle tout au long de la campagne électorale. Nous ne travaillerons pas sur ce matériel et nous nous concentrerons uniquement sur les fausses nouvelles qui ont circulé sur les réseaux sociaux et les applications de messagerie. Ce découpage nous laisse finalement un corpus de 95 informations analysées - dont 8 de manière dédoublée (vérification effectuée par les deux agences de contrôle ou par l'une d'entre elles et par le STF). Dans ces cas, nous n'avons compté qu'une seule occurrence, les deux analyses aboutissant aux mêmes conclusions. Le texte intégral de notre base de données peut être consulté en ligne à l'adresse suivante : https://docs.google.com/spreadsheets/d/1LfrT7fQn22rjIJfo67EE7FXaXWld3ISD4uvRs5V_IBg/edit?usp=sharing.

16 Sur Twitter, l'augmentation de la circulation des fake news a été de 57 % ; sur WhatsApp, de 36 % ; sur Telegram, de 23 %. Facebook et Instagram ont enregistré une baisse de 9 % et 5 %, respectivement.

Après avoir rassemblé le corps de l'analyse, nous les avons classés par thèmes généraux (il y en avait 10 en tout), par thèmes spécifiques qu'ils abordent et par personnes qu'ils nuisent ou qu'ils favorisent. D'autres données ont également été observées et enregistrées, telles que : le titre, l'agence responsable du contrôle, la date de publication, la portée de la publication, lorsqu'elle est mesurable, et le label accordé par les contrôleurs au contenu analysé.

Vous trouverez ci-dessous quelques tableaux et graphiques compilant les données :

TABLEAU 1 : NOMBRE TOTAL DE FAKE NEWS PAR CATÉGORIE

THEMATIC	OCCURRENCES	%
Fraude électorale	25	26,32
Religion et morale	17	17,89
Sécurité publique	17	17,89
Economie	9	9,47
Justice	8	8,42
Corruption	7	7,37
Campagne	7	7,37
Politique sociale	2	2,11
Politique étrangère	2	2,11
Mouvements sociaux	1	1,15
TOTAL	95	100

TABLEAU 2 : QUI LES "FAKE NEWS" NUISSENT-ELLES OU FAVORISENT-ELLES ?

	OCCURRENCES	%
Contre Lula	56	58,95
Pour Bolsonaro	30	31,58
Contre Bolsonaro	8	8,42
Pour Lula	1	1,05
TOTAL	95	100

Si l'on considère que les catégories "contre Lula" et "pour Bolsonaro" - tout autant que "contre Bolsonaro" et "pour Lula" - correspondent au même spectre idéologique et aux mêmes intérêts politiques, l'image ci-dessus peut être résumée comme suit :

TABLEAU 3 : QUI LES FAKE NEWS NUISENT ET QUI ELLES FAVORISENT, COMPILÉ

	OCCURRENCES	%
Contre Lula/Pour Bolsonaro	86	90,53
Contre Bolsonaro/Pour Lula	9	9,47
TOTAL	95	100

Si l'on examine de plus près les thèmes abordés dans les "fake news", on peut également les classer selon cette même logique de regroupement :

**TABLEAU 4 : QUI LES FAKE NEWS NUISENT ET QUI ELLES FAVORISENT,
PAR THÈME**

FRAUDE ÉLECTORALE	OCCURRENCES	%
Contre Lula/Pour Bolsonaro	25	100
Contre Bolsonaro/Pour Lula	0	0
TOTAL	25	100

**TABLEAU 5 : QUI LES FAKE NEWS NUISENT ET QUI ELLES FAVORISENT,
PAR THÈME (2)**

RELIGION ET MORALITÉ	OCCURRENCES	%
Contre Lula/Pour Bolsonaro	14	82,35
Contre Bolsonaro/Pour Lula	3	17,65
TOTAL	17	100

**TABLEAU 6 : QUI LES FAKE NEWS NUISENT ET QUI ELLES FAVORISENT,
PAR THÈME (3)**

ÉCONOMIE	OCCURRENCES	%
Contre Lula/Pour Bolsonaro	5	55,56
Contre Bolsonaro/Pour Lula	4	44,44
TOTAL	9	100

**TABLEAU 7 : QUI LES FAKE NEWS NUISENT ET QUI ELLES FAVORISENT,
PAR THÈME (4)**

JUDICIAIRE	OCCURRENCES	%
Contre Lula/Pour Bolsonaro	8	100
Contre Bolsonaro/Pour Lula	0	0

**TABLEAU 8 : QUI LES FAKE NEWS NUISENT ET QUI ELLES FAVORISENT,
PAR THÈME (5)**

CORRUPTION	OCCURRENCES	%
Contre Lula/Pour Bolsonaro	7	100
Contre Bolsonaro/Pour Lula	0	0
TOTAL	7	100

**TABLEAU 9 : QUI LES FAKE NEWS NUISENT ET QUI ELLES FAVORISENT,
PAR THÈME (6)**

CAMPAGNE	OCCURRENCES	%
Contre Lula/Pour Bolsonaro	6	85,71
Contre Bolsonaro/Pour Lula	1	14,29
TOTAL	7	100

**TABLEAU 10 : QUI LES FAKE NEWS NUISENT ET QUI ELLES FAVORISENT,
PAR THÈME (7)**

SÉCURITÉ PUBLIQUE	OCCURRENCES	%
Contre Lula/Pour Bolsonaro	16	94,12
Contre Bolsonaro/Pour Lula	1	5,88
TOTAL	17	100

**TABLEAU 11 : QUI LES FAKE NEWS NUISENT ET QUI ELLES FAVORISENT,
PAR THÈME (8)**

POLITIQUE SOCIALE	OCCURRENCES	%
Contre Lula/Pour Bolsonaro	2	100
Contre Bolsonaro/Pour Lula	0	0
TOTAL	2	100

**TABLEAU 12 : QUI LES FAKE NEWS NUISENT ET QUI ELLES FAVORISENT,
PAR THÈME (9)**

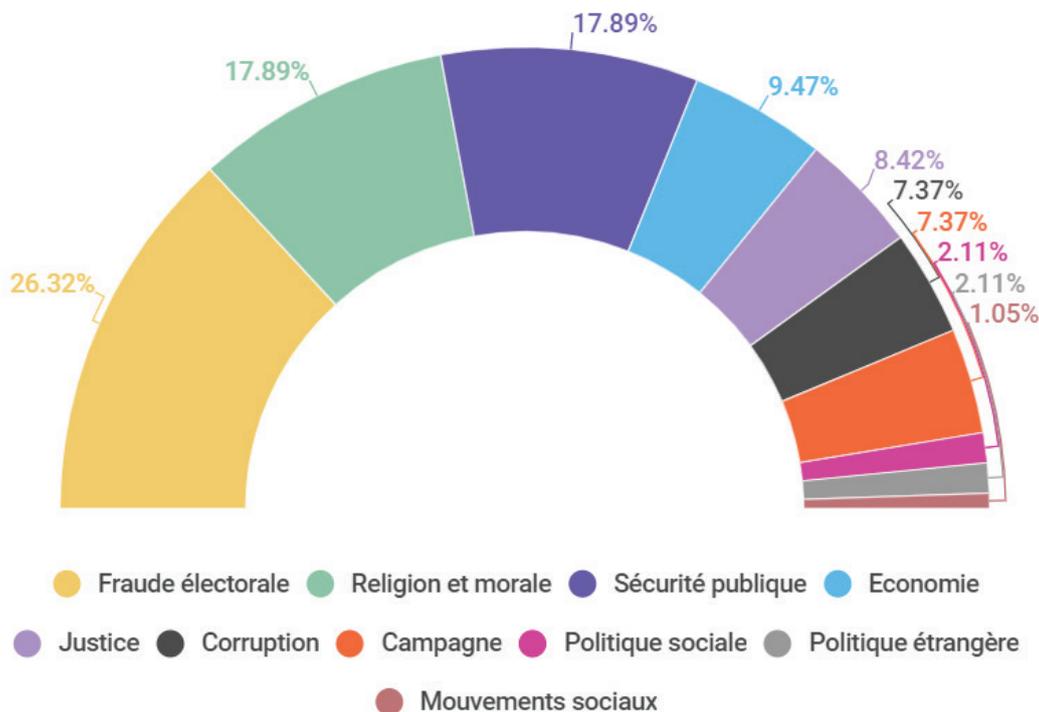
POLITIQUE ÉTRANGÈRE	OCCURRENCES	%
Contre Lula/Pour Bolsonaro	2	100
Contre Bolsonaro/Pour Lula	0	0
TOTAL	2	100

**TABLEAU 13 : QUI LES FAKE NEWS NUISENT ET QUI ELLES FAVORISENT,
PAR THÈME (10)**

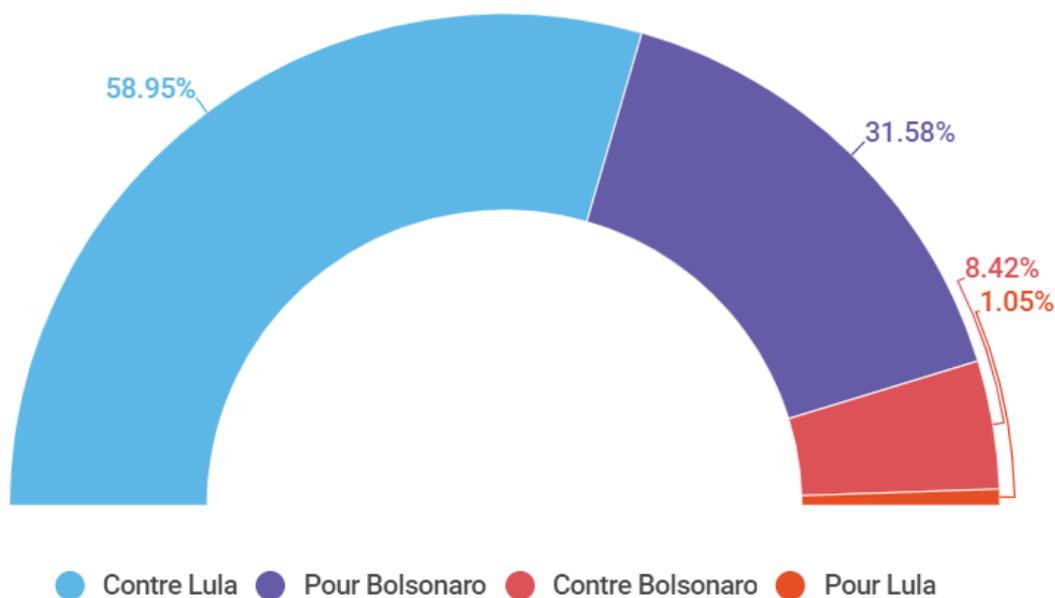
MOUVEMENTS SOCIAUX	OCCURRENCES	%
Contre Lula/Pour Bolsonaro	1	100
Contre Bolsonaro/Pour Lula	0	0
TOTAL	1	100

Ces données nous permettent de construire les graphiques¹⁷ suivants, qui nous aident à mieux visualiser le problème :

GRAPHIQUE 1
FAKE NEWS PAR CATÉGORIE (%)

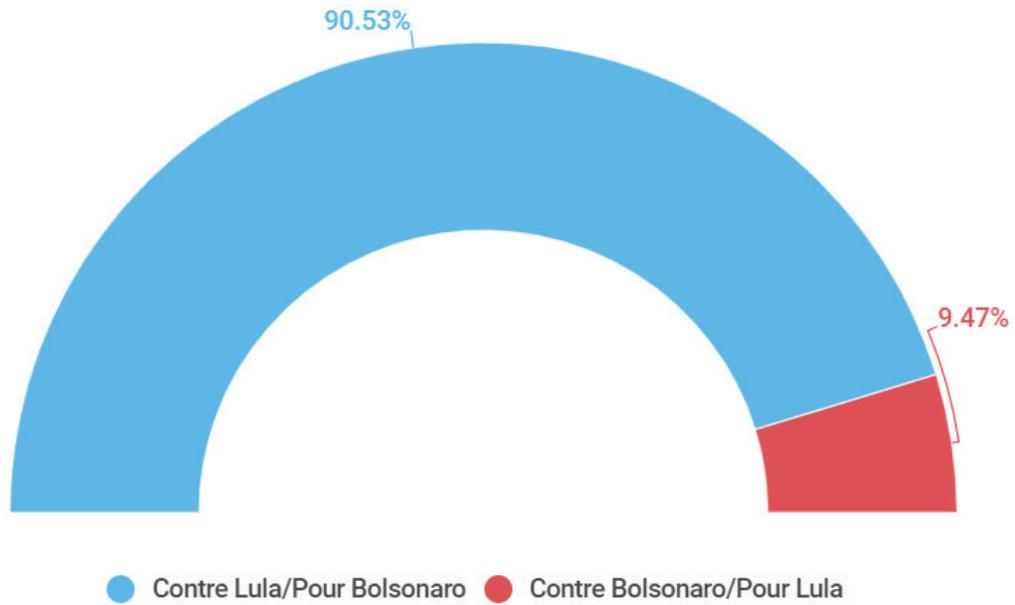


GRAPHIQUE 2 :
QUI LES FAKE NEWS NUISENT OU QUI ELLES FAVORISENT (%)



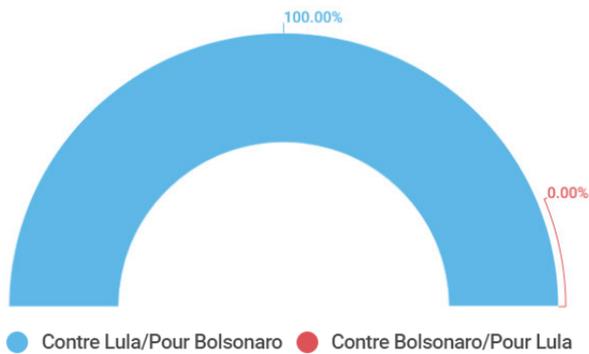
17 Graphiques produits sur la plateforme infogr.am.

GRAPHIQUE 3 :
QUI LES FAKE NEWS NUISENT-ELLES ET QUI FAVORISENT-ELLES, COMPILÉES (%)

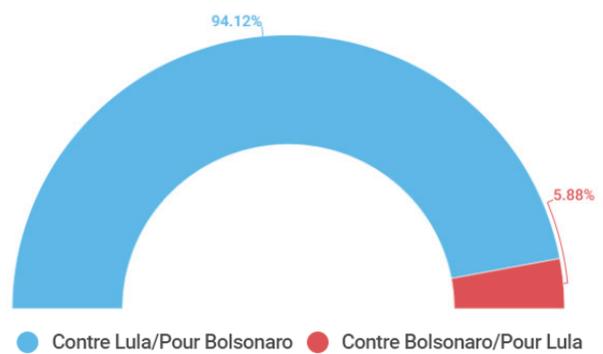


QUI LES FAKE NEWS NUISENT ET QUI ELLES FAVORISENT, PAR THÈME (%)

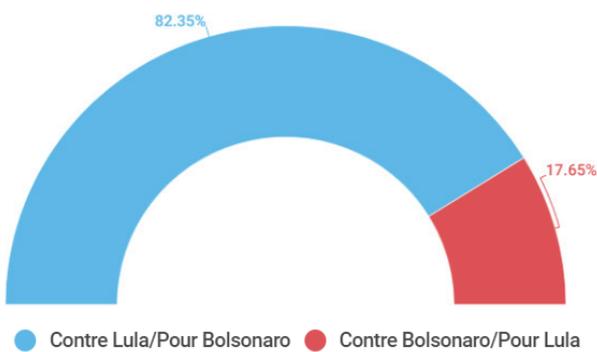
GRAPHIQUE 4 :
FRAUDE ÉLECTORALE



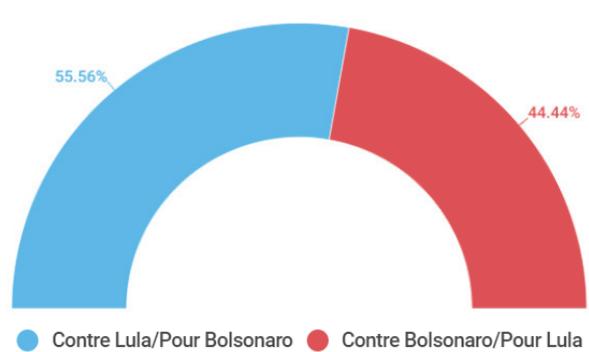
GRAPHIQUE 6 :
SÉCURITÉ PUBLIQUE



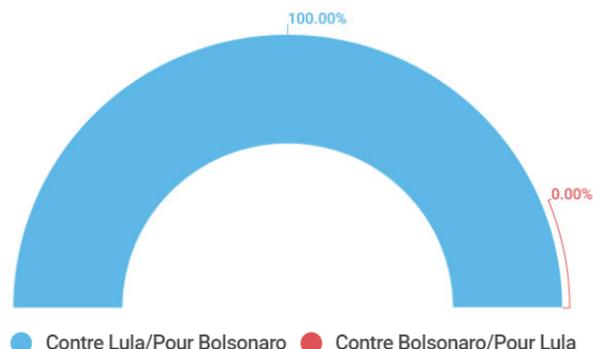
GRAPHIQUE 5 :
RELIGION ET MORALITÉ



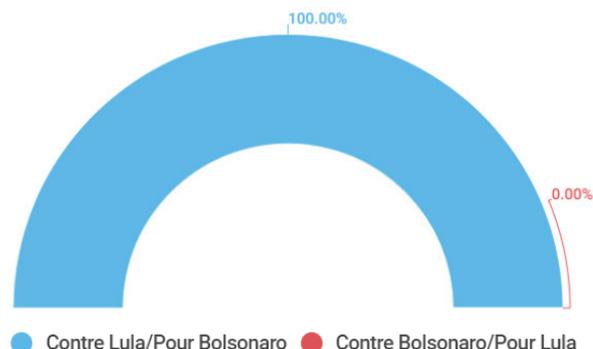
GRAPHIQUE 7 :
ÉCONOMIE



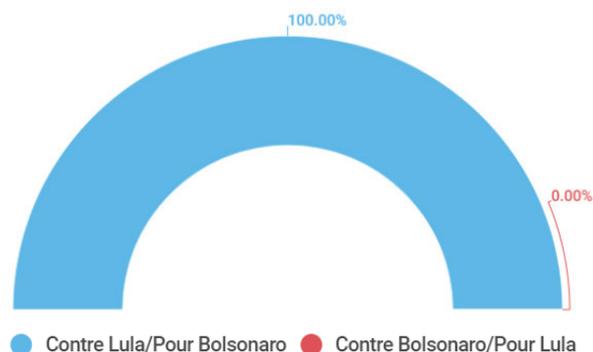
**GRAPHIQUE 8 :
JUDICIAIRE**



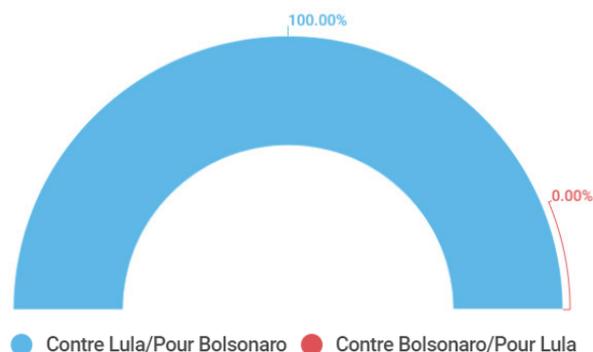
**GRAPHIQUE 11 :
POLITIQUE SOCIALE**



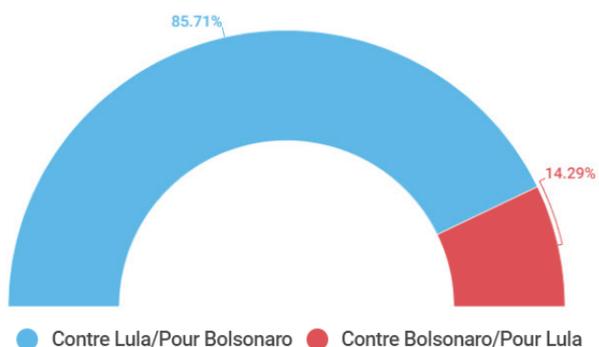
**GRAPHIQUE 9 :
CORRUPTION**



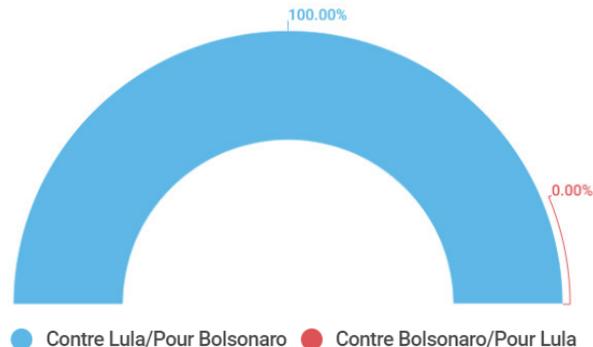
**GRAPHIQUE 12 :
POLITIQUE ÉTRANGÈRE**



**GRAPHIQUE 10 :
CAMPAGNE**



**GRAPHIQUE 13 :
MOUVEMENTS SOCIAUX**



Analyse des données

A partir du registre de ces informations, nous nous permettons de faire quelques commentaires. Tout d'abord, et au premier coup d'œil déjà détectable, nous soulignons la prédominance des fake news dont les sources sont liées au spectre idéologique du bolonarisme et de l'extrême droite : 90,53% des fake news vérifiées au second tour des élections brésiliennes de 2022 par les agences Lupa et Aos Fatos et par le STF ciblent le candidat du PT, Luiz Inácio Lula da Silva, ou favorisent son adversaire, Jair Bolsonaro, issu du PL. En résumé, sur dix fausses nouvelles qui ont circulé au cours du second tour, neuf étaient "bolsonaristes" et une seule "petiste".

Les trois catégories de "fake news" les plus utilisées sont la "fraude électorale", la "religion et

la morale” et la “sécurité publique”, qui représentent 62,10 % des enregistrements - c’est pourquoi nous accorderons une attention particulière à ces trois thèmes. Nous approfondirons également les considérations relatives au thème “économie”, le seul à enregistrer un certain équilibre entre les mensonges des deux parties impliquées. Un cas paradigmatique concernant la grammaire des fake news et les différentes réactions institutionnelles, plus ou moins efficaces, sera également commenté.

Fraude électorale

La fraude électorale est le thème qui compte le plus d’occurrences et toutes ces fake news visent Lula ou favorisent, d’une manière ou d’une autre, Bolsonaro. Il convient de noter que depuis 2018 - lorsqu’il a remporté les élections - et même avant, Bolsonaro a accusé les urnes électroniques d’être frauduleuses.¹⁸ Cette même accusation, répétée comme un mantra, a servi de base aux partisans de Bolsonaro pour contester la victoire de Lula et réclamer, dans des campements devant les casernes de l’armée dans plusieurs villes du Brésil, une intervention militaire dans le pays après l’élection de 2022. En janvier 2023, ces actes en faveur d’un coup d’État ont pris des proportions plus importantes, avec l’invasion et la destruction d’institutions symboles d’un régime démocratique, à savoir : les sièges des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire à Brasilia, la capitale fédérale. Les fake news sur ce thème s’avèrent donc stratégiques pour maintenir l’électorat bolonariste mobilisé, en plus de renforcer la rhétorique anti-système construite autour de la figure de l’ancien président, l’une de ses principales stratégies de marketing politique (MAIA ; SPANIOL ; KLEIN, 2022 ; DEMURU ; OLIVEIRA ; CUEVAS-CALDERÓN, 2021 ; ALBERNAZ, 2019).

Les fausses nouvelles concernant la fraude électorale portaient principalement sur la manipulation du décompte des voix. Sur les 25 nouvelles calculées, 18 marquent ce thème spécifique. Le registre est donné, par exemple, dans des rapports selon lesquels le nombre de votes a dépassé le nombre d’habitants dans certaines villes brésiliennes ; qu’une urne trouvée dans la rue n’avait pas de votes calculés ; que les électeurs ont voté pour le deuxième tour avec le vote du premier tour ; que le journal O Globo a eu un accès anticipé au résultat final des élections ; ou que Bolsonaro a perdu des votes en raison d’un dysfonctionnement de l’application du Tribunal supérieur électoral (TSE), l’organe responsable du décompte des votes et de la confirmation des résultats des scrutins.

Religion et morale

Dans la catégorie “religion et morale”, les sous-thèmes sont moins concentrés. Le thème de la sexualité se distingue avec cinq occurrences. Exemples : fausses nouvelles sur la mise en œuvre de

18 Viscardi (2020) analyse la manière dont Jair Bolsonaro utilise les substantifs “fake news”, “mensonge” et “vérité” sur son compte Twitter officiel. Cette analyse inclut les dénonciations - même si elles sont vagues et sans preuves - que Bolsonaro a faites, déjà en 2018, aux urnes électroniques et à la fluidité du processus électoral.

l'éducation homo-affective dans les écoles ; sur la possibilité que l'ancien député fédéral Jean Willys, qui est homosexuel, devienne le ministre de l'éducation de Lula, en cas de victoire de ce dernier ; sur le fait que des enseignants auraient forcé un élève à mettre du rouge à lèvres ; et sur la création de salles de bains unisexes dans les écoles.

Contrairement aux mensonges sur la fraude électorale, qui proviennent à 100 % de l'éventail bolonariste, on observe dans ce thème une sorte de ricochet de la rhétorique du PT : trois des 17 occurrences enregistrées attaquent le candidat Jair Bolsonaro. Bien qu'à plus petite échelle - la proportion de fake news attaquant Lula ou défendant Bolsonaro est beaucoup plus large -, il est intéressant de réfléchir à la réponse pétiste dans ce domaine de la religion et des coutumes, un thème qui résonne particulièrement avec l'électorat conservateur et qui, à son tour, est largement favorable au candidat d'extrême droite, Jair Bolsonaro ; en 2022, par exemple, il est mesurable qu'il a obtenu plus de votes dans les villes avec un plus grand nombre d'évangéliques (MELLO, 2022). D'ailleurs, l'une des thèses centrales qui cherchent à expliquer la victoire de Bolsonaro en 2018 part également de ce constat, et met en relation le vote et la religion (ALMEIDA, 2019 ; ALVES, 2018). Par une autre voie, Singer (2021) identifie le conservatisme populaire comme un moteur électoral au Brésil ; si l'on ajoute à cela le fait que l'électorat conservateur est majoritaire au Brésil, la contestation de ce segment de la population est justifiée.¹⁹ Selon nous, la querelle de pétiste dans ce domaine révèle l'aspect pragmatique de la construction et de la distribution de fausses nouvelles, déjà incorporées dans les campagnes politiques contemporaines, même si c'est par des moyens extra-officiels.

Ces fake news, dans lesquelles la campagne pétiste cherche à atteindre un public qu'elle n'atteint pas habituellement, montrent également les possibilités d'utiliser la propagande ultra-personnalisée des réseaux sociaux, avec la segmentation de publics très spécifiques. Ainsi, les campagnes peuvent orienter le discours conservateur vers un public conservateur - n'importe quel discours vers n'importe quel public spécifique, en fait : il est possible de segmenter le public en fonction du sexe, de l'âge, de la localisation, du niveau d'éducation et financier, d'événements spécifiques (comme le fait de vivre loin de sa famille, d'être récemment marié ou d'être ami avec quelqu'un qui fête son anniversaire dans une semaine), de la composition de la famille, du statut de la relation, de la profession, des intérêts politiques et des causes sociales, des goûts musicaux et des habitudes culturelles, en plus des habitudes de consommation (préférer les achats à prix réduit, faire habituellement des achats à des dates commémoratives, préférer les valeurs élevées), parmi d'autres possibilités. Ainsi, il est possible de définir un public très spécifique, tel que "les femmes âgées de 45 à 65 ans, dans un rayon de 30 kilomètres autour de Rio Branco, à Acre, avec un niveau d'études secondaires incomplet, mères d'enfants âgés de 3 à 8 ans, divorcées ou veuves, qui ont des relations à distance, qui ont un anniversaire en octobre, qui travaillent dans les services de nettoyage ou dans la

19 Singer (2021, p.713) perçoit historiquement la droite comme la "position préférée" des Brésiliens ; ainsi, "[...] les électeurs prédisposés à la droite constituaient une masse silencieuse lorsqu'il n'y avait pas de candidats présidentiels conservateurs compétitifs" - une image qui change en 2018, lorsque Bolsonaro est candidat. Les victoires du PT, en particulier après 2006, sont dues à la capacité du lulisme à désactiver le conservatisme.

vente, qui s'intéressent à l'éducation des enfants et au concept de famille et, également, à la chanteuse Anitta”.

La segmentation ci-dessus, bien sûr, n'est qu'un exemple pour démontrer certains des filtres possibles dans la machine publicitaire des médias sociaux - le modèle a été construit par nous dans le questionnaire de publicité de Facebook, en tant qu'exercice pour notre argumentation. Le point que nous voulons souligner est le suivant : dans un univers de communication pulvérisée, le discours des campagnes est également fragmenté et s'adresse à des groupes d'intérêt très spécifiques. Dans cette logique, les candidats peuvent orienter leurs discours vers un groupe sans que cela n'affecte ce qu'ils adressent à d'autres groupes, même s'ils sont contradictoires. Chaque “bulle” recevra son contenu sans savoir ce qui se passe dans le fil d'actualité des autres. La réalité prend des contours ultra-personnalisés et, pas rarement, ce qui est évident pour une personne est inimaginable pour une autre - jusqu'à ce que l'on tombe, plus tard, sur des articles d'agences de vérification qui abordent des sujets a priori déplacés, comme l'accusation du fils de Lula d'avoir roulé dans une Ferrari plaquée or en Uruguay ; ou la distribution, par le gouvernement du PT, du fameux “ kit gay “ et de bouteilles en forme de “ bite “ : deux fake news prédominantes tout au long de l'élection de 2018.²⁰

La fake news 2022 petiste sur la “religion et la moralité” associait Bolsonaro au satanisme, parlait d'une prétendue tentative de Bolsonaro de mettre fin à une fête religieuse et de critiques qu'il aurait formulées à l'encontre de prêtres et d'évêques de l'Église catholique. En termes de résultats pratiques, il est difficile de mesurer l'impact direct de cette tactique pragmatique et de l'utilisation de fake news pour atteindre Bolsonaro parmi son électorat le plus fidèle ; on peut néanmoins en déduire que les fake news promues par les pétiste n'ont pas été très efficaces, puisque le segment évangélique a voté à nouveau en masse pour le candidat d'extrême-droite. Malgré les mensonges diffusés, il n'y a donc pas eu de désactivation du conservatisme, pour reprendre les termes de Singer (2021). La machine bolonariste de production et de diffusion de fake news s'est avérée plus efficace sur ce thème (et sur tous les thèmes analysés, d'ailleurs) : en ce qui concerne la religion et la moralité, 82,35% des mensonges ont porté préjudice à Lula ; et seulement 17,65% à Bolsonaro.

Sécurité publique

Dans le thème “sécurité publique”, une seule occurrence est contre Bolsonaro, et elle est liée à l'attaque de son allié, Roberto Jefferson, contre des agents de la police fédérale (l'ancien député a réagi à un ordre d'arrestation et a attaqué des agents de la police fédérale avec 20 coups de fusil et deux grenades la semaine précédant le second tour de scrutin). La fausse nouvelle s'est répandue qu'une des policières attaquées par Jefferson était enceinte au moment des faits et que la confrontation lui aurait fait perdre son bébé, ce qui n'est pas vrai.

20 Pour en savoir plus sur la production discursive de fake news bolonaristes en 2018, voir Fiori Arantes, Barboza, Okuma et Vilas Boas (2021). Concernant la supposée Ferrari d'or du fils de Lula, Silva (2017) dément la nouvelle.

Les 16 autres incidents visaient tous la candidature de Lula et le sous-thème principal était l'association à la criminalité, ce qui implique que Lula et le PT ont différents types de liens et de coopération avec des organisations criminelles. Par exemple, une image a été modifiée pour faire croire que Lula s'était tenu à côté d'un trafiquant de drogue connu sur une tribune à Rio de Janeiro ; de fausses nouvelles ont également été diffusées selon lesquelles Lula portait une casquette en soutien à une organisation criminelle, également à Rio de Janeiro ; que des prisonniers ont célébré la victoire de Lula au premier tour ; ou que des trafiquants de drogue ont envahi des bureaux de vote à Rocinha et Turano, à Rio de Janeiro, pour forcer les gens à voter pour Lula.

Outre les questions liées à la sécurité publique et à la violence urbaine qui font partie de la rhétorique conservatrice, comme l'utilisation de maximes telles que "un bon criminel est un criminel mort"²¹ ou "les droits de l'homme pour des hommes intègres", le facteur géographique se distingue dans les "fake news" de ce thème : Rio de Janeiro est un État en proie à de nombreux conflits et à une lutte constante pour la domination territoriale entre les trafiquants de drogue et les milices (groupes de policiers et d'anciens policiers qui agissent avec violence et parallèlement à l'action de l'État ; ils contrôlent des quartiers de la ville, perçoivent des taxes auprès des commerçants et des habitants et commandent même le trafic de stupéfiants).²² Nous en déduisons que la résonance d'un contenu sur la sécurité publique est plus grande dans un État qui vit des problèmes quotidiens dans la région - on peut aussi utiliser, pour cette communication ciblée, le pouvoir de segmentation de l'audience des réseaux sociaux.

Économie

Comme on le voit, les fake news sont largement en faveur de Bolsonaro et contre Lula. Dans une seule catégorie, cette différence s'atténue (mais ne s'estompe pas) : "l'économie". Ici, il y a 5 mensonges contraires à Lula et 4 contraires à Bolsonaro. La nouvelle qui attaque Bolsonaro parle de la possibilité que Fernando Collor soit nommé ministre dans un éventuel nouveau gouvernement, ce qui représenterait le risque d'une nouvelle confiscation des comptes d'épargne, similaire à ce qui s'est passé lorsqu'il était président du Brésil entre 1990 et 1992. Cette fake news apparaît dans deux enregistrements différents, qui utilisent des ressources photo et vidéo ; les deux autres fake news "petiste" parlent de l'attaque de Bolsonaro contre le droit du travail, avec des coupes dans les salaires et les pensions.

En ce qui concerne les attaques contre Lula, les fausses nouvelles affirment que le candidat du PT mettrait fin au modèle de paiement PIX, à la catégorie juridique MEI (Micro-Empreendedor

21 Muniz (2009) fait une analyse intéressante de cette maxime, la considérant comme faisant partie du sens commun des cercles sociaux brésiliens et trouvant son origine dans les médias et les produits journalistiques.

22 Rio de Janeiro est l'origine politique de Jair Bolsonaro et de ses fils ; et la famille a plusieurs indices d'association avec ces groupes criminels et violents (MANSO, 2020).

Individual), au travail par application selon les modèles d'Uber et d'IFood, et qu'il bloquerait également l'épargne, afin de garantir le paiement de l'allocation Auxílio Brasil.

Ce que cette "quasi-concordance" suggère est - selon nous - la centralité de la question pour la campagne petiste, d'une part, et le fait que l'agenda économique est considéré comme l'un des points faibles de la campagne de Bolsonaro, qui a obtenu de piètres résultats dans ce domaine. En effet, bien qu'entre fin 2018 et 2019 l'évaluation de la situation économique du pays ait enregistré une amélioration, la perception, au sein de la population, que l'économie s'est détériorée fait un bond entre 2019 et 2021, passant de 37 % à 69 %. Ce niveau élevé se maintient jusqu'à la fin de l'année 2022 (DATAFOLHA, 2022). La fin des prestations fournies tout au long de la pandémie de covid-19, ainsi que la recrudescence de la faim au Brésil, sont des déclencheurs potentiels de cette perception : entre fin 2020 et 2022, le nombre de ménages dont les résidents souffrent de la faim est passé de 9 % (19,1 millions de personnes) à 15,5 % (33,1 millions de personnes). En un peu plus d'un an, 14 millions de nouveaux Brésiliens se sont retrouvés en situation de faim (MALUF, 2022). Il est donc logique que les attaques "petiste" se concentrent sur ce thème - même si elles ne le font pas directement, s'attaquant plutôt à une peur diffuse concernant la figure de Collor ; et les questions de travail, un thème historiquement et manifestement cher au PT.

Un cas emblématique du développement du langage des "fake news" (fausses nouvelles)

L'utilisation d'un langage populaire, simple, sensationnel et facile à comprendre fait partie de la grammaire des fake news ; c'est leur stratégie de diffusion. Cependant, ces stratégies impliquent d'autres facteurs, en fonction du public qu'elles cherchent à atteindre, et peuvent prendre d'autres formes. L'une de ces mutations qui a retenu notre attention est l'utilisation des agences de vérification elles-mêmes comme matrice pour la production de fake news : l'un des contenus analysés prétendait être une nouvelle vérifiée, affirmant comme vrai ce qui était, en fait, faux. Dans ce document, à côté d'un montage de Lula tenant une statue de l'entité païenne Baphomet, un titre indiquait : "C'est une vraie image où l'ex-président Lula tient une statue de Baphomet".

Ce type de contenu met en évidence, d'une part, la mise à jour permanente et la multiplicité du langage des "fake news" et, d'autre part, l'importance prise par les agences de vérification, puisqu'elles acquièrent une valeur de vérité lorsqu'elles sont subverties : elles deviennent, après tout, un modèle pour quelque chose qui essaie de paraître vrai. D'ailleurs, dans les procès qui ont eu lieu lors de l'élection de 2022 et qui concernaient des cas de fake news, le TSE a accepté la vérification d'agences spécialisées - telles que Lupa et Aos Fatos - comme preuve pour définir si un contenu était vrai ou non, ce qui a accéléré les processus et a donné encore plus d'importance aux contenus qui sont également à la base de cet article.

Face à la large circulation des fake news lors du second tour des élections présidentielles, en examinant les contrôles promus par la Campagne contre la désinformation du STF, nous nous rendons compte des limites et des défis majeurs auxquels les institutions brésiliennes devront faire face pour stopper l'engrenage d'un écosystème qui prolifère les mensonges et les nouvelles décontextualisées. Sur les 95 occurrences enregistrées dans notre corpus empirique, le STF n'a été responsable que de trois enquêtes. Deux concernaient le ministre Gilmar Mendes (qui aurait déjeuné avec le fils de Lula à Rome ; et qu'il quitterait son poste en cas de victoire de Bolsonaro) ; et une autre, également vérifiée par l'agence Lupa, selon laquelle le ministre Barroso aurait déclaré son soutien à Bolsonaro. Toutes ces informations étaient fausses.

Des initiatives telles que les contrôles du STF semblent donc modestes au regard d'un système mis en place il y a plusieurs années et qui jouit d'une profonde capillarité dans la société. Cependant, d'autres mesures judiciaires semblent avoir eu un impact plus important - du moins lors des élections de 2022, ce qui pourrait indiquer la voie à suivre pour lutter contre la culture de la désinformation. Pires (2022), en révélant une partie de la structure mise en place par le PT pour faire face aux mensonges en période électorale, souligne que la stratégie de la campagne de Lula était basée sur une cartographie réalisée par des chercheurs et qui, en bref, a montré qu'il n'y avait rien de spontané ou d'organique dans la diffusion des fake news de Bolsonaro : au contraire, il s'agissait d'actions coordonnées et impliquaient principalement 81 profils sur les réseaux sociaux - parmi eux, des membres du parlement et les enfants de Jair Bolsonaro.²³

Elle a également montré que l'écosystème de désinformation de Bolsonaro fonctionnait selon quatre axes thématiques principaux : "violence et criminalité", "religion et coutumes", "discrédit du système électoral" et "agenda socio-économique" - des thèmes qui ne sont pas le fruit du hasard et qui ressortent également de notre analyse.

Pour Zanin (2022) - avocat qui a agi dans les procès de la campagne de Lula devant le TSE - la cartographie réalisée par des chercheurs liés au PT était essentielle pour montrer de manière systématique comment la production et la diffusion de fausses nouvelles se produisaient à partir de la catégorisation des profils des opposants de Lula sur les réseaux : « nous avons pu identifier un modèle de comportement dans cet environnement numérique qui serait très utile pour les actions et autres mesures juridiques que nous développerions » (ZANIN, 2022, s.p.). En ce sens, il était donc pertinent de prouver que les actions étaient normalisées et, par conséquent, coordonnées, et qu'elles

23 À la suite du travail effectué tout au long des élections et de l'action en justice du PT devant le TSE, le parti a envoyé une action d'enquête judiciaire électorale (Aije) au tribunal. Cette action accuse les responsables du réseau de désinformation de Bolsonaro, désormais identifiés, de délit électoral, d'abus de pouvoir économique, d'abus de pouvoir médiatique et d'abus de pouvoir politique - ce dernier point incluant la figure de l'ancien président Jair Bolsonaro, qui serait inéligible pendant huit ans en cas de condamnation.

visaient à utiliser la logique des réseaux sociaux pour diffuser des contenus mensongers, conduisant les gens à des conclusions erronées et détériorant l'environnement démocratique.

Lemos (2022) comprend également qu'il est plus important de prouver et de démanteler la structure organisée du réseau, y compris les parties finançant l'appareil technologique de diffusion des fausses nouvelles, que d'évaluer et de juger au cas par cas. Cependant, les initiatives législatives semblent glisser sur ce point : c'est le cas du projet de loi 2630/2020, une initiative du sénateur Alessandro Vieira (PSDB/SE). Il institue la loi brésilienne sur la liberté, la responsabilité et la transparence sur Internet et est devenu connu sous le nom de "loi sur les fausses nouvelles". Cependant, le texte initial du projet a été fortement critiqué par les chercheurs et les organisations de la société civile, qui lui reprochaient de faciliter les actes de censure (ABRAJI, 2020). Au Sénat, le texte de substitution d'Angelo Coronel (PSD-BA) a été approuvé, en le défendant dans les termes suivants : "La préoccupation était de rechercher des mécanismes qui garantissent, de manière responsable et équilibrée, l'identification des utilisateurs afin que, s'ils commettent des actes illicites, nous sachions qui tenir pour responsable" (ARAÚJO, 2022). L'accent était donc mis sur l'action individuelle. Le texte a ensuite été modifié par le député Orlando Silva (PCdoB/SP) ; la version actuelle diverge de l'original sur des points importants, comme la prétention de définir précisément ce qui est faux, au cas par cas - ce qui nécessiterait une définition juridique très stricte de ce qui est, ou n'est pas, vrai. Le projet n'aborde donc plus directement les questions relatives aux fake news et n'entend plus définir ce qui peut ou ne peut pas être dit sur les réseaux sociaux, mais traite des questions plus structurelles de la culture de la désinformation et de la logique de diffusion de ces contenus mensongers (MACHADO ; DURIGAN ; PEREIRA, 2022).

Surtout après les épisodes du 8 janvier, avec l'invasion de la Praça dos 3 Poderes à Brasília, le nouveau gouvernement Lula considère que la régulation des réseaux sociaux est essentielle. En ce sens, il prépare un projet de loi qui prévoit un "devoir de diligence" pour les Big Techs, qui devraient agir de manière proactive pour empêcher la diffusion de contenus qui appellent à l'abolition de l'État de droit démocratique, encouragent la violence pour déposer le gouvernement et incitent publiquement à l'animosité entre les forces armées et les pouvoirs constitutionnels (MELLO, 2023). En cas de non-respect, les entreprises se verraient infliger une amende.

Michailidou, Eike et Trenz (2023) commentent les mesures prises dans l'Union européenne pour contenir la désinformation : d'abord des actions éducatives et volontaires, avec l'aggravation du problème et le risque croissant pour l'environnement démocratique, les mesures sont devenues obligatoires, avec des sanctions prévues par la loi, rendant les Big Techs responsables de la suppression et du contrôle du contenu circulant sur leurs plateformes qui violent la loi - se rapprochant du texte actuel de la loi brésilienne sur les fausses nouvelles. Mais surtout, les auteurs soulignent l'urgence de renforcer la notion de communication en tant que bien public, et pas seulement en tant qu'entreprise commerciale : "Crucially, the recognition of news media not only as commercial enterprises but also as a public good indicates a first step, albeit reluctant, away from the hyper-marketisation outlook that has defined the digital public sphere era so far" (MICHAILIDOU ; EIKE ; TRENZ, 2023, p.70).

D'autres mesures de lutte contre la désinformation impliquent l'éducation à la consommation

des médias : c'est dans ce sens que la politique nationale sur l'éducation numérique a été sanctionnée en janvier 2023 au Brésil. Les universités et, plus particulièrement, les écoles de communication et de journalisme sont également actives dans ce domaine : nous soulignons ici une activité de notre programme - le Programme de troisième cycle en communication de l'Université fédérale de Rio Grande do Sul (PPGCOM/UFRGS), intitulé "Analyse critique des médias", qui opère dans les écoles publiques dans le but de former une "compétence médiatique" chez les étudiants. On attend d'eux qu'ils puissent utiliser et s'approprier les médias de manière critique, en étant capables d'identifier les contenus erronés (FAJARDO et al., 2022).

En somme, on perçoit l'importance d'une lutte systémique, et non ponctuelle, contre un réseau bien financé et organisé, avec capillarité, présent dans plusieurs pays du monde, surtout lié à l'extrême droite (MICHAILIDOU ; EIKE ; TRENZ, 2023), qui a su tirer profit des logiques de fonctionnement des appareils mis à disposition par les réseaux sociaux et les applications de messagerie, qu'il s'agisse des chambres d'écho ; de la circulation de l'information à travers les réseaux affectifs ; de la production de la méfiance, à leurs fins politiques, à l'égard de tout autre moyen de représentation et de communication officiel ou traditionnel : les chambres d'écho ; la circulation de l'information à travers des réseaux d'affection ; la production de la méfiance, à leurs fins politiques, à l'égard de tout autre mode de représentation et de communication officielle ou traditionnelle.

Considérations finales

Notre objectif dans cet article était d'identifier les principales fake news qui ont circulé lors des élections brésiliennes de 2022, ainsi que leurs cibles - ce qui nous a permis de déduire leur origine, c'est-à-dire leur auteur. Ensuite, nous discutons des résultats trouvés dans notre corpus empirique, qui a été construit à partir de nouvelles provenant des deux principales agences de vérification au Brésil - Lupa et Aos Fatos - et de la plateforme de lutte contre la désinformation de la STF. Nous avons également fait quelques commentaires sur les initiatives institutionnelles de lutte contre la désinformation au Brésil et dans le monde, leurs limites et leurs défis. Avant, brièvement, nous présentons un aperçu de l'écosystème de communication qui non seulement permet mais aussi facilite la circulation des fake news : c'est la logique commerciale prédominante dans le fonctionnement des réseaux sociaux - Twitter, Instagram, Facebook, TikTok, entre autres - et des applications de communication instantanée - Whatsapp et Telegram. Sur ce point, nous affirmons que les plateformes commerciales sont préoccupées, avant toute question démocratique, par l'extraction maximale de leur matière première essentielle, à savoir les données comportementales des utilisateurs, afin d'améliorer l'efficacité de ce qu'elles offrent réellement, à savoir une publicité ultra-personnalisée.

L'analyse empirique, à son tour, a montré, tout d'abord, la prédominance des fake news attaquant le candidat Luiz Inácio Lula da Silva, dans un rapport de 9 à 1. La machine à fausses nouvelles a en fait été prépondérante dans l'un des camps du conflit électoral et les fausses symétries peuvent s'avérer être des erreurs d'analyse significatives. Une fois l'exception faite, nous avons également pu

analyser quelles étaient les fake news provenant du camp pétiste ; celles-ci portaient notamment sur l'agenda économique, mais contestaient également le thème de la “religion et de la morale”, sensible pour l'électorat conservateur - l'une des bases politiques de Bolsonaro.

Le thème le plus exploré par la culture de la désinformation est la fraude électorale (26,32%). Parmi eux, 100 % provenaient du spectre bolsonariste. En ce qui concerne la religion et la morale, ainsi que la sécurité publique, deuxième thème le plus abordé (17,89 % des occurrences chacun), 82,35 % et 94,12 % étaient bolsonaristes, et 17,65 % et 5,88 %, petistes, respectivement. Selon plusieurs chercheurs, ces deux thèmes - la peur de la violence et l'agenda moral - sont les plus activés par la droite conservatrice au Brésil (SINGER, 2021), ce qui correspond à nos données.

Références

- ABRAJI. PL das fake news ameaça privacidade e liberdade de expressão. Site. 2020.
- ALBERNAZ, Vinicius. Análise das características do discurso populista de Jair Bolsonaro nas eleições brasileiras de 2018. *Revista Portuguesa de Ciência Política*, nº12, p.131-146. 2019.
- ALLCOTT, Hunt; GENTZKOW, Matthew. Social Media and Fake News in the 2016 Election. *Journal of Economic Perspectives*, v.31, nº2, p.211–236. 2017.
- ALMEIDA, Ronaldo de. Bolsonaro presidente: conservadorismo, evangelismo e a crise brasileira. *Novos estudos*, v.38, nº01, p.185-213. São Paulo, CEBRAP: 2019.
- ALVES, José Eustáquio Diniz. O voto evangélico garantiu a eleição de Jair Bolsonaro. Instituto Humanitas Unisinos. 2018.
- ANSPACH, Nicolas. The New Personal Influence: How Our Facebook Friends Influence the News We Read. *Political Communication*, Volume 34, Issue 4. 2017.
- APARICI, R.; GARCÍA-MARÍN, M. (Coords). *La posverdad: una cartografía de los medios, las redes y la política*. Barcelona: Gedisa, 2019.
- ARAÚJO, Janaína. Projeto de lei das fake news deve voltar à análise no Senado. *Rádio Senado*. Site. 2022.
- BEZERRA, Arthur Coelho; COSTA, Camila Mattos da. Pele negra, algoritmos brancos: informação e racismo nas redes sociotécnicas. *Liinc em Revista*, v.18, n.2, 2022.
- D'ANCONA, Matthew, 2018. *Pós-verdade: a nova guerra contra os fatos em tempos de fake news*. Barueri: Faro Editorial, 2018.
- DATAFOLHA. Eleições 2022. Datafolha - Instituto de Pesquisas. 2022. Disponível em: <https://media.folha.uol.com.br/datafolha/2022/10/29/economia-e-beneficios-sociais-2-turno-27-10-22.pdf>.
- _____. Grau de confiança nas instituições. Datafolha - Instituto de Pesquisas. 2019. Disponível em: <http://media.folha.uol.com.br/datafolha/2019/04/15/e4dfasfas453434vfa423vavsxfd429b35922gci.pdf>.
- _____. Uso de redes sociais - eleições 2018. Datafolha - Instituto de Pesquisas. 2018. Disponível em: <http://media.folha.uol.com.br/datafolha/2018/10/27/44cc2204230d2fd45e18b039ee8c07a6>.

pdf.

DATAREPORTAL. Digital 2022: Brazil. Site. 2022. Disponível em: <https://datareportal.com/reports/digital-2022-brazil?rq=brazil>.

DATASENADO. Maioria dos brasileiros apoia a criação de uma lei contra fake news. Site. 2020. Disponível em: <https://www12.senado.leg.br/institucional/datasenado/publicacaodatasenado?id=maioria-dos-brasileiros-apoia-a-criacao-de-uma-lei-contr-fake-news>

DE VITO, Michael. From Editors to Algorithms: a values-based approach to understanding story selection in the Facebook news feed. *Digital Journalism*, v.5, Issue 6, p.753-773, 2017.

DEMURU, Paolo; OLIVEIRA, Felipe Pimenta Rodrigues de; CUEVAS-CALDERÓN, Elder. Regímenes de corporeidad y producción de sentido en el discurso visual de Bolsonaro: exploraciones sociosemióticas. *Comunicación y Sociedad*, p. 1-27, 2021.

DOMO. Data never sleeps 10.0. Site. 2022. Disponível em: <https://www.domo.com/data-never-sleeps#>.

DONEDA, Danilo; ALMEIDA, Virgílio. O que é a governança de algoritmos? In: BRUNO, Fernanda; CARDOSO, Bruno; KANASHIRO, Marta; GUILHON, Luciana; MELGAÇO, Lucas (orgs.). *Tecnopolíticas da vigilância: perspectivas da margem*. São Paulo: Boitempo, 2018.

EMPOLI, Giuliano da. Os engenheiros do caos: como as fake news, as teorias da conspiração e os algoritmos estão sendo utilizados para disseminar ódio, medo e influenciar eleições. São Paulo: Vestígio, 2019.

ÉPOCA. Mais uma vez, Facebook altera algoritmo para priorizar amigos e conteúdo de interesse. *Época Negócios*. Site. 2019. Disponível em: <https://epocanegocios.globo.com/Tecnologia/noticia/2019/05/mais-uma-vez-facebook-altera-algoritmo-para-priorizar-amigos-e-conteudo-de-interesse.html>.

FAGUNDEZ, Ingrid. Como exército de voluntários se organiza nas redes para bombar campanha de Bolsonaro a 2018. *BBC Brasil*. Site. 2017. Disponível em: <https://www.bbc.com/portuguese/salasocial-39837332>.

FAJARDO, Sérgio; BALDISSERA, Rudimar; VINHOLA, Bruno; SILVEIRA, Amanda Braga. Desafio de crítica da mídia: formação de estudantes do ensino médio público para competência midiática. *Culturas Midiáticas: dossiê temático – desinformação, competências midiáticas, checagem de fatos e jornalismo*, v.17, 2022.

FESTIGER, Leon. *Teoria da dissonância*. Rio de Janeiro: Zahar, 1975.

FIORI ARANTES, Pedro; BARBOZA, Isabel; OKUMA, André; VILAS BOAS, Alexandre. Assombro, transgressão e falsificação na estética de combate bolsonarista: armas discursivas e produção visual na vitória da extrema-direita em 2018. *Revista Eco-Pós*, v. 24, n. 2, p. 90–123, 2021.

FOLETTTO, Leonardo. Ressaca da Internet, espírito do tempo. *Outras Palavras*. Site. 2018. Disponível em: <https://outraspalavras.net/tecnologiaemdisputa/ressaca-da-internet-espírito-do-tempo/>.

FUMAGALLI, Andrea. As finanças no comando bioeconômico do trabalho vivo. *Revista do Instituto Humanitas Unisinos*, edição 327, p.11-13, 2010.

GELFERT, Axel. Fake News: A Definition. *Informal Logic*, v.38, n.1, p.84–117, 2018.

ISAAC, Mike; EMBER, Sydney. Facebook to Change News Feed to Focus on Friends and Family. *The New York Times*. Site. 2016. Disponível em: <https://www.nytimes.com/2016/06/30/technology/facebook-to-change-news-feed-to-focus-on-friends-and-family.html?mcubz=0>.

KAKUTANI, Michiko. *La muerte de la verdad: notas sobre la falsedad en la era Trump*. Barcelona: Galáxia Gutemberg, 2019.

KOZINETS, Robert; PATTERSON, Anthony; ASHMAN, Rachel. Networks of Desire: How Technology Increases Our Passion to Consume. In: *Journal of Consumer Research*, v.43, p.659-682. Oxford, 2017.

LEMOS, Ronaldo. AGU não aprendeu lições sobre fake news. *Folha de S.Paulo*. Site. 2023. Disponível em: <https://www1.folha.uol.com.br/colunas/ronaldolemos/2023/01/agu-nao-aprendeu-licoes-sobre-fake-news.shtml>.

MACHADO, Caio Vieira; DURIGAN, Victor; PEREIRA, Laura. PL das Fake News: entenda o que é, seu impacto e as principais críticas. *Jota*. Site. 2022. Disponível em: <https://www.jota.info/opiniao-e-analise/artigos/pl-das-fake-news-entenda-o-que-e-seu-impacto-e-as-principais-criticas-18042022>

MAIA, Lídia; SPANIOL, Bruna; KLEIN, Eloísa. Populismo digital e autenticidade fabricada na campanha de Jair Bolsonaro no Instagram. *Liinc em Revista*, v.18, n.2, 2022.

MALUF, Renato (coord.). *II VIGISAN: Inquérito Nacional sobre Insegurança Alimentar no Contexto da Pandemia da Covid-19 no Brasil*. São Paulo: Fundação Friedrich Ebert; Rede Penssan, 2022.

MANSO, Bruno Paes. *A república das milícias: dos esquadrões da morte à era Bolsonaro*. São Paulo: Todavia, 2020.

MARTENDAL, Luan. Bilionários da tecnologia ocupam 60% do topo da lista dos mais ricos. *Tilt - UOL*. Site. 2022. Disponível em: <https://www.uol.com.br/tilt/noticias/redacao/2022/04/07/seis-dos-dez-maiores-bilionarios-do-mundo-sao-do-universo-da-tecnologia.htm>.

MEEKER, Mary. *Internet trends 2019*. Bond, 2019. Disponível em: <https://www.bondcap.com/reports/it19>.

MELLO, Igor. Bolsonaro teve maior votação em cidades com mais evangélicos. *UOL*. Site. 2022. Disponível em: <https://noticias.uol.com.br/eleicoes/2022/10/15/bolsonaro-teve-maior-votacao-em-cidades-com-mais-evangelicos.htm>.

MELLO, Patrícia Campos. Governo Lula quer impor obrigações para big techs reduzirem conteúdo golpista. *Folha de S.Paulo*. Site. 2023. Disponível em: <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2023/01/governo-lula-quer-impor-obrigacoes-para-big-techs-reduzirem-conteudo-golpista.shtml>.

_____. *A máquina do ódio: notas de uma repórter sobre fake news e violência digital*. São Paulo: Companhia das Letras, 2020.

MICHAILIDOU, Asimina; EIKE, Elisabeth; TRENZ, Hans-Jörg. Journalism, Truth and the Restoration of Trust in Democracy: Tracing the EU 'Fake News' Strategy. In: *Europe in the Age*

of Post-Truth Politics: Populism, Disinformation and the Public Sphere. CONRAD, Maximilian; HÁLFDANARSON, Guðmundur; MICHAILIDOU, Asimina; GALPIN, Charlotte; PYRHÖNEN, Niko (orgs.). Cham, Switzerland: Palgrave Macmillan, 2023.

MORAES, Acácio. 94% têm conta em alguma rede social; WhatsApp lidera com 92%. Folha de S.Paulo. Site. 2022.

MOROZOV, Evgeny. Big Tech: a ascensão dos dados e a morte da política. São Paulo: Ubu Editora, 2018.

MUNIZ, Montgomery Wellington. “Bandido bom é bandido morto! (?)”. BDJur, Brasília, DF, 2009. Disponível em: <http://bdjur.stj.jus.br/dspace/handle/2011/26428>.

NEWMAN, Nic. 2022 Digital News Report. Executive summary. University of Oxford, Reuters Institute for the Study of Journalism, 2022.

OXFORD. Word of the year 2016 is. Oxford Dictionaries, 2017. Site. Disponível em: <https://en.oxforddictionaries.com/word-of-the-year/word-of-the-year-2016>.

PARISER, Eli. O filtro invisível: o que a internet está escondendo de você. Rio de Janeiro: Zahar, 2012.

PIAIA, Victor; ALVES, Marcelo. Abrindo a caixa preta: análise exploratória da rede bolsonarista no WhatsApp. Intercom, Revista Brasileira de Ciências da Comunicação, São Paulo, v.43, n.3, p.135-154, 2020.

PIRES, Breno. O show de Jair. Revista Piauí. Site. 2022. Disponível em: <https://piaui.folha.uol.com.br/materia/o-show-de-jair/>

POELL, Thomas; NIEBORG, David; VAN DIJCK, José. Plataformização. Revista Fronteiras: estudos midiáticos, v.22, n.1, 2020.

POSETTI, Julie. News industry transformation: digital technology, social platforms and the spread of misinformation and disinformation. In: UNESCO, 2018. Journalism, ‘fake news’ & disinformation: handbook for journalism education and training. UNESCO, 2018.

POSETTI, Julie; MATTHEWS, Alice, 2018. A short guide to the history of “fake news” and disinformation. International Center For Journalists, 2018.

QUINTARELLI, Stefano. Instruções para um futuro imaterial. São Paulo: Editora Elefante, 2019.

RAMONET, Ignacio. A explosão do jornalismo: das mídias de massa à massa de mídias. São Paulo: Publisher Brasil, 2012.

ROBERTS, Sarah. Behind the Screen: Content Moderation in the Shadows of Social Media. New Haven and London: Yale University Press, 2019.

SANTAELLA, Lucia. A pós-verdade é verdadeira ou falsa? Barueri, SP: Estação das Letras, 2019.

SANTINI, Marie; SALLES, Débora. Acompanhamento da desinformação durante as eleições 2022. Rio de Janeiro: NetLab, 2022.

SILVA, Marcos Sergio. Filho de Lula ostentou no Uruguai com uma Ferrari banhada a ouro? UOL. Site. Disponível em: <https://noticias.uol.com.br/confere/ultimas-noticias/2017/07/25/filho->

de-lula-ostentou-no-uruguai-com-uma-ferrari-banhada-a-ouro.htm.

SILVA, Tarcízio. Racismo algorítmico em plataformas digitais: microagressões e discriminação em código. VI Simpósio Internacional LAVITS. Salvador, 2019.

SINGER, André. A reativação da direita no Brasil. Opinião Pública - Revista do CESOP, Campinas, v.27, nº3, p.705-729, 2021.

TRUST PROJECT, The. About us. Site. 2023. Disponível em: <https://thetrustproject.org/about/>.

VIANA, Arthur; MORIGI, Valdir. Redes de desejos consonantes: a impossibilidade da polifasia cognitiva na era da pós-verdade. Animus: Revista Interamericana de Comunicação Midiática, v.17, n.35, 2018.

VISCARDI, Janaise Martins. Fake news, verdade e mentira sob a ótica de Jair Bolsonaro no Twitter. Trabalhos em Linguística Aplicada, Campinas, 59 (2), mai./ago. 2020.

ZANIN, Cristiano. As eleições presidenciais deste ano na perspectiva da advocacia. ConJur - Consultório Jurídico. 2022.

ZUBOFF, Shoshana. The age of surveillance capitalism: the fight for a human future at the new frontier of power. New York: Public Affairs, 2019.

_____. Big other: surveillance capitalism and the prospects of an information civilization. Journal of Information Technology, v.30, p.75-89, 2015.

6.

Du Venezuela à l'Argentine : l'évolution de la rhétorique de l'extrême droite brésilienne

**Gabrielle
Balestra**

Étudiante en Politique et Gouvernement
avec une spécialisation en Amérique
Latine à Sciences Po Paris. Elle
concentre ses recherches sur la
politique étrangère brésilienne.

Le 1er janvier 2023, Luiz Inácio Lula da Silva a pris ses fonctions à Brasilia en tant que président de la République pour la troisième fois. Après une campagne électorale acharnée en 2022, Lula fait son arrivée au Palais du Planalto, même si quelques jours plus tard, le 8 janvier, le résultat des urnes a été contesté par les partisans de Jair Messias Bolsonaro. Bien qu'il n'ait pas été réélu, Bolsonaro impressionne par le nombre de voix obtenues. Selon le Tribunal supérieur électoral, il y a eu 58.206.354 voix pour Bolsonaro, qui représentaient 49,1 % des urnes. Par rapport aux votes absolus, Bolsonaro a remporté en 2022 plus de quatre cent mille voix de plus que ses 57.797.847 voix en 2018. Pour comprendre le phénomène de ce candidat, qui ces dernières années s'est imposé comme l'un des grands noms de l'extrême droite mondiale, nous analyserons tout au long de cet article l'une de ses principales stratégies de campagne : attirer la politique étrangère dans le jeu du pouvoir interne.

Des études antérieures menées par Chagas, Modesto et Magalhães (2019), nous nous rendons compte que la rhétorique d'extrême droite a toujours été très hostile à certains pays de gauche dans le contexte latino-américain. A titre d'exemple, nous pouvons citer Cuba, le Nicaragua et le Venezuela. Gardant à l'esprit l'importance que ce dernier pays a acquise dans les discours des candidats à la présidentielle, nous tâcherons d'analyser comment le Venezuela a conquis une symbolique ces dernières années dans l'imaginaire de l'électorat brésilien. Aujourd'hui, le nom de Nicolás Maduro continue d'instiller la peur dans la population, surtout lorsqu'une prétendue association est créée entre le dictateur vénézuélien et les gouvernements du Parti des travailleurs. D'autre part, lors de la dernière campagne présidentielle, un autre grand partenaire du Brésil est également devenu la cible d'attaques de droite : l'Argentine. Depuis l'arrivée d'Alberto Fernández en 2019 à la Casa Rosada, l'aile bolsonariste semble avoir transformé le discours du « Brésil deviendra le Venezuela » en « Le Brésil deviendra l'Argentine ». Cette transformation est rendue particulièrement intéressante par le partenariat commercial et même politique entre Brasilia et Buenos Aires à travers l'histoire. Notre question de recherche porte donc précisément sur ce changement de rhétorique. Comment les régimes de gauche sont-ils instrumentalisés par l'extrême droite brésilienne ? Y a-t-il vraiment eu un transfert des attaques d'extrême droite du Venezuela vers l'Argentine ? Pourquoi et comment ce processus a-t-il eu lieu ?

Pour répondre à cette problématique, cet article fera une étude quantitative et qualitative des discours bolsonaristes. Dans un premier temps, nous réaliserons une analyse critique de la littérature existante sur l'instrumentalisation du Venezuela par la campagne de Jair Bolsonaro en 2018. Ensuite, nous mènerons une étude sur les tweets postés tout au long de l'année 2022 par Eduardo Bolsonaro, responsable du conseil des Commission des affaires étrangères et de la défense nationale de la Chambre des députés et nom clé du bolsonarismo, qui serviront d'indications d'un changement dans la rhétorique de l'extrême droite. Enfin, nous présenterons les considérations finales de cet article, qui chercheront à répondre aux problématiques déjà évoquées.

L'histoire de la relation Brésil-Venezuela

Selon A. Cervo (2000), depuis l'indépendance des anciennes colonies espagnoles et portugaises, le Brésil et le Venezuela ont maintenu des relations bilatérales sans conflits et ont cherché à créer des coopérations. Cependant, les relations ont commencé à connaître des moments d'inflexion dans les dernières décennies du XXe siècle. Au cours des années 1990, le Venezuela s'est consolidé comme l'une des démocraties latino-américaines les plus stables grâce à son système de partis équilibré. Acción Democrática et Organización Política Electoral Independiente se sont succédés au pouvoir jusqu'à l'arrivée d'Hugo Chávez. Grâce au Movimiento V República, un parti fondé par Chávez en 1997, l'armée a réussi à étendre sa voix en tant que leadership populiste d'une manière indépendante des principaux partis de l'époque. À cette époque, le Venezuela vivait ses années dorées, marquées par la répartition des revenus et la croissance économique, et semblait consolider une culture politique démocratique (Chagas, Modesto, Magalhães 2019).

En 1998, Hugo Chávez remporte les élections présidentielles vénézuéliennes et marque le début du virage à gauche en Amérique latine. Dans ce contexte, nous constatons qu'une partie de la population adhère au projet de personnalisation de la politique dans des directions autoritaires, un fait qui sera consommé au cours de la première décennie du XXIe siècle.

Le gouvernement de Chávez a d'abord été marqué par une politique économique cohérente, qui a conduit le Venezuela à atteindre une croissance de 18,3 % en 2004.¹ Cependant, sur la scène internationale, Chávez a commencé à se faire des ennemis par ses positions fortes contre le libéralisme économique. Dans l'un de ses affrontements les plus connus, le président vénézuélien a qualifié le chef d'État américain, George W. Bush, de « diable »² ; tout au long de sa soi-disant révolution bolivarienne, le gouvernement de gauche a sévèrement attaqué le consensus de Washington et ses propositions néolibérales.

Il convient de mentionner que ce mouvement de désalignement avec les États-Unis n'était pas un phénomène exclusif au Venezuela. Comme mentionné précédemment, le virage à gauche s'accélère avec l'élection de Rafael Correa en Équateur et d'Evo Morales en Bolivie. Dans le cas brésilien, la présidence de Luiz Inácio Lula da Silva entre 2003 et 2011 a entraîné une intensification de la coopération sud-américaine comme moyen de s'opposer aux États-Unis. En interne, ces gouvernements ont défendu la propriété de l'État, les mécanismes de contrôle public et les programmes sociaux. De manière similaire, Chávez et Lula partageaient des agendas pareilles, notamment en ce qui concerne la pauvreté et les inégalités. En matière de diplomatie étrangère, une

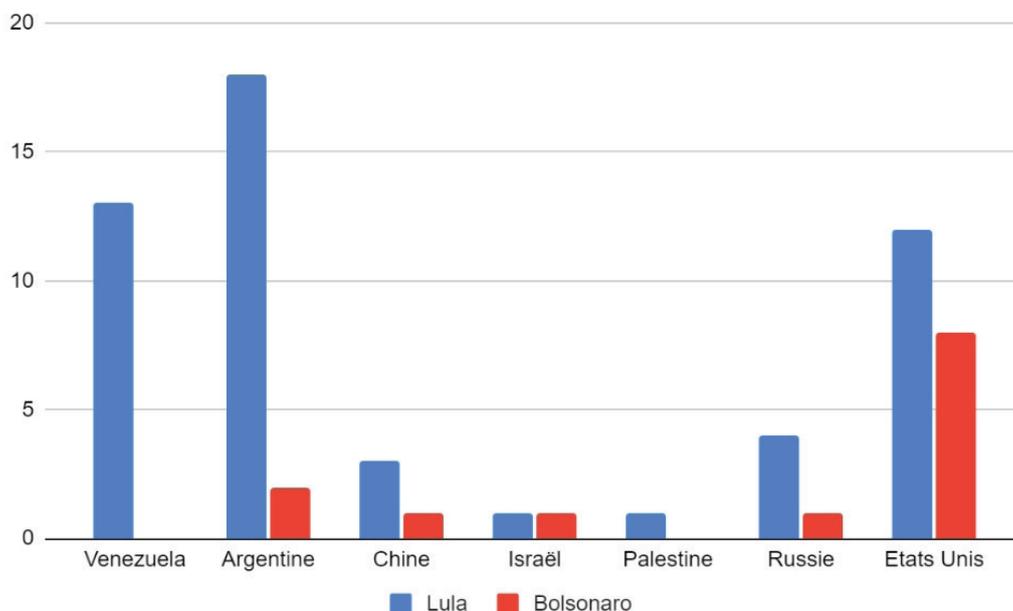
1 "Venezuela : retour à la croissance annoncé pour 2004". Les Echos, 1er octobre 2003, <https://www.lesechos.fr/2003/10/venezuela-retour-a-la-croissance-annonce-pour-2004-673510>.

2 BBCBrasil.com | Notícias | Chávez chama Bush de "diabo" em discurso na ONU. https://www.bbc.com/portuguese/noticias/story/2006/09/060920_chavez_onu.

« guerre asymétrique » est menée contre l'impérialisme par la propagation d'idéaux décoloniaux. En 2003, l'ancien ministre brésilien des affaires étrangères, Celso Amorim, a déclaré que « notre priorité est incontestablement l'Amérique du Sud »³. Cette même année, le Brésil a annoncé la création du Groupe des amis, dont l'objectif serait le dialogue entre le gouvernement vénézuélien et l'opposition afin de parvenir à la réconciliation. Depuis 1991, le Mercosur lui-même était à l'origine de l'État logistique, concept idéalisé par le professeur A. Cervo (2000). Cette idée est surtout marquée par la responsabilité de l'État à mener des initiatives. Un autre aspect de l'État logistique est sa consolidation sur le marché international à travers l'internationalisation de l'État, qui a été réalisée au Brésil notamment par le président Lula. Suivant cette idée, le Brésil a noué des alliances avec des pays et défini clairement sa politique étrangère, principalement par les relations Sud-Sud, marquées par la relation entre les États qui affectent le système, c'est-à-dire les pays qui ont les ressources pour diriger l'élaboration de certaines orientations de la politique internationale. Ainsi, il y a une action internationale active entre ces États, remettant en cause le statu quo de l'Ordre mondial. Les relations entre Brasília et Caracas ont été renforcées sous le gouvernement du PT grâce à des projets régionaux conjoints, notamment dans le domaine de l'énergie. Ce fut le cas de la raffinerie d'Abreu e Lima, en 2003, qui a marqué le partenariat entre Petrobras et Petróleos de Venezuela SA (PDVSA). Une autre étape majeure dans cette logique d'intégration a été le traité constitutif de l'Unasur, signé en 2008. Ce bloc formé, à son apogée, par douze pays visait à élargir les relations commerciales, culturelles, politiques et sociales.

Par ailleurs, les spécialistes de la politique étrangère caractérisent également les deux premiers gouvernements de Lula comme des exemples de diplomatie présidentielle. Ce concept désigne la manière dont les chefs de l'exécutif se positionnent par rapport à la politique étrangère. Nous pouvons mesurer une telle diplomatie à travers les degrés suivants : (a) Lorsque la diplomatie du président est simplement réactive aux situations et stimuli extérieurs ; (b) lorsque la diplomatie du président est plus active et présente, visant à diffuser les idées ; (c) lorsque la diplomatie du président est affirmative, menant la politique étrangère selon ses propres interprétations. Dans ce cadre théorique de la diplomatie présidentielle, le président devient un « instrument diplomatique de projection », façonnant ses positions en fonction de facteurs tels que l'opinion publique (qui finit par être cooptée), l'économie, le système international et sa propre posture idéologique. De cette manière, il est clair que Lula a été un grand articulisateur de la diplomatie présidentielle dans la conduite de sa politique étrangère, en particulier avec le Venezuela, compte tenu de l'alignement idéologique entre les deux gouvernements. Pour illustrer cette affirmation, nous pouvons analyser le tableau comparatif suivant des visites présidentielles de Lula et Bolsonaro :

3 "América do Sul é e continuará sendo prioridade, diz Amorim". O Globo, 14 novembre 2006, <https://oglobo.globo.com/economia/america-do-sul-e-continuara-sendo-prioridade-diz-amorim-4548620>.



Source : Ministère des Affaires étrangères

Cependant, la situation a commencé à souffrir d'agitation. Plus tard, en 2009, un référendum constitutionnel a approuvé l'amendement constitutionnel n°1 qui permet la réélection illimitée d'Hugo Chávez. Cette manœuvre juridique est considérée comme un point clé de la radicalisation du chavisme, qui avait déjà indiqué sa tendance autoritaire.

En 2013, avec la mort de Chávez, la crise politique au Venezuela s'aggrave. La même année, Nicolás Maduro a été élu nouveau président de la République bolivarienne du Venezuela, un fait qui a accru le degré d'incertitude politique dans le pays. En 2016, avec une hausse du prix du baril de pétrole, principal axe de l'économie vénézuélienne, et avec une inflation qui a dépassé les 800 %, ⁴ le pays est plongé dans une grave crise économique. Par conséquent, en raison de la gravité du manque d'approvisionnement, une crise humanitaire sans précédent a également commencé, conduisant une partie de la population à demander l'asile au Brésil.

Face à la crise du pays voisin, le Brésil commence à subir des pressions pour prendre position. Il convient de mentionner que le Brésil occupe un rôle de leadership régional et agit traditionnellement en tant que médiateur de crise international (Burges 2018). Néanmoins, la diplomatie brésilienne a noté que l'imposition de conditions ou même de mécanismes d'application à des nations souveraines, comme le Venezuela, afin d'éviter une détérioration démocratique, pourrait conduire à une intervention directe. Par conséquent, compte tenu de la politique de non-intervention mentionnée dans l'article 4 de la Constitution fédérale et de la dépendance du Brésil vis-à-vis de la balance commerciale avec son voisin, le Brésil a été réticent quant à l'idée d'agir. Cela explique aussi la crise migratoire au Roraima. Entre 2015 et mai 2019, le Brésil a enregistré plus de

⁴ "Inflação na Venezuela chega a 800% e PIB recua quase 19% em 2016". Exame, 20 janvier 2017, <https://exame.com/economia/inflacao-na-venezuela-chega-a-800-e-pib-recua-quase-19-em-2016/>.

178 000 demandes d'asile et de séjour temporaire.⁵ Même face à la gravité de cette crise, le pays a tardé à adopter des politiques inclusives pour accueillir les Vénézuéliens dans les systèmes publics et a donc vu l'État de Roraima s'effondrer.

Lorsque nous observons la politique intérieure brésilienne, il est impossible de ne pas faire une analyse comparative avec le pays de Maduro. En 2013, à travers les mouvements protestataires des Jornadas de junho, des signes d'une crise économique et politique, qui s'intensifieront dans les années suivantes, sont déjà apparus. En 2014, année qui marque également la dispute pour le Planalto, le scandale de corruption appelé l'opération Lava Jato, qui associe de grands noms de la politique brésilienne, dont d'anciens présidents, députés et sénateurs, à des stratagèmes de blanchiment d'argent, domine le débat public. Même si de nombreux membres du Parti des travailleurs ont été dénoncés, Dilma Rousseff a tout de même été réélue face au candidat Aécio Neves. Les manifestations de mécontentement à l'égard du gouvernement du PT ont dominé l'espace public en 2016 et ont sans aucun doute influencé le processus de destitution de Rousseff. Gardant à l'esprit ce panorama d'instabilité interne, nous pouvons identifier des similitudes dans la crise brésilienne par rapport à la crise vénézuélienne. Les aspects de la corruption, notamment en ce qui concerne l'association avec des sociétés multinationales, sont étroitement liés. De plus, le rôle actif de l'opposition et même du pouvoir judiciaire était également présent dans les deux cas (Chagas, Modesto et Magalhães, 2019).

Après la destitution de Dilma, il est clair que le Brésil et aussi l'Amérique latine ont subi une transformation politique vers la droite. Ainsi, le Venezuela est resté pendant quelques années l'unique base de la gauche latino-américaine. En 2018, à travers l'élection de Jair Messias Bolsonaro, un nombre croissant d'électeurs qui se considèrent «libéral dans l'économie et conservateur dans les mœurs» se sont installés au Brésil. Durant cette période électorale, une association systématique entre le Parti des travailleurs et le gouvernement du Venezuela s'intensifie. Cet artifice sert donc à installer la peur dans la population, peur que « le Brésil se transforme en Venezuela » en cas de victoire du PT. Pendant la campagne présidentielle, alors que la plupart des partis de gauche maintenaient leur soutien à Maduro, Bolsonaro s'est présenté comme l'alternative viable à la supposée "Venezuelisation" du pays. Pour cette raison, chaque fois que cela était pertinent pour lui, Bolsonaro associait les échecs du successeur de Chávez à la gauche brésilienne.

Dans la diplomatie étrangère, Bolsonaro a mis en œuvre le paradigme de l'État Normal, selon le concept d'A. Cervo (2000). Celle-ci se caractérise par la passivité de la politique étrangère qui, sans rechercher aucun projet de développement et avec une structure d'influence fragile, suit les tendances des marchés et des grandes puissances. Selon A. Cervo (2000), c'est Domingo Cavallo qui a inventé l'expression « Estado Normal » lorsqu'il était Ministre des Affaires étrangères sous le gouvernement de Carlos Menem en Argentine (1989-99). Ce concept englobe l'adoption de modèles de comportement qui évitent la confrontation politique, idéologique et sécuritaire avec le

⁵ Crise migratória venezuelana no Brasil. <https://www.unicef.org/brazil/crise-migratoria-venezuelana-no-brasil>.

pouvoir hégémonique et ses alliés. Par exemple, l'Estado Normal de Bolsonaro a suivi sans critique les initiatives américaines, rompant avec les principes de la tradition diplomatique brésilienne de respect de l'autodétermination des peuples, de neutralité relative, de non-ingérence dans les affaires intérieures et de respect du droit international. Contrairement au gouvernement du PT, l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro a affaibli l'État logistique en ne définissant pas un projet national qui guiderait efficacement la politique étrangère.

Ce changement a été fortement ressenti par Caracas. Le gouvernement Bolsonaro a éliminé les partenariats avec le Venezuela de son agenda international et est même allé jusqu'à condamner ouvertement le régime de Maduro. En 2019, le chancelier de l'époque, Ernesto Araújo, a déclaré son soutien à Juan Guaidó, le principal nom de l'opposition vénézuélienne. Le président vénézuélien n'a pas été invité à la cérémonie d'investiture de Bolsonaro le 1er janvier 2019 avec la justification d'une prétendue tentative de répudier l'autoritarisme de Maduro. Certains théoriciens, comme Carlos Eduardo Vidigal (2019), attirent l'attention sur la politique étrangère bolsonariste en démontrant que l'alignement du président avec Donald Trump était à la base de la structure de la diplomatie. Cet alignement a été exposé au monde entier lors de l'Assemblée générale des Nations Unies de 2019. A cette occasion, les dirigeants américains et brésiliens ont déclaré que le courant communiste vénézuélien constituait un risque pour les libertés et la démocratie du continent américain. Bolsonaro a même évoqué « la cruauté du socialisme »⁶ et proposé de travailler à la restauration de la démocratie dans le pays voisin. Le modèle négatif du Venezuela dans le pays est renforcé à tel point qu'il commence à être la cible de discours du président brésilien dans les organisations internationales.

Suivant le nouveau modèle de l'État normal, Bolsonaro a commencé à agir en faveur de l'éloignement du Venezuela des organisations internationales telles que le Mercosur, l'Organisation des États américains et l'UNASUR elle-même. De plus, le Brésil faisait partie du Groupe de Lima, un concert de quatorze pays d'Amérique latine qui visait à résoudre la crise politique au Venezuela. D'autre part, de telles pratiques ont entraîné des pertes même pour le Brésil. Comme le montre une étude de l'Institut de recherche économique appliquée (IPEA), « la rupture des relations diplomatiques entre le Brésil et le Venezuela a nui financièrement aux deux pays » entre 2016 et 2020. L'étude souligne qu'avant la crise au Venezuela et la position inflexible de Bolsonaro, les relations entre les pays génèrent un flux annuel de 6 milliards de dollars américains vers le Brésil. Comme résultat, « les excédents brésiliens ont chuté de plus de 80 % depuis 2017 ».⁷

6 "ONU: socialismo e religião são destaques no discurso de Bolsonaro". Agência Brasil, 24 septembre 2019, <https://agenciabrasil.ebc.com.br/politica/noticia/2019-09/onu-socialismo-e-religiao-sao-destaques-no-discurso-de-bolsonaro>.

7 Redação. "Estudo do Ipea diz que fluxo comercial entre Brasil e Venezuela cai 88% nos últimos cinco anos". 18 Horas | Notícias do Amazonas, Manaus, Brasil e do Mundo, 30 novembre 2021, <https://18horas.com.br/economia/estudo-do-ipea-diz-que-fluxo-comercial-entre-brasil-e-venezuela-cai-88-nos-ultimos-cinco-anos/>.

En conclusion, nous pouvons comprendre l'importance du Venezuela pour la politique étrangère brésilienne. Avec les gouvernements du PT, le Venezuela s'est consolidé comme un grand partenaire non seulement économique, mais aussi politique. En revanche, l'ancien président Bolsonaro a utilisé ce pays comme cible et modèle négatif tout au long des campagnes 2018 et 2022, comme nous le verrons dans cet article. Bien que ce dispositif ait généré des résultats positifs en 2018, en 2022, les stratégies de campagne ont subi quelques changements. Maintenant, nous allons nous consacrer à la nouvelle cible de la rhétorique de l'extrême droite brésilienne : l'Argentine.

L'historique des relations Brésil-Argentine

L'année 2003 marque l'arrivée du Kirchnerisme à la Casa Rosada, qui renforce l'Onda Rosa⁸ en Amérique latine. Dans le même temps, le Parti des travailleurs vient d'accéder à la plus haute fonction de l'exécutif brésilien, ce qui entraîne un rapprochement étroit entre les deux pays. Les deux présidents plaçaient leurs voisins respectifs comme une priorité en politique étrangère, car de telles relations seraient stratégiques, puisque l'intérêt de Lula à faire de l'Amérique latine une puissance mondiale ne serait évidemment possible que grâce au partenariat argentin. Premier clin d'œil, la première visite de Lula à l'étranger après son élection fut en Argentine, toujours en 2002.

Dans les organisations et forums internationaux, ce partenariat a également été observé. Sous les gouvernements Lula et Kirchner, les voisins ont utilisé la participation conjointe à plusieurs reprises, comme dans la négociation de l'Organisation mondiale du commerce à Cancun, dans le G20 à la recherche de la réforme du système financier et dans les articulations pour la création de la Zone de libre-échange des Amériques. Comme mentionné précédemment, la création de l'UNASUR a également marqué l'État logistique dans la politique étrangère brésilienne. Dans le même temps, nous pouvons également souligner le siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, qui est partagé lorsqu'un des pays l'occupe.

En 2007, avec l'arrivée au pouvoir de Cristina Kirchner, les relations sont restées étroites. Pour illustrer la proximité entre voisins, nous pouvons citer la fête du 7 septembre 2008, dont l'invité d'honneur était la présidente argentine. Avec elle, Lula a articulé les questions bilatérales, qui allaient de l'énergie nucléaire aux questions de défense. Plus tard, en 2010, avec la mort de Néstor Kirchner, Lula s'est rendu à Buenos Aires et a déclaré trois jours de deuil national.

Plus tard, sous le gouvernement Dilma, les relations stratégiques et primordiales avec l'Argentine ont été renforcées par le premier voyage international de la présidente. Cependant, en 2015, l'élection de Mauricio Macri, candidat de la coalition de droite Cambiemos, a marqué un tournant dans les relations bilatérales. De nombreux chercheurs considèrent ce moment comme

⁸ Cette période marque l'arrivée de leaders issus de l'échiquier politique de gauche entre la fin du XXe siècle et la première décennie du XXIe siècle. L'agenda de ces politiciens est basé sur le renforcement de l'État pour lutter contre les inégalités, des agendas communément associés au centre-gauche.

le dernier jalon de la Onda Rosa en Amérique latine. Après avoir soutenu Daniel Scioli lors des élections argentines, Rouseff a maintenu la cordialité et a invité le président élu à une discussion sur les relations bilatérales du Mercosur et sur la crise économique et politique du Venezuela. Macri, dont le pays, comme le Brésil, est également membre du groupe de Lima, a défendu des actions contre Maduro en raison de violations des droits de l'homme et a été un obstacle pour le président vénézuélien au Mercosur. En 2018, par exemple, le président argentin a manifesté son intention de demander une enquête sur les crimes commis par Maduro à la Cour pénale internationale.

En interne, nous pouvons citer les tendances d'extrême droite manifestées par Macri. Sa campagne a été marquée par des discours populistes, puisqu'il s'est présenté comme une sorte de "sauveur de la patrie" face à la corruption des gouvernements Kirchneristes. Dans ce contexte, sa ressemblance avec celui qui allait devenir président du Brésil - Jair Bolsonaro - est évidente. Grâce à la même rhétorique sur la lutte contre la corruption, Macri a été élu et a introduit des changements dans la politique étrangère argentine. Son alignement déséquilibré avec les États-Unis pourrait, selon Morgenfeld (2017), avoir généré une aggravation de la crise économique argentine. Le gouvernement Macri a été marqué par une augmentation de la dette auprès du Fonds monétaire international, qui a atteint son plus haut niveau de l'histoire, et par une dévaluation massive du peso argentin. De plus, son nom a également été impliqué dans le scandale des Panama Papers, qui dénonçait le lien entre les entreprises des paradis fiscaux et la fraude, le trafic de drogue et l'évasion fiscale. En conséquence, la population argentine a organisé des grèves générales et a manifesté son mécontentement lors des élections face aux politiques d'austérité imparfaites de Macri.

Les relations entre Brasília et Buenos Aires se sont détériorées avec l'arrivée au pouvoir d'Alberto Fernández en 2019 : la même année qui a marqué l'arrivée de Bolsonaro au Planalto. Après un soutien inconditionnel à Macri dans sa quête de réélection infructueuse, Bolsonaro a d'abord déclaré qu'aucun représentant brésilien ne serait présent dans l'investiture de Fernández. Quelques jours plus tard, exposé au danger de détérioration des relations avec le troisième principal partenaire commercial du Brésil, le président envoie son adjoint, Hamilton Mourão, à l'investiture. Les relations entre les présidents se sont détériorées avec les comparaisons croissantes faites par Bolsonaro entre l'Argentine, considérée par lui comme un "pays misérable",⁹ et la dictature de Maduro au Venezuela. Même dans les négociations du Mercosur, la distance était évidente. Fernández, lors d'une réunion en juillet 2020, par exemple, a démontré qu'il ne coïncidait pas avec l'idéologie d'un autre président, faisant indirectement référence à Jair Bolsonaro.¹⁰

9 "Escasez, pobreza y desempleo": Jair Bolsonaro criticó a la Argentina por el lenguaje inclusivo". Perfil, 3 août 2022, <https://www.perfil.com/noticias/internacional/escasez-pobreza-y-desempleo-la-critica-de-bolsonaro-contra-argentina-por-el-uso-del-lenguaje-inclusivo.phtml>.

10 Mercosul tem reunião tensa e opõe Argentina a Brasil, Uruguai e Paraguai. <https://economia.uol.com.br/noticias/afp/2021/03/26/mercosul-tem-reuniao-tensa-e-opoe-argentina-a-brasil-uruguai-e-paraguai.htm>.

Nous pouvons donc dire que l'Argentine et le Brésil ont été de grands collaborateurs jusqu'en 2019. Avec l'arrivée de l'extrême droite au Brésil, les relations bilatérales ont subi un tournant et le pays est devenu l'une des cibles de la campagne de Bolsonaro. En 2018, il y avait déjà une plainte du candidat concernant les scandales de corruption impliquant les gouvernements kirchneristes. En 2022, cette rhétorique prend encore plus de force en associant la profonde crise économique et politique que traverse le pays présidé par Fernández aux politiques publiques défendues par les gouvernements du Parti des travailleurs, comme nous l'analyserons tout au long de cet article.

Méthodologie

Pour répondre à notre question de travail, nous nous appuyerons sur une analyse qualitative d'une vaste bibliographie déjà réalisée sur les stratégies de campagne de Bolsonaro en matière de politique étrangère en 2018. Ensuite, pour étudier la stratégie de campagne utilisée en 2022 par le même candidat, nous effectuerons une analyse quantitative et qualitative des tweets d'Eduardo Bolsonaro (@BolsonaroSP) entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022. Cette période a été définie afin de comprendre la progression de la rhétorique d'extrême droite dans l'année du contentieux électoral, comprenant donc, la période précédant la campagne électorale, la période officielle de la campagne électorale entre le 16 août et le 30 octobre et la période de deux mois après le résultat de l'élection.

Il est pertinent de mentionner le pouvoir que les réseaux sociaux ont acquis dans l'environnement politique. Avec la possibilité d'une communication directe entre les candidats et les électeurs, l'engagement politique est facilité, car l'accès à l'information est moins coûteux. Parmi les réseaux sociaux, Twitter se distingue par sa simplicité. Avec des outils tels que le hashtag et le retweet, les candidats touchent un public plus large grâce à l'accessibilité d'une telle plateforme (Swigger 2013). Ainsi, l'analyse notamment du twitter d'E. Bolsonaro est susceptible de fournir des informations à caractère stratégique.

Eduardo Bolsonaro a été choisi pour plusieurs raisons. Nom bien connu de la politique nationale, Eduardo a été réélu en 2022 pour un troisième mandat de député fédéral du Parti libéral (PL). L'avocat est le fils de l'ancien président de la République, Jair Bolsonaro, dont la stratégie de campagne est au centre de cet article. E. Bolsonaro est également l'une des grandes voix de la soi-disant "ala-olavista", utilisée pour nommer les partisans de Bolsonaro qui partagent l'orientation idéologique conservatrice proposée par Olavo de Carvalho. En ce sens, E. Bolsonaro a fini, ces dernières années, par s'associer à un mouvement transnational d'extrême droite, qui présente un engagement sur des questions conservatrices et travaille contre les agendas du genre, de la sexualité, de l'avortement, du féminisme et de la communauté LGBTQIA+. Cet alignement international se manifeste, par exemple, dans sa participation à la Conférence d'action politique conservatrice (CPAC), qui se tient chaque année aux États-Unis. En 2022, Eduardo était présent à l'événement, cette fois organisé au Brésil en juin, à côté des têtes d'affiches de l'extrême droite mondiale, tels que José Antonio Kast, qui s'est présenté à la présidence chilienne de 2021 pour le Parti républicain, et

Javier Milei, député connu sous le nom de “Trump argentin”. Quelques mois plus tard, en novembre, Eduardo Bolsonaro participait à la version mexicaine du même événement, où il soutenait le discours de Steve Bannon, leader de l’ultra-conservatisme américain, sur le risque du vote électronique au Brésil, dont le résultat serait l’élection d’un « délinquant transnational », en référence à Luiz Inácio Lula da Silva.¹¹ Par ailleurs, lors de la 56^e législature (2019-2023), il a été président de la Commission des affaires étrangères et de la défense nationale de la chambre des députés. Selon l’article 32, point XV, de l’actuel Règlement intérieur de la Chambre des députés, cette commission a pour objet de légiférer et de débattre de la politique étrangère du Brésil à la Chambre. Par conséquent, Eduardo Bolsonaro devient un nom d’importance non seulement pour l’extrême droite brésilienne, mais aussi pour la politique étrangère du pays.

La rhétorique de l’extrême-droite en 2018

Dans une analyse précédemment réalisée par Viktor Chagas, Michelle Modesto et Dandara Magalhães (2019), l’échange de 11.118 messages dans 158 groupes Whatsapp a été étudié. Grâce à une recherche secrète, les auteurs ont pu vérifier qu’il y avait des cadrages émotionnels dans les messages qui associaient la crise vécue au Venezuela aux gouvernements du PT. Ainsi, nous pouvons parler d’un dispositif de campagne négatif à travers la rhétorique de la peur.

Pour comprendre une telle rhétorique, souvent qualifiée de populiste, il est nécessaire de comprendre quel est l’attrait. En disant que le Brésil est voué à la crise, la campagne réussit à mobiliser les électeurs. Des partisans d’extrême droite abordent également un prétendu projet du PT, dont l’objectif serait de transformer le Brésil en un nouveau Venezuela.

La recherche, menée entre juin et novembre 2018, a étudié tous les « memes » qui présentaient une comparaison entre le Brésil et le Venezuela. Ces memes, compris par Chagas et ses co-auteurs comme “des formules discursives ou des artefacts culturels pour éveiller l’engagement politique par le biais d’un langage métaphorique et de références à la culture populaire”, étaient pour la plupart des associations du pays voisin du candidat du PT, Fernando Haddad. De cette manière, le Venezuela a été conçu comme une opposition aux valeurs démocratiques, acclamées de manière controversée par l’extrême droite brésilienne.

Après le succès de sa campagne, Bolsonaro a utilisé la même ressource rhétorique pour encourager le soutien de l’extrême droite à la réforme des retraites. Il a mis en garde contre le risque d’une “Venezuelisation” du Brésil si la réforme n’était pas approuvée.

Lorsque nous remontons à l’origine des attentats contre le Venezuela comme stratégie de campagne, nous voyons que José Serra a été le premier à utiliser de l’artifice en 2002. En ce sens,

11 Breña, Carmen Morán. “México concentra a la ultraderecha de América en un acto con Eduardo Bolsonaro, Santiago Abascal y Lech Walesa”. El País México, 18 novembre 2022, <https://elpais.com/mexico/2022-11-18/mexico-concentra-a-la-ultraderecha-de-america-en-un-acto-con-eduardo-bolsonaro-santiago-abascal-y-lech-walesa.html>.

visant à attaquer Lula, Serra a attiré l'attention sur la grève générale et la tentative de renversement du président au Venezuela et a mis en garde contre le risque d'instabilité politique associé à Lula. Il convient de mentionner qu'au début du XXe siècle, l'intégration sud-américaine ne s'était pas encore matérialisée et que le Brésil n'avait pas encore connu une forte croissance économique, comme cela se produirait sous le gouvernement du Parti des travailleurs, ce qui a permis à ce discours d'être un peu plus fondée que la rhétorique actuelle de l'extrême droite, puisque la méthode de gouvernement Lula n'était pas encore connue de la société brésilienne. Ensuite, plusieurs individus, liés à différents horizons politiques, ont commencé à associer la crise économique et politique vécue dans le pays frontalier à la politique d'un gouvernement de gauche. Le nouvel élan de cette rhétorique est venu avec la crise brésilienne, qui a commencé en 2013, lorsque le Venezuela est entré en récession. Face à la crise, la Révolution bolivarienne, initiée par Chávez, a été associée à un « radicalisme de gauche ».

Quant au candidat Bolsonaro, nous voyons que ses partisans ont commencé à durcir leur discours en 2018. Pour Serafini (2018), Eduardo Bolsonaro, en utilisant le terme de « narcodictature » et en promettant de « libérer nos frères du socialisme » en 2018, commence à utiliser phrases d'effet dans la portée rhétorique de la politique. Ainsi, des termes tels que « Venezuelanization » deviennent polyphoniques et polysémiques en fournissant des interprétations différentes à différents auteurs.

Chagas, Modesto et Magalhães (2019) soulignent qu'il existe trois degrés sémantiques qui doivent être pris en compte lors de l'analyse de ces « memes ». Tout d'abord, il faut penser le Venezuela comme un pays traversant une crise humanitaire sans précédent. Deuxièmement, le penchant à gauche du gouvernement vénézuélien doit être blâmé pour la crise. Enfin, il faut associer les partis de gauche brésiliens au gouvernement de Caracas.

De plus, nous constatons que les cadrages effectués sur Whatsapp sont, pour la plupart, basés sur des erreurs et des inexactitudes. Dès lors, l'appel émotionnel devient le principal allié de l'extrême droite. L'utilisation récursive de stratégies d'appel émotionnel vide le sens public de certaines expériences, déforme et simplifie les scénarios, et agit sur l'opinion publique, incitant à un climat de peur et de menace (Wodak, 2015).

L'étude a conclu qu'il y avait des indications d'une activité stratégique dans la diffusion des messages. Ces preuves sont basées sur l'augmentation du nombre de messages pendant la période de campagne officielle et sur la preuve d'une performance professionnelle dans cette diffusion. Par conséquent, l'utilisation de ces memes comme ressources persuasives peut favoriser le climat de polarisation en suscitant des sentiments de peur et d'urgence. Nous en concluons donc que la campagne a réussi à orienter l'électorat opposé au Parti des Travailleurs vers une mobilisation afin « d'empêcher le Brésil de devenir le Venezuela ».

Cependant, comment expliquez-vous l'utilisation d'un pays externe comme ressource pour une campagne interne ? Pour répondre à cette question, nous pouvons utiliser les idées de Robert Putnam (1988) sur le Jeu à deux niveaux. Selon ce cadre théorique, nous percevons qu'en interne, des groupes nationaux font pression sur le gouvernement pour qu'il adopte des politiques en faveur de leurs intérêts. Au niveau international, le gouvernement cherche à satisfaire les pressions intérieures tout en minimisant les externalités négatives. Ici, le leader politique agit comme un acteur et doit

avoir une capacité de négociation suffisante pour être attentif aux évolutions des deux plans. Même s'ils semblent être deux niveaux distincts, ils peuvent se connecter à certains égards. Dans certains cas, il y a une tentative de manipulation de la politique étrangère d'un pays afin de dialoguer avec la base électorale interne. C'est clairement le cas de Jair Bolsonaro.

En repensant la théorie de Putnam (1988), nous pouvons proposer un « jeu à trois niveaux ». En plus des deux niveaux, interne et externe, évoqués plus haut, un « niveau transnational » peut être ajouté. Cette nouvelle interprétation permet d'analyser comment le mouvement d'extrême droite au niveau transnational est aussi un facteur qui impacte la contestation du pouvoir interne. La nouvelle droite, marquée par un caractère plus violent, intégrant des traits autoritaires, nationalistes, populistes et xénophobes, a influencé les élections et les cadres politiques de certains pays tout au long du XXI^e siècle. Il y a, notamment depuis l'élection de Donald Trump en 2016, une articulation claire entre les événements politiques en Amérique latine, aux États-Unis et en Europe. Dans ces régions, une indéniable montée des idées nationalistes et conservatrices s'est emparée de la scène politique, un fait visible dans la vague droite en Amérique latine. Il est essentiel de réfléchir au rôle de l'opinion publique dans l'émergence des mouvements d'extrême droite. Nous voyons que la diffusion indirecte de l'information à travers les médias de masse, a le pouvoir de transformer les résultats électoraux des partis étrangers (Rydgren 2005). Cette transmission est perceptible jusque dans les slogans électoraux. Parallèlement à « America First » de Trump, Bolsonaro a proposé « Brasil acima de tudo, Deus acima de todos ». Nous pouvons voir que l'articulation de l'ancien président Jair Bolsonaro avec les connexions internationales a formé une variable importante dans la campagne électorale non seulement en 2018, mais aussi en 2022, comme nous le verrons tout au long de cet article.

Dans le contexte brésilien, les politistes ont tendance à diviser les partisans de Bolsonaro en deux ailes : les « olavistes » et les « pragmatiques ». Le pragmatisme a dominé, par exemple, le ministère de l'Économie, le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement et le ministère des Mines et de l'Énergie. Dans ces cas, les partisans de Bolsonaro plaident pour une conduite économique-pragmatique de la politique étrangère. D'autre part, « l'aile alavista » présente une orientation idéologique conservatrice, dirigée par le défunt gourou Olavo de Carvalho. Cette division entre partisans a généré, dans tout le gouvernement Bolsonaro, des conflits sur la conduite des relations extérieures. Nous devons citer, par exemple, la menace indirecte d'interventions politiques et militaires au Venezuela, démontrant une position clairement belligérante, qui serait à l'opposé de ce qui est souhaitable pour la balance commerciale brésilienne, comme mentionné dans la première section de cet article.

Suivant cette ligne, force est de constater que la politique étrangère devient un pari politique qui, lors des élections, a été fructueux pour nourrir les attentes idéologiques et culturelles d'une partie de l'électorat de Bolsonaro (Schutte, Fonseca, Carneiro 2019). Même si la politique étrangère n'est traditionnellement pas un enjeu de campagne au Brésil, les années 2018 et 2022 ont marqué un tournant lorsque le candidat d'extrême droite a choisi d'intégrer l'enjeu dans la campagne électorale. Ainsi, une utilisation systématique et intense de cette zone a été établie. Le caractère symbolique des

attaques contre les pays de gauche en Amérique latine est un facteur de renforcement du soutien de la base électorale du candidat et, par conséquent, de vulgarisation des questions de politique étrangère.

Tout d'abord, il faut comprendre la constitution de la base électorale de Jair Messias Bolsonaro. De manière générale, la plupart de ses électeurs sont des conservateurs de droite et présentent la figure d'un « bon citoyen » (Lima et al, 2019). D'autre part, ce fait ne signifie pas qu'il s'agit d'un groupe homogène, puisqu'il y a segmentation à sa base. Il est pourtant un fait que le discours contre la corruption et le risque d'une déstabilisation des mœurs et des valeurs en cas de défaite de l'extrême droite séduit ses électeurs. À sa rhétorique s'ajoute le discours contre le communisme. En invoquant des thèmes tels que le « bolivariisme », le « marxisme culturel » ou le Foro de São Paulo, les bolsonaristes attisent la terreur associée au PTisme, qui serait prétendument contraire aux agendas souhaités de réduction drastique de l'État, d'anticommunisme et de lutte contre la corruption. (Schutte, Fonseca, Carneiro 2019). Au sein de la base bolsonariste, se distinguent les soi-disant « bolsonaristes heavy », noyau dur de partisans qui, en 2018, représentaient environ 12 % de son électorat. Il s'agit d'un segment formé d'hommes blancs d'âge mûr et issus de la classe moyenne ou supérieure. En cherchant à satisfaire cette base, le discours olaviste répond parfaitement aux exigences en se radicalisant.

Pour comprendre la pensée olaviste, il est indispensable de prendre en compte les deux prémisses de cette « idéologie ». Au premier plan, cette logique considère la population brésilienne comme très conservatrice. En toile de fond, les olavistes comprennent la démocratie comme un système qui nécessite une oscillation pendulaire entre différents projets politiques, comme ce serait le cas exemplaire des États-Unis. Carvalho a affirmé que le conservatisme avait été banni de la vie publique en étant exclu des médias, ce qui, par conséquent, obligeait la population à voter entre les gauches, contredisant « l'idéal démocratique ». Par ailleurs, ce courant de pensée a aussi comme l'un de ses principaux agendas la lutte contre le mondialisme, défini comme « l'ensemble de la métaphysique universalisante », qui supprimerait les expériences individuelles et porterait atteinte à la souveraineté culturelle des États. Par conséquent, Carvalho a classé l'islamisme, le communisme et la technocratie néolibérale du libéralisme chrétien comme les grandes menaces du mondialisme (Schutte, Fonseca, Carneiro 2019).

Ernesto Araújo, ancien chancelier et principal coordinateur de la politique étrangère sous le gouvernement éteint de Bolsonaro, dans son article de 2019 « Agora falamos »¹², défend une conduite idéologique des relations étrangères avec la justification que l'État doit protéger sa communauté des risques du mondialisme. Et cette conduite est devenue réalité. Nous pouvons citer en exemple la rencontre de Bolsonaro avec Donald Trump pour discuter de la menace du gouvernement Maduro ou encore la nomination infructueuse d'Eduardo Bolsonaro à l'ambassade du Brésil à Washington.

12 ARAÚJO, Ernesto. Agora falamos. The New Criterion. Vol. 37, No. 10 /Juin 2019.

Il est clair que l'usage excessif de la communication a été le moyen trouvé par Bolsonaro pour diffuser sa compréhension de la réalité (Nobre 2019). Ainsi, en articulant les deux niveaux de Putnam, Bolsonaro a cherché à travers les médias à dialoguer avec sa base. Surtout quand il n'y avait pas l'intérêt supérieur des élites économiques en question, Bolsonaro a utilisé les situations internationales pour symboliser et renforcer l'agenda culturel de sa base électorale. Cet artifice a été mis en évidence dans son discours aux Nations Unies en 2019, lorsqu'il a justifié le coup d'État militaire de 1964 comme une défense nécessaire contre l'influence cubaine et socialiste. De plus, l'utilisation des drapeaux américains et israéliens par ses partisans pour s'opposer au drapeau rouge du Parti des travailleurs est également observée. Même si une telle stratégie a gagné en 2018, celle-ci a parallèlement fini par faire perdre la diplomatie brésilienne. Ce jeu à deux niveaux a abouti à une conduite incohérente voire contradictoire de la politique étrangère, qui a fini par être captée par la politique intérieure. Cependant, contrairement au discours majoritaire, Schutte, Fonseca et Carneiro (2019) attirent l'attention sur la rationalité présente dans cette conduite, puisqu'elle a atteint son objectif principal : instaurer une guerre culturelle domestique.

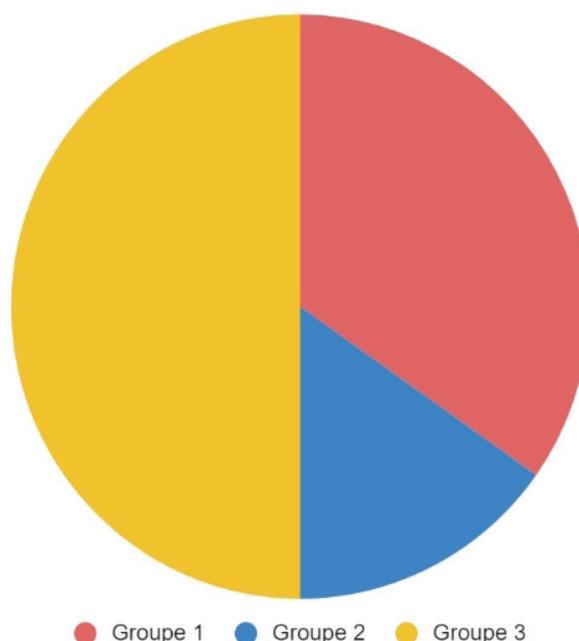
En bref, la propagation de la peur par l'instrumentalisation du Venezuela a été une stratégie de campagne gagnante parmi ses partisans idéologiques. Quatre ans plus tard, cependant, nous verrons comment la logique de la peur persiste, mais la cible des attaques est largement modifiée.

La rhétorique de l'extrême-droite en 2022

Après avoir analysé la littérature sur l'instrumentalisation du Venezuela en 2018, nous avons constaté qu'en 2022, la campagne de Jair Bolsonaro a adopté d'autres stratégies, tout en continuant de suivre l'agenda des régimes de gauche latino-américains comme thème de campagne. Pour prouver empiriquement ce changement, nous analyserons les Tweets d'Eduardo Bolsonaro (@BolsonaroSP) tout au long de l'année 2022. Pour mener à bien cet analyse, 92 tweets publiés entre le 1er janvier 2022 et le 31 décembre 2022 ont été étudiés.

Méthodologiquement, les 92 tweets ont été divisés en trois grands groupes : ceux qui faisaient référence au mot « Venezuela » (Groupe 1), ceux qui faisaient référence au mot « Argentine » (Groupe 3) et ceux qui faisaient référence aux mots « Venezuela » et « Argentine » dans le même tweet (Groupe 2). Ainsi, la distribution suivante a été vérifiée :

Graphique 1 : Répartition des Tweets



Dans un premier temps, nous avons retenu quelques hypothèses de travail, qui sont :

H1 : L'Argentine a remplacé le Venezuela comme cible principale de la rhétorique d'extrême droite parce que la gauche brésilienne est plus proche de la gauche modérée argentine que de l'extrême gauche vénézuélienne

H2 : L'Argentine a remplacé le Venezuela comme cible principale de la rhétorique d'extrême droite parce que le paysage politique et économique brésilien ressemble plus à la réalité argentine qu'à la crise humanitaire vénézuélienne

Il est essentiel de noter que la mention exclusive de l'Argentine représente 50% de l'échantillon étudié. Cela nous amène à comprendre la dimension que le pays voisin a acquise dans la rhétorique d'Eduardo Bolsonaro. En octobre 2022, le député a même fait un déplacement à Buenos Aires pour démontrer la situation dans le pays. A travers des vidéos rapportant la misère du peuple argentin, Eduardo Bolsonaro a intensifié la quantité de fake news sur les pénuries en Argentine. Par conséquent, même si le Venezuela reste l'une des grandes cibles de l'extrême droite, la campagne électorale de 2022 s'est concentrée en particulier sur le pays gouverné par Fernández, comme en témoigne la fréquence des posts avec le mot « Argentine ».

Afin de systématiser l'analyse des tweets, nous avons choisi de les catégoriser selon leurs thématiques. Ainsi, neuf axes thématiques ont été créés, comme nous le verrons ci-dessous :

E1 - Caractère autoritaire : Cet axe comprend des tweets qui présentent des attaques contre les gouvernements vénézuéliens/argentins pour leur caractère autoritaire, des mentions de dictatures ou de "narco-dictateurs", des plaintes sur le manque de libertés et le non-respect de certains droits fondamentaux ;

E2 - Pandémie : Dans cet axe nous étudions les tweets qui font référence à la gestion pendant la pandémie COVID-19 ;

E3 - Économie : Cet axe comprend les tweets qui mentionnent les crises économiques, la dévaluation monétaire, la forte inflation, la possibilité de créer une monnaie commune, les problèmes d'approvisionnement, entre autres problèmes macroéconomiques ;

E4 - « Communisme » : Cet axe regroupe les tweets qui évoquent des idéologies de gauche, faisant notamment référence au « communisme » et au socialisme ;

E5 - Corruption / Partenariats : Cette catégorie comprend les mentions de scandales de corruption, les arrestations de responsables gouvernementaux, l'envoi d'argent public brésilien vers des pays de "nature douteuse" via la Banque nationale de développement (BNDES) et les projets à caractère binational ;

E6 - Crise humanitaire : Ces tweets évoquent la misère du peuple vénézuélien, la crise des réfugiés et les conditions de vie précaires au Venezuela ;

E7 - « PT » : Voici tous les tweets qui font des associations avec la gauche brésilienne, en utilisant des termes tels que « voleur Lula », « ex-détenu », « faire le L », « Foro de São Paulo », entre autres ;

E8 - Possession d'armes : Dans cette catégorie, il y a des mentions sur la possession d'armes et la critique des politiques de désarmement ;

E9 - Extrême droite : Ces tweets contiennent des liens entre Eduardo Bolsonaro et d'autres noms de l'extrême droite latino-américaine, comme l'ancien président argentin Mauricio Macri.

Avec une telle approche définie, nous avons commencé la catégorisation de chacun des 92 tweets, en maintenant toujours la distinction centrale entre ceux liés au Venezuela, ceux liés à l'Argentine et ceux liés simultanément au Venezuela et à l'Argentine. Dans ce processus, nous utilisons la lettre "O" (oui) pour indiquer que le tweet présente au moins un des éléments d'un certain axe thématique et la lettre "N" (non) pour indiquer que le tweet ne présente aucun élément d'un certain axe thématique. Par conséquent, nous avons obtenu le résultat suivant :

Groupe 1 : Tweets mentionnant le mot « Venezuela »

Date du tweet	Axes thématiques							
	Caractère autoritaire	Pandémie	Economie	« Communisme »	Corruption / Partenariats	Crise humanitaire	« PT »	Possession d'armes
12/01	O	O	N	N	N	O	N	N
12/01	N	O	N	N	N	N	N	N
15/01	N	N	O	N	N	N	N	N
05/02	N	N	O	O	N	N	N	N
06/02	N	N	O	N	O	N	O	N
06/03	N	N	N	N	N	O	N	N
11/03	N	N	O	N	O	N	O	N
04/04	N	N	N	N	O	N	O	N
13/06	N	N	N	N	N	O	N	O
13/07	O	N	O	N	N	N	N	N
25/07	O	N	O	N	N	N	O	N
30/07	O	N	N	N	N	O	N	N
30/07	N	N	O	N	N	N	O	N
09/08	N	N	O	N	O	N	O	N
12/08	O	N	N	N	N	N	N	N
18/08	O	N	N	N	N	N	O	N
18/08	N	N	N	N	N	O	O	N
03/10	O	N	O	N	N	O	N	N
06/10	O	N	N	N	N	N	O	N
08/10	O	N	N	N	N	N	O	N
10/10	N	N	N	N	N	O	O	N
10/10	N	N	N	N	O	N	O	N
11/10	O	N	N	N	N	N	O	N
12/10	O	N	N	N	N	O	O	N
15/10	O	N	O	N	N	N	N	N
17/10	O	N	N	N	N	N	O	N
19/10	N	N	N	N	O	N	O	N
25/10	O	N	N	N	N	N	O	N
26/10	O	N	N	N	N	N	O	N
26/10	O	N	O	N	N	N	O	N
19/11	N	N	N	N	N	N	N	O
19/12	O	N	N	N	N	N	N	N

Groupe 2 : Tweets mentionnant les mots « Venezuela » et « Argentine »

Date du tweet	Axes thématiques							
	Caractère autoritaire	Pandémie	Economie	« Communisme »	Corruption / Partenariats	Crise humanitaire	« PT »	Possession d'armes
20/04	O	N	N	N	N	N	N	N
26/04	N	N	O	N	N	N	N	N
06/05	N	N	O	N	N	N	O	N
09/05	N	N	O	N	N	N	O	N
14/05	N	N	O	N	N	N	O	N
03/06	N	N	O	N	O	N	N	N
27/08	N	N	N	N	N	O	N	N
30/08	O	N	N	N	N	N	O	N
02/10	N	N	N	N	N	N	O	N
05/10	N	N	O	N	N	N	N	N
14/10	N	N	O	N	N	N	O	N
04/04	N	N	N	N	O	N	O	N
01/05	N	N	O	N	N	N	N	N
12/08	N	N	O	N	N	O	N	N

Groupe 3 : Tweets mentionnant le mot « Argentine »

Date du tweet	Axes thématiques							
	Caractère autoritaire	Pandémie	Economie	« Communisme »	Corruption / Partenariats	Extrême-droite	« PT »	Possession d'armes
04/01	N	N	O	O	N	N	O	N
11/01	N	O	N	N	N	N	N	N
05/02	N	N	N	N	O	N	O	N
18/02	N	N	O	N	N	N	N	N
15/03	N	N	O	N	O	N	O	N
31/03	O	N	O	N	N	N	N	N
14/04	N	N	O	N	N	N	O	N
04/05	N	N	O	N	N	N	N	N
18/05	N	N	N	N	O	N	O	N
23/05	N	N	N	O	N	N	N	N
23/05	N	N	O	O	N	N	N	N
07/06	N	N	O	N	N	N	N	N
12/06	N	N	N	N	N	O	N	N
13/06	N	N	O	N	N	O	N	O
16/06	N	N	N	N	N	O	N	N
11/07	N	N	O	O	N	N	N	N
19/07	N	N	O	N	N	N	N	N
22/07	N	N	O	N	N	O	N	N
30/07	N	N	O	N	N	N	O	N
31/07	N	N	O	O	N	N	N	N
01/08	N	N	O	N	N	N	N	N
03/08	N	N	O	N	N	N	N	N
08/08	N	N	O	O	N	N	N	N
09/08	N	N	O	N	N	N	N	N
12/08	N	N	O	N	N	N	O	N
15/08	N	N	O	N	N	N	N	N
26/08	N	N	O	O	N	N	O	N
26/08	N	N	N	N	O	N	N	N
29/08	N	N	N	N	N	N	N	N
04/09	N	N	N	N	N	N	O	N
08/09	N	N	O	N	O	N	O	N
12/09	N	N	O	N	N	N	O	N
18/09	N	N	N	N	N	N	N	O
20/09	N	N	N	N	N	N	O	N
23/09	O	N	N	N	N	N	O	N
09/10	N	N	O	N	N	N	O	N
15/10	N	N	O	N	N	N	N	N
15/10	O	N	N	N	N	O	O	N
15/10	N	N	O	O	N	N	N	N
16/10	N	N	O	O	N	N	N	N
16/10	N	N	O	N	N	N	O	N
17/10	N	N	O	N	N	N	O	N
18/10	N	N	O	N	N	N	O	N
27/10	N	N	O	N	N	N	O	N
28/10	N	N	O	N	N	N	O	N
06/12	N	N	N	N	O	N	O	N

Au premier plan, nous nous concentrerons sur l'étude de H1 : *l'Argentine a remplacé le Venezuela comme cible principale de la rhétorique d'extrême droite parce que la gauche brésilienne est plus proche de la gauche modérée argentine que de l'extrême gauche vénézuélienne.*

Compte tenu de la systématisation des tweets effectuée, nous aborderons les axes thématiques dits « caractère autoritaire », « communisme » et « PT ». Quand nous comparons l'incidence des fois où E. Bolsonaro associe les régimes étrangers à l'autoritarisme, nous nous apercevons que ce phénomène se produit 17 fois dans le cas du Venezuela et 3 fois dans le cas de l'Argentine. Cela nous amène à comprendre que la rhétorique de la peur de la perte des droits est encore, comme en 2018, extrêmement liée au Venezuela. Il est nécessaire de réaliser que l'association de la gauche brésilienne, en particulier du Parti des travailleurs, avec le régime dictatorial vénézuélien se produit dans la plupart des cas lorsque l'axe 1 est présent. La fausse association du développement d'un régime autoritaire avec le gouvernement actuel du PT est réfutée par l'histoire elle-même. Au cours de ses deux mandats, Luiz Inácio Lula da Silva a maintenu son attachement à l'État de droit. C'est pourquoi Eduardo Bolsonaro fait à nouveau usage d'une rhétorique séduisante sans fondement

empirique pour attirer la base « heavy » des bolsonaristes, comme nous le voyons dans le tweet suivant :



Traduction du Tweet du 06/10/2022 : « Un partisan de dictatures comme le Nicaragua, le Venezuela et Cuba ne sera jamais un espoir pour la démocratie »

Cependant, lorsque nous analysons le nombre de fois que l'axe thématique du «communisme» apparaît, nous sommes surpris. Contrairement à ce que dirait la majorité, E. Bolsonaro fait nettement plus de rapprochements de cette idéologie avec le gouvernement argentin qu'avec Maduro. Dans ce cas, il y a une connexion presque constante entre l'axe « communisme » et l'axe « économie ». Nous pouvons donc conclure que Bolsonaro abuse du concept véhément associé à Karl Marx en le simplifiant comme l'adoption de mesures économiques à gauche, comme cela est visible dans le Tweet suivant.



Traduction du Tweet du 31/07/2022: « Incroyablement, en quelques jours le peso argentin se dévalue de quelques dizaines... aujourd'hui 1 USD = 350 ARS ! Jusqu'en 2002 : USD = 1 ARS. Les Argentins achètent la monnaie bolivienne comme valeur refuge, pour protéger leur argent. Bienvenue dans le communisme »

On peut donc, à travers cette analyse, réfuter l'hypothèse n°1. Comme démontré dans les sections précédentes de cet article, la plus grande proximité entre la gauche brésilienne et la gauche argentine, par rapport à la gauche vénézuélienne, est incontestable. Cependant, le changement de cible clé de la rhétorique de l'extrême droite n'était pas pour cette raison. Opposé à l'utilisation d'informations fiables qui pourraient effectivement démontrer la possibilité que « le Brésil devienne

13 “Bolsonaro conversa com Javier Milei para definir ‘estratégia conjunta’ em eleições da Argentina”. Brasil de Fato, 16 janvier 2023, <https://www.brasildefato.com.br/2023/02/16/bolsonaro-conversa-com-javier-milei-para-definir-estrategia-conjunta-em-eleicoes-da-argentina>.

l'Argentine », Eduardo Bolsonaro radicalise son discours et finit par créer une fausse caractérisation de la gauche argentine.

La manifestation de l'axe thématique « extrême droite » nous montre que cette radicalisation n'est pas un phénomène exclusivement brésilien. Les tweets d'Eduardo Bolsonaro en lien avec d'autres grands noms de l'extrême droite latine, comme l'Argentin Javier Milei, qui a déjà annoncé sa pré-candidature aux élections présidentielles de 2023, prouvent le niveau transnational de la campagne de Jair Bolsonaro. À travers ses alliances mondiales, la famille Bolsonaro a cherché à renforcer sa base électorale par une consultation internationale sur des sujets tels que "l'endiguement du communisme dans l'ibérosphère". La participation d'Eduardo Bolsonaro au Forum de Madrid, par opposition au Forum de São Paulo, expose à nouveau la radicalisation des nouvelles droites, qui prétendent que l'Amérique latine a été prise en otage par des régimes totalitaires inspirés par les communistes et soutenus par le trafic de drogue. En Argentine, en accord avec la position d'E. Bolsonaro, le 13 février 2023, Milei a commenté l'élection présidentielle au Brésil : « Il y a eu une élection très floue dans le résultat. Les gens ont passé 70 jours à leur demander de clarifier les choses, mais Lula n'a pas clarifié les choses. Supprimé. S'il avait la vérité de son côté, il aurait dû montrer les données. Laissons Lula démontrer qu'il n'y a pas eu de fraude. Lula n'a jamais pris la peine de clarifier ». ¹³ Dès lors, nous assistons à l'émergence d'un nouvel agenda au niveau transnational des mouvements de droite : la contestation des résultats électoraux.



Traduction du Tweet du 13/06/2022: « La nouvelle constitution socialiste folle du Chili, les pénuries de carburant en Argentine, la possession d'armes à feu et bien plus encore »

La radicalisation des discours de l'extrême-droite a lieu pour que la société soit impactée par la peur. Selon la théorie de la gestion de la terreur de Pyszczynski (2003), les électeurs, lorsqu'ils sont exposés à des rappels sur l'inévitabilité de la mort, sont négativement affectés. Ainsi, la constitution de l'image d'ennemis, comme dans le cas de l'Argentine, est source de peur ou de haine

(Dafure 2000). En outre, il est entendu qu'il existe des conditions pour que la politique étrangère soit un facteur déterminant dans la décision finale de l'électeur. Pour Aldrich (2006), le choix du citoyen devant les urnes peut changer lorsque (a) des informations sur la politique étrangère sont disponibles pour l'électeur, qui a des opinions cohérentes sur le sujet ; (b) les problèmes externes affectent une sphère domestique considérée comme importante pour les électeurs ; (c) les candidats promeuvent et discutent des questions internationales. En conséquence, il est clair qu'Eduardo Bolsonaro n'a pas visé l'Argentine car ce pays a une gauche modérée proche de celle brésilienne, ce qui constituerait un « ennemi plus palpable », comme nous le pensons initialement. Bien que son discours semble superflu à un analyste politique, cette rhétorique n'est pas dénuée de rationalité. Son objectif était, comme l'expliquent les théories susmentionnées, d'hyperboliser la peur au sein de la société brésilienne, en utilisant une rhétorique sentimentale et non pragmatique, comme nous pouvons le penser au premier abord.

En arrière-plan, nous analyserons *H2 : l'Argentine a remplacé le Venezuela comme cible principale de la rhétorique d'extrême droite parce que le paysage politique et économique brésilien ressemble plus à la réalité argentine qu'à la crise humanitaire vénézuélienne.*

Dans ce cas, nous nous concentrerons sur les axes « économie », « PT » et « crise humanitaire ». Comme nous l'avons vu précédemment, le Venezuela traverse une crise humanitaire sans précédent, dont les conséquences ont déjà commencé à se faire sentir au Brésil à travers les flux de réfugiés. Cependant, il semble inapproprié de faire une comparaison entre la crise économique brésilienne et la crise vénézuélienne. C'est un fait que, sous le gouvernement Dilma, le Brésil a fait face à de longues années de récession, mais jamais au point de frôler l'hyperinflation ou une crise humanitaire. Il semble donc logique que l'extrême droite soit raisonnable en faisant des comparaisons entre les deux pays. En revanche, ce n'est pas le cas. Comme nous pouvons le voir dans le Tweet ci-dessous, Eduardo Bolsonaro utilise un discours simpliste et hyperbolique lorsqu'il associe un avenir d'extrême pauvreté à une éventuelle victoire du Parti des travailleurs. Rappelons que durant les deux premiers gouvernements de Lula, le Brésil faisait partie du groupe restreint des dix plus grandes économies du monde et s'est consolidé internationalement comme un grand nom de la gouvernance mondiale.



Traduction du Tweet du 10/10/2022: « Les Vénézuéliens rapportent avoir vu des enfants manger des chats, des chiens et des iguanes. Est-ce cela que vous souhaitez pour votre enfant ? Rappelez-vous que le narco dictateur est l'ami du voleur. Pour empêcher le Brésil de devenir un Venezuela, votez 22, Bolsonaro »

En revanche, la mention croissante de l'économie argentine attire l'attention. Dans près de 70 % des tweets du groupe 3, il y a une mention thématique de l'économie. Cela signifie que l'articulation principale de la rhétorique de Bolsonaro sur le pays voisin est liée à sa crise économique. Dans ce cas, il est raisonnable de penser que l'électorat brésilien se sent intimidé par la situation de ses « *hermanos* ». Bien que le degré de développement économique soit différent, la trajectoire économique et politique partagée entre les deux pays rend cette crise extrêmement plus palpable pour l'électorat. Et cela semble être le cas. Quand nous mesurons l'importance de l'Argentine pour le commerce brésilien, force est de constater qu'une crise du pays frontalier se fait facilement sentir au Brésil. De plus, les deux pays partagent une histoire d'hyperinflation dans les années 1980 sous les dictatures militaires, ce qui rend le sujet fortement attirant dans la mémoire de l'électorat. Bolsonaro utilise donc stratégiquement une comparaison des indicateurs inflationnistes des deux pays pour guider sa campagne, comme indiqué ci-dessous.



Traduction du Tweet du 15/08/2022: « Et comment allons-nous lutter contre la désinformation ? Par la comparaison de l'inflation annuelle au Brésil avec l'inflation mensuelle en Argentine ! »

Enfin, nous pouvons partiellement valider l'hypothèse n°2. Bien que l'on pense logiquement à une réduction de l'association de la crise humanitaire avec la gauche brésilienne, Eduardo Bolsonaro a prouvé que la rhétorique extrémiste use encore de cette fausse connexion. D'autre part, nous voyons que l'instrumentalisation de la crise économique argentine devient plus puissante parmi les électeurs en raison des similitudes dans les trajectoires politico-économiques du Brésil et de l'Argentine.

Conclusion

En conclusion, cet article a cherché à analyser l'utilisation du jeu à plusieurs niveaux dans la campagne électorale de Jair Messias Bolsonaro. Conformément à la théorie du Jeu à deux niveaux de Putnam (2005), il a été constaté que, depuis 2018, Bolsonaro a utilisé la politique étrangère pour renforcer sa base électorale nationale. Par l'artifice des attaques contre la gauche latino-américaine, notamment contre le Venezuela et l'Argentine, l'ancien président a réussi à mobiliser ses partisans par la diffusion de fausses informations sur les gouvernements étrangers via les réseaux sociaux. A cela s'ajoute le caractère transnational de l'extrême droite, créant un concert international sur certains agendas, également instrumentalisés afin de renforcer la base électorale bolsonariste.

Comme la littérature nous l'a déjà montré, l'extrême droite a suscité la peur et la polarisation de la société en associant à tort une victoire du Parti des travailleurs à une « vénézuélisation » du Brésil. Cette peur, utilisée depuis la polarisation politique de la Guerre froide, produit de la méfiance et accroît la désinformation (Rhodes et Vayo 2019). Ainsi, la politique étrangère est devenue un terrain fertile pour la propagation de fake news. Face à cela, on peut s'interroger sur une certaine continuité que présente la rhétorique d'extrême droite. En vérifiant le panorama historique, il est clair que la rhétorique de la peur a été utilisée par la droite, spécialement par le bloc capitaliste dirigé par les États-Unis, à travers différentes stratégies. Parmi elles, la propagation d'une logique dichotomique partagée entre « amis et ennemis » en matière de politique étrangère se démarque.

Ainsi, nous voyons que, bien qu'il y a une continuité dans la logique de la rhétorique de la peur au fil des décennies, le principal changement se produit en termes de cibles. Alors que pour le bloc capitaliste, le diable était personnifié par Cuba, l'orientation à gauche des autres pays était attaquée par la droite émergente. Contrairement à ce que nous avons vu en 2018, la principale cible de cette rhétorique dans le contexte brésilien n'est plus le plus grand bastion de la gauche radicale en Amérique latine : le Venezuela. Depuis la victoire de Fernández et le retour de Cristina Kirchner à la vice-présidence, cette gauche argentine est devenue le principal méchant du discours bolsonariste.

A travers l'analyse des Tweets d'Eduardo Bolsonaro, nous avons conclu qu'un tel changement a eu lieu notamment en raison de la crise économique qui dévaste l'Argentine. Grâce aux similitudes dans les trajectoires économiques et politiques du Brésil et de l'Argentine, cet artifice devient plus prudent que la comparaison incommensurable des gouvernements du PT avec la crise humanitaire vénézuélienne. En revanche, cela ne signifie pas que la radicalisation du discours d'extrême droite soit restée en arrière. L'aile olavista des bolsonaristes continue inlassablement d'associer les idéologies

communistes et socialistes aux gauchistes qui, dans leur spectre politique, se positionnent à grande distance de ces concepts.

Enfin, nous pouvons nous interroger sur l'efficacité de ce changement de paradigme dans la rhétorique de l'extrême droite. Serait-ce une success story ? Face à la défaite bolsonariste, cela ne semble pas être le cas. Cependant, pour attribuer l'échec de la campagne à ce discours extrémiste, il faut se consacrer à un prochain article.

Bibliographie

Amorim, Celso. "Brazilian foreign policy under President Lula (2003-2010): an overview". *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol. 53, no spe, décembre 2010, p. 214–40. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.1590/S0034-73292010000300013>.

Araujo, Ernesto. *Agora Falamos*. The New Criterion. Vol. 37, No. 10 / Juin 2019.

Batista da Silva, Flavia. *FOREIGN POLICY AS FAKE NEWS? BOLSONARO'S ELECTORAL FEARMONGERING CAMPAIGN IN BRAZIL* (2018). University of Illinois Urbana-Champaign, 2021.

Castelo Branco, Felipe. "O ÓDIO COMO AFETO POLÍTICO: SOBRE A COMPOSIÇÃO DO POPULISMO DE EXTREMA-DIREITA NO BRASIL". *Psicanálise & Barroco em Revista*, vol. 17, no 2, octobre 2019, p. 64. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.9789/1679-9887.2019.v17i2.64-95>.

Cervo, Amado Luiz. "Sob o signo neoliberal: as relações internacionais da América Latina". *Revista Brasileira de Política Internacional*, vol. 43, no 2, décembre 2000, p. 5–27. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.1590/S0034-73292000000200001>.

Chagas, Viktor, et al. "O Brasil vai virar Venezuela: medo, memes e enquadramentos emocionais no WhatsApp pró-Bolsonaro". *Esferas*, no 14, août 2019, p. 1. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.31501/esf.v0i14.10374>.

Goldstein, Ariel. "O SUCESSO DAS 'GUERRAS CULTURAIS' NA CAMPANHA 2018: Bolsonaro no Facebook e Instagram". *INTER-LEGERE*, vol. 2, 2019, p. 18.

Lima, Renato Sérgio de, et al. "Medo da violência e adesão ao autoritarismo no Brasil: proposta metodológica e resultados em 2017". *Opinião Pública*, vol. 26, mai 2020, p. 34–65. SciELO, <https://doi.org/10.1590/1807-0191202026134>.

Morgenfeld, Leandro Ariel. *Macri, de Obama a Trump : Argentina-Estados Unidos y su impacto en las relaciones interamericanas*; Universidad de Guadalajara; 2017; 293-322

Munhoz, Ruan Felipe. "O VENEZUELANO PELOS OLHOS DO PRESIDENTE BRASILEIRO". *Macabéa - Revista Eletrônica do Netlli*, vol. 10, no 01, décembre 2020, p. 469–80. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.47295/mren.v10i01.2863>.

Putnam, Robert D. "Diplomacy and Domestic Politics: The Logic of Two-Level Games". *International Organization*, vol. 42, no 3, 1988, p. 427–60. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.1017/S0020818300027697>.

Reyna, José Luis. "La política exterior de Brasil; su evolución reciente". *Foro Internacional*,

décembre 2019, p. 273–83. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.24201/fi.v60i1.2697>.

Schutte, Giorgio Romano, et al. “Jogo de Dois Níveis Voltado ao Eleitorado: Uma Análise da Política Externa Bolsonaroista”. *Conjuntura Global*, vol. 8, no 2, décembre 2019. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.5380/cg.v8i2.69854>.

Soares Vieira, Bárbara. *AS ESTRATÉGIAS ELEITORAIS DE JAIR BOLSONARO NA CORRIDA PRESIDENCIAL DE 2018. As cinco pautas que fizeram Bolsonaro ser eleito presidente do Brasil*. Universidade de Brasília, 2019.

Vidigal, Carlos Eduardo. “Bolsonaro e a reorientação da política exterior brasileira”. *Meridiano 47 - Journal of Global Studies*, vol. 20, décembre 2019. DOI.org (Crossref), <https://doi.org/10.20889/M47e20011>.

Virgínio Pinheiro Neto, Livino. *Jair Bolsonaro e a busca pelo conflito permanente: Análise Crítica do Discurso das publicações no Twitter de Jair Bolsonaro durante a eleição presidencial brasileira de 2018*. Instituto Universitário de Lisboa, 2019.

7.

Bolsonaro : une œuvre populiste de la nouvelle droite brésilienne?

**Alice
Dobal
Jordan**

Étudiante en relations internationales
en double diplôme à Sciences Po et
University of British Columbia (UBC)

Le 5 novembre 2018, quelques jours après le scrutin qui a confirmé l'élection de Jair Bolsonaro à la présidence du Brésil, le *New York Times* a publié un article d'opinion intitulé « La démocratie latino-américaine peut-elle résister à l'assaut populiste ? »¹ La campagne électorale de Bolsonaro avait établi le ton de sa présidence en glorifiant la dictature brésilienne de 21 ans et en s'exprimant défavorablement sur les droits des minorités : pour la presse internationale, il n'était que le dernier des hommes politiques de la région à adopter un discours autoritaire populiste.² Pourtant, l'appui du populisme de Bolsonaro sur la remise en cause de l'establishment démocratique n'est que partiel : il doit être interprété dans le contexte plus large de la réapparition de la politique de droite dans la sphère publique au Brésil, et par l'adoption de courants de discours internationaux d'extrême droite mettant en avant le conservatisme social et contribuant à la polarisation de la politique. Dans cet article, nous avançons que le populisme de Bolsonaro repose sur une représentation de ses partisans et de son opposition qui s'appuie sur des contextes nationaux (avec la nouvelle droite) et internationaux (avec les courants d'extrême droite), faisant de cet exemple de populisme une partie d'un phénomène international en relation avec des dynamiques nationales. Pour soutenir cette thèse, nous adopterons le cadre du populisme proposé par Mudde, dans lequel le populisme est compris comme une *thin-centered ideology* qui considère que la société est en fin de compte séparée en deux camps homogènes et antagonistes, « le peuple pur » contre « l'élite corrompue », et qui soutient que la politique devrait être l'expression de la volonté générale du peuple.³ Cette caractéristique de *thin-centered ideology* que présente le populisme se traduit par sa capacité à être assimilé à d'autres idéologies sur le spectre politique ; le populisme reste malléable car il peut être utilisé comme outil par les dirigeants politiques quelle que soit leur positionnement. Il peut le faire tout en gardant le titre de populisme, c'est-à-dire s'il conserve les trois concepts fondamentaux sur lesquels ce type d'idéologie s'appuie pour faire la distinction entre le groupe d'appartenance et le groupe d'exclusion : le peuple, l'élite et la volonté générale. Conformément à ce cadre, dans cet article nous adopterons une structure simple en suivant les trois concepts fondamentaux nécessaires pour qu'une stratégie soit considérée comme populiste. Nous examinerons tout d'abord la représentation du « peuple » par Bolsonaro, qui s'inspire de la nouvelle droite dans la politique brésilienne et de l'émergence d'acteurs religieux sur la scène politique. L'accent sera ensuite mis sur la caractérisation de « l'élite », c'est-à-dire la classe politique corrompue à laquelle Bolsonaro déclare s'opposer, et sur le rôle d'un discours d'extrême droite plus large, tel qu'un retour en arrière contre le féminisme

1 Corrales, Javier. « Can Latin American Democracy Withstand the Populist Assault? », *The New York Times*. 5 novembre 2018. En ligne : <https://www.nytimes.com/2018/11/06/opinion/can-latin-american-democracy-withstand-the-populist-assault.html?searchResultPosition=1> [consulté le 20 novembre 2022].

2 Ibid

3 Mudde, Cas et Cristóbal Rovira Kaltwasser. « "What is populism?" » *Populism: A Very Short Introduction*. online edn : Oxford Academic, 2017, p. 6. En ligne : <https://doi.org/10.1093/actrade/9780190234874.003.0001> [consulté le 22 novembre 2022].

et les droits LGBTQ+ dans cette opposition. Enfin, nous aborderons le troisième concept central de l'idéologie populiste, la volonté du peuple, au centre de la célèbre rhétorique antidémocratique de Bolsonaro, et le contextualiserons en tant qu'une approche qui dépasse les positions politiques, comme le montrent les populistes de droite et de gauche.

Dans le but de développer cette analyse, nous nous appuyerons sur une application directe de ces 3 principes de l'idéologie populiste au discours de Bolsonaro pendant la campagne électorale de 2022. Les données de son discours au cours de cette dernière élection proviennent de trois sources distinctes. Le premier type de source concerne ses discours pendant les débats télévisés entre les candidats. Cette source a été choisie dans le contexte du rôle non négligeable des apparitions télévisées des candidats dans la décision de vote de l'électorat brésilien. Malgré la diminution de la propagande électorale au cours des vingt dernières années, le niveau d'exposition des électeurs au discours des candidats à la télévision a un fort impact sur la perception de leur image par l'électorat.⁴ Pour cette même raison, le deuxième type de source choisi est celui des publicités officielles de la campagne de Bolsonaro, diffusées à la télévision avec le contenu des autres candidats pendant l'« horaire électoral », un temps qui se limite à présent à une vingtaine de minutes certains jours de la semaine où les programmes télévisés habituels sont interrompus pour promouvoir les projets de chaque candidat.⁵ L'efficacité de cette stratégie pour informer l'électorat sur le programme des candidats s'explique par le haut taux de diffusion de la télévision dans tout le pays.⁶ Dans la mesure où le discours de Bolsonaro peut s'adapter pour faire appel à un public plus large, comme c'est le cas des publicités sur les chaînes ouvertes, le troisième type de source s'intéresse à son discours en s'adressant directement à ses supporteurs au cours de ses événements de campagne.

« Le peuple » : la famille brésilienne traditionnelle (chrétienne)

Mudde et Kaltwasser identifient le concept central du "peuple" dans l'idéologie populiste comme une construction destinée à susciter une identité de groupe.⁷ Ce terme générique permet à Bolsonaro de se présenter comme le représentant du "peuple" en tant que nation brésilienne, mais aussi comme la masse populaire, dans le contexte brésilien, la classe moyenne qui est sortie de la pauvreté grâce aux politiques de redistribution du gouvernement de Lula et au boom économique du début des années 2000. Bolsonaro s'est appliqué pendant sa campagne électorale de 2018 à

4 Borba, Felipe et Steven Dutt-Ross. « Horário Gratuito de Propaganda Eleitoral e a formação da opinião pública na eleição presidencial de 2018 », *Opinião Pública*, décembre 2021, vol.27. p. 851-877.

5 Ibid.p. 854

6 Ibid.

7 Mudde, Cas et Cristóbal Rovira Kaltwasser. « "What is populism?" » *Op. cit.* p. 9

transmettre l'image d'un citoyen provenant de la classe moyenne modeste. Cette stratégie était manifeste à travers ses vidéos personnelles pendant la campagne, dans lesquelles il apparaissait dans des vêtements informels, mangeant des tartines avec du lait concentré sucré, un repas populaire caractéristique. Son appropriation du drapeau brésilien et de symboles nationaux comme le maillot de football brésilien fait également allusion à la légitimité qu'il cherche à transmettre en tant que véritable représentant de la « nation brésilienne ». Pourtant, la devise de sa campagne – « Le Brésil au-dessus de tout, Dieu au-dessus de tous » - fait également allusion à l'aspect socialement conservateur de son positionnement et est révélatrice de qui, exactement, est « le peuple » qui se voit représenté par ce dirigeant d'extrême droite.

Si les opinions de Bolsonaro se prononçant fortement en faveur de la dictature et contre les droits LGBTQ+ ont été perçues comme audacieuses et surprenantes lorsqu'il a émergé en tant que candidat, c'est aussi parce que les hommes politiques de droite au Brésil étaient restés discrets sur leurs affiliations politiques pendant une longue période avant l'élection de 2018. La droite brésilienne avait reculé devant le terme même de « droite » en raison de souvenirs marquants relatifs à la dictature répressive (1962-1985).⁸ Ce rejet de la labellisation « droite » n'a pas entraîné une disparition complète des politiciens de droite, mais plutôt une disette de candidats explicitement labélisés de droite aux élections présidentielles, l'étape la plus importante de la politique intérieure en termes d'exposition des candidats.⁹ On s'attendait à ce que le phénomène de la « droite honteuse » s'estompe à mesure que les souvenirs de la dictature se dissipent et que les partis conservateurs se forment une nouvelle identité politique, mais ce phénomène est demeuré étonnamment durable,¹⁰ persévérant jusqu'à la fin des années 2000.¹¹ La « nouvelle droite » qui émerge lentement tout au long des années 2000 au Brésil (et en Amérique latine) se caractérise par la défense des politiques économiques libérales, la défense de la démocratie et la défense radicale des valeurs familiales traditionnelles.¹² Les vues conservatrices sont introduites par le biais d'un « conservatisme séculaire » à la Chambre des députés, par le biais du thème de la sécurité publique et du « banc des balles » (groupe parlementaire favorable à la libéralisation du port d'armes) défendant les politiques de la « loi et de l'ordre ».¹³ Cette

8 Singer, André. « A reativação da direita no Brasil », *Opinião Pública*. 2021, vol.27 no 3. p. 705-729.

9 Ibid.p. 708

10 Timothy J. Power and Cesar Zucco Jr., “Estimating Ideology of Brazilian Legislative Parties, 1990-2005: A Research Communication,” *Latin American Research Review* 44, no. 1 (2009): 235; in Marcos Paulo dos Reis Quadros and Rafael Machado Madeira, “Fim Da Direita Envergonhada? Atuação Da Bancada Evangélica e Da Bancada Da Bala e Os Caminhos Da Representação Do Conservadorismo No Brasil,” *Opinião Pública* 24, no. 3 (2018): 487.

11 dos Reis Quadros, Marcos Paulo et Rafael Machado Madeira. « Fim da direita envergonhada? Atuação da bancada evangélica e da bancada da bala e os caminhos da representação do conservadorismo no Brasil ». Op. cit. p. 488

12 Ibid.p. 498

13 Ibid.p. 505

“Nouvelle Droite” est également une grande défenseuse des politiques néolibérales,¹⁴ le réseautage entre les membres de ce mouvement se faisant par le biais de think tanks internationaux. Le premier mouvement lié à la Nouvelle Droite au Brésil remonte à 2006, après le scandale de corruption politique du “Mensalão” (financement complémentaire illicitement octroyé), avec la création du “Movimento Endireta Brasil (MED)”¹⁵ dirigé par Ricardo Salles, qui deviendra plus tard le ministre de l’Environnement de Bolsonaro.

L’adoption par Bolsonaro d’éléments thématiques issus de la Nouvelle Droite dans son propre discours, comme la défense des valeurs familiales traditionnelles et du « conservatisme laïque » par son soutien à la libéralisation de la possession d’armes à feu — comme son homologue nord-américain — place son identité même comme contingente aux tendances politiques de la droite brésilienne de son époque. Bolsonaro a historiquement cherché à obtenir de meilleurs salaires pour les militaires de rang inférieur, promouvant ainsi une adhésion à sa politique de droite, y compris à son héritage dictatorial, contrairement à d’autres secteurs de la Nouvelle Droite en Amérique latine. Que les électeurs brésiliens aient réellement toujours été conservateurs et qu’ils aient cherché un homme politique capable de représenter leurs opinions, comme certains chercheurs l’ont affirmé,¹⁶ ou que les critiques flagrantes de Bolsonaro à l’égard du gouvernement après de multiples scandales politiques aient incité les électeurs à le soutenir, l’adoption par Bolsonaro d’une identité de droite a été la clé de la popularité qui lui a permis de développer sa rhétorique populiste.

L’identité de droite de Bolsonaro et sa capacité à faire appel au “peuple” ont également impliqué un soutien explicite à une vision religieuse du monde—il s’agit, après tout, de Dieu au-dessus de tous. Ce facteur est également compris au sein de cette nouvelle droite brésilienne qui a été renforcée par l’évolution des relations entre les acteurs politiques et les acteurs religieux depuis le début de la démocratisation.¹⁷ La population évangélique a augmenté de manière significative au cours de cette période, représentant désormais 26 % de la population alors qu’elle ne représentait que 15,4 % en 1991,¹⁸ et ce groupe s’est révélé être une force politique majeure par le biais de prédicateurs médiatiques participant à des manœuvres politiques façonnant l’opinion publique dans une direction conservatrice, en particulier après la réélection de Dilma Rousseff en 2014.¹⁹ En effet, ce changement

14 Rocha, Camila. « The New Brazilian Right and the Public Sphere », The Maria Sibylla Merian International Centre for Advanced Studies in the Humanities and Social Sciences Conviviality-Inequality in Latin America. 2021 no 32. p. 2.

15 Rocha, Camila. « The New Brazilian Right and the Public Sphere ». Op. cit.

16 Singer, André. « A reativação da direita no Brasil ». Op. cit.

17 dos Reis Quadros, Marcos Paulo et Rafael Machado Madeira. « Fim da direita envergonhada? Atuação da bancada evangélica e da bancada da bala e os caminhos da representação do conservadorismo no Brasil ». Op. cit. p. 493

18 Ibid.p. 494

19 Burity, Joanildo. « The Brazilian Conservative Wave, the Bolsonaro Administration, and Religious Actors », Brazilian Political Science Review. 2021, vol.15 no 3. p. 5.

a été observé par Dos Reis Quadros et Machado Madeira dans l'augmentation des représentants évangéliques en 2014, tous les États à l'exception du Mato Grosso et du Tocantins ayant envoyé des représentants évangéliques au Congrès cette année-là. L'agenda politique religieux que ce groupe défend à travers le « banc évangélique » à la Chambre des députés se caractérise par des initiatives anti-IVG et des politiques limitant les droits LGBTQ+, une tactique que Bolsonaro en est venu à qualifier de lutte contre « l'idéologie du genre ». ²⁰ Dans sa rhétorique, le « peuple brésilien » se bat donc pour se débarrasser des mœurs corrompues d'une opposition « communiste » ou « socialiste » qui veut imposer aux enfants les idées d'une « idéologie du genre » défiant la famille brésilienne traditionnelle qu'il se targue de représenter.

Pendant la campagne de 2022, ce discours a été présent à travers l'insistance sur le peuple brésilien comme un profondément religieux dans les propagandes électorales de sa campagne. ²¹ Le discours de la défense de la famille a marqué la campagne de Bolsonaro en 2022. Au cours de ses événements de campagne et dans ses vidéos de propagande, ²² la protection de la famille est directement liée à la foi. L'identité de Bolsonaro en tant que défenseur ou « Messie » du peuple est donc dépendante de l'image machiavélique de son opposition politico-morale.

L'élite : scandales de corruption, idéologie du genre et fake news

Mudde et Kaltwasser identifient l'élite comme un concept central de l'idéologie populiste en raison de la distinction qu'elle établit entre le peuple « pur » que le dirigeant populiste représente et l'élite « corrompue » contre laquelle il se positionne. Dans le cas du Brésil, le terme « corrompu » est appliqué de manière tout à fait littérale. Cette « élite » est définie sur la base du pouvoir ²³ ; au Brésil, elle inclut toute l'élite politique. Ce rejet de l'élite liée au Parti des travailleurs (PT) est connu dans les milieux universitaires sous le nom d' « antipetismo » et a des racines plus profondes que les scandales politiques du 21^e siècle. Ce sentiment de rejet a créé une énigme dans la politique brésilienne, étudiée pour la première fois par Samuels et Zucco : il y a plus d'électeurs brésiliens qui rejettent le PT que d'électeurs partisans, les deux catégories ne s'excluant pas mutuellement. ²⁴ Les partis brésiliens en dehors du PT ont donc eu de grandes difficultés à cultiver l'affirmation partisane

20 Soares, Ingrid. « Bolsonaro sobre ideologia de gênero nas escolas: “Não admitimos” », *Correio Braziliense*. 30 mars 2022 . En ligne : <https://www.correiobraziliense.com.br/politica/2022/03/4997042-bolsonaro-sobre-ideologia-de-genero-nas-escolas-nao-admitimos.html> [consulté le 20 novembre 2022].

21 Propaganda Eleitoral Brasil - Presidente - 15/10/2022 Tarde. 2022. 0:31. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=nl2bKAZV314> [consulté le 14 février 2023].

22 Propaganda Eleitoral Brasil - Presidente - 15/10/2022 Tarde. Op. cit.

23 Mudde, Cas et Cristóbal Rovira Kaltwasser. « “What is populism?” » Op. cit. p. 12

24 Samuels, David J. et Cesar Zucco. *Partisans, Antipartisans, and Nonpartisans*. Cambridge, UK : Cambridge University Press, 2018.

parmi leurs partisans,²⁵ tandis que l'antipetismo a été alimenté par la colère contre l'implication du PT dans la corruption sous Dilma, bien que la corruption ait imprégné la politique brésilienne depuis des générations.²⁶ Ce que Bolsonaro a fait de cette opposition en 2018 revient à déplacer cet antipetismo—qui n'est pas défini par des clivages politiques droite/gauche²⁷ — vers son propre agenda de droite, en le présentant comme un sentiment d'indignation partagé par « le peuple » qui s'oppose alors au PT, un antagoniste bien connu. La différence à souligner ici par rapport aux formes précédentes d'antipetismo est la clarté avec laquelle le conflit est présenté sur le spectre idéologique, l'opposition étant qualifiée de « gauche », avec des « politiques communistes » ou diffusant des « idéologies socialistes » selon Bolsonaro. L'idée d'une vague de socialisme insoupçonnée s'insinuant dans la politique dominante était également un avertissement soulevé par Trump,²⁸ montrant des visions du monde similaires entre les deux populistes.

Le clivage droite/gauche est marqué par la rhétorique du conservatisme social à travers le rejet de supposées « idéologies du genre » exposant leurs enfants à des enseignements indécentes par le biais de l'éducation sexuelle dans les écoles publiques. Le virage des conservateurs sociaux vers les partis de droite peut être rattaché à la fin du second mandat de Lula, qui a vu l'adoption de la loi Maria da Penha protégeant les victimes de violence et d'abus domestiques et la criminalisation de l'homophobie, après quoi il n'était plus possible de défendre le programme conservateur et de voter pour des candidats de gauche à la présidence.²⁹ Bolsonaro s'est ainsi présenté comme le seul capable de réduire la violence par des mesures répressives (« conservatisme laïc ») mais aussi par la discipline de la société face à une « dégradation morale » comprise comme la priorisation des droits des minorités sur les droits du « citoyen ordinaire »³⁰ (encore une fois « le peuple »). Cette image de défenseur de la famille implique également de maintenir une image viriliste conforme aux rôles de genre traditionnels, une stratégie également menée par Donald Trump en rabaissant les femmes de manière répétée, tous deux s'appuyant sur une misogynie systématisée comme moyen de maintenir leur propre réputation de mâle viril.³¹

25 Ibid.p. 9

26 Ibid.

27 Ibid.p. 40

28 Folha de S. Paulo. « Trump volta a pedir voto em Bolsonaro e chama Lula de “lunático” », Folha de S.Paulo. 28 octobre 2022 . En ligne : <https://www1.folha.uol.com.br/mundo/2022/10/trump-pede-voto-em-bolsonaro-e-chama-lula-de-lunatico.shtml> [consulté le 20 novembre 2022].

29 Rocha, Camila. « The New Brazilian Right and the Public Sphere ». Op. cit. p. 17

30 Ibid.p. 19

31 Kaul, Nitasha. « The Misogyny of Authoritarians in Contemporary Democracies », *International Studies Review*. 1 décembre 2021, vol.23 no 4. p. 1619-1645.

En 2022, l'image de la famille brésilienne, la foi, la protection des valeurs du peuple en opposition à « l'idéologie du genre » était tout aussi présente. Bolsonaro affirme dans un de ses discours « aujourd'hui, avec la grâce de Dieu, nous avons un capitaine pour le peuple brésilien, un capitaine qui respecte la famille brésilienne, (...) qui ne va pas permettre l'idéologie du genre, un capitaine qui respecte la vie depuis sa conception, qui ne va pas permettre l'avortement au Brésil. »³² La mise en opposition de Lula joue également sur les thèmes de la famille et la religion : une des vidéos de campagne de Bolsonaro présente des extraits d'une échographie superposée d'effets sonores d'un hôpital suggérant la mort d'un fœtus, alors qu'une voix off résonne « Lula veut changer la loi pour encourager l'avortement. »³³ Ses critiques à l'opposition en 2022 ont également joué sur les scandales de corruption. Bolsonaro commence son événement de campagne à Fortaleza avec des cris « menteur, sans caractère, voleur, la place d'un voleur est en prison ! »³⁴ La caractérisation de Lula comme voleur va jusqu'à élever l'enjeu de l'élection à des proportions bibliques à travers des appels de Bolsonaro à ses supporters : « nous [devons] faire que le bien vainque le mal, nous allons montrer que le Brésil est un pays libre et qu'il le restera, et aux chrétiens, nous allons continuer à parler de politique aujourd'hui pour continuer à parler de notre Dieu demain. »³⁵ La possible réélection de Lula est donc, dans ce discours, celle d'un ex-détenu qui retourne sur la scène du crime.³⁶

La division entre « le peuple » que le dirigeant populiste représente et « l'opposition » contre laquelle il se prononce a servi à polariser davantage la politique en raison de la simplification excessive des groupes d'acteurs politiques. La rhétorique de Bolsonaro sur le PT ne considère pas seulement le parti comme inapte à gouverner en raison de son implication passée dans des scandales de corruption, elle englobe toute une opposition dans une catégorie dont les opinions ne sont pas légitimes dans le système politique parce qu'elles sont dépourvues du soutien du seul vrai « peuple brésilien » qu'il revendique représenter. Cela remet en question les limites du discours avec le « peuple » en tant que souverain dans l'idéologie populiste, ou plutôt son absence, car la légitimité du dirigeant populiste en vient à surpasser la loi et le système démocratique lui-même.

32 Ao vivo: Bolsonaro faz evento de campanha em Fortaleza (CE). 2022. 1:22. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=0lJKrV5anVQ> [consulté le 14 février 2023].

33 Propaganda Eleitoral Brasil - Presidente - 14/10/2022 Tarde e Noite. 2022. 5:55. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=BGUqETRNVBE> [consulté le 14 février 2023].

34 Ao vivo: Bolsonaro faz evento de campanha em Fortaleza (CE). 0:10 Op. cit.

35 Ibid. 8:55.

36 DEBATE NA BAND: PRESIDENCIAL 2022. 2022. 3:42:52. En ligne : https://www.youtube.com/watch?v=WwdgWl_nmKI [consulté le 14 février 2023].

La volonté du peuple : une force qui incite à des actes antidémocratiques

L'utilisation de la "volonté générale" dans l'idéologie populiste trouve ses racines dans la philosophie politique qui considère le peuple comme la seule entité politique légitime dans l'État (Jean Jacques Rousseau et d'autres partisans du contrat social) et qui, par conséquent, considère les dirigeants et les structures qui composent l'État comme subordonnés à cette « volonté du peuple » identifiable et unique.³⁷ Cette idée s'applique à la démocratie et aux élections libres et équitables sur lesquelles elle repose, mais devient rapidement préoccupante lorsque l'idéologie populiste incite à un coup d'État ou à l'affaiblissement des institutions démocratiques au nom du « peuple ».

Bolsonaro a déclaré ostensiblement son soutien à la dictature militaire, notamment en dédiant son vote en faveur de l'impeachment de Dilma Rousseff au colonel Carlos Alberto Brilhante Ustra, le tortionnaire dont elle a été victime pendant la dictature. Ce discours s'est métamorphosé en appels ouverts à un coup d'État militaire et à la fermeture des institutions démocratiques opposées à son administration, comme la Cour suprême du Brésil, le Tribunal Fédéral Suprême, qu'il a menacé de fermer.³⁸ La conviction de la légitimité de l'appel à un coup d'État par le biais de la « volonté générale » est visible lors des marches et des manifestations organisées par ses partisans. Lors des dernières mobilisations contre les résultats des élections de 2022, des banderoles et des affiches appelaient à un coup d'État, l'une d'entre elles affichait « Résistance civile/Intervention fédérale maintenant/Il n'y a pas de crime/Tout pouvoir émane du peuple ».³⁹ Les protestations sonnent une cloche familière de désobéissance civile qui tinté en 2021 lorsque les partisans de Trump ont pris d'assaut le capitol en invoquant la fraude électorale.⁴⁰ L'invasion du Palais du Planalto, du Congrès, et de la Cour Suprême (Supremo Tribunal Federal) par des supporters de Bolsonaro le 8 Janvier 2023 est donc le produit d'un discours favorable à un coup d'état tenu par Bolsonaro.⁴¹

Le phénomène de l'idéologie populiste qui mine les institutions démocratiques ne doit pas être perçu comme confiné à la droite, mais plutôt comme un outil permettant de consolider l'emprise

37 Mudde, Cas et Cristóbal Rovira Kaltwasser. « "What is populism?" » Op. cit. p. 16

38 Folha de S. Paulo. « Bolsonaro ameaça o STF de golpe, exorta a desobediência à Justiça e diz que só sai morto », Folha de S.Paulo. 7 septembre 2021 . En ligne : <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2021/09/na-paulista-bolsonaro-repete-ameacas-golpistas-ao-stf-e-diz-que-canalhas-nunca-irao-prende-lo.shtml> [consulté le 20 novembre 2022].

39 Soprana, Paula. « Pós-eleição com atos antidemocráticos tensiona acordos entre redes sociais e Justiça Eleitoral », Folha de S.Paulo. 19 novembre 2022 . En ligne : <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2022/11/pos-eleicao-com-atos-antidemocraticos-tensiona-acordos-entre-redes-sociais-e-justica-eleitoral.shtml> [consulté le 20 novembre 2022].

40 Baker, Peter. « Jan. 6 Panel Vividly Detailed the Attack. Accountability Is Another Matter. », The New York Times. 13 octobre 2022 . En ligne : <https://www.nytimes.com/2022/10/13/us/politics/jan-6-panel-accountability.html> [consulté le 23 novembre 2022].

41 Gabriel, João. « Golpistas invadem Planalto, Congresso e STF; PM reage com bombas ». 8 janvier 2023 . En ligne : <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2023/01/bolsonaristas-sobem-em-teto-do-congresso-e-pm-reage-com-bombas.shtml> [consulté le 1 février 2023].

du dirigeant sur le pouvoir, un objectif facilité par l'affaiblissement des institutions démocratiques. AMLO (Andrés Manuel López Obrador, président du Mexique), également classé comme populiste, s'est aussi fait remarquer par ses attaques contre les institutions démocratiques et ses défis à l'élite en tant qu'élite académique scientifique, en réduisant les budgets et dans une tentative de minimiser l'avènement politique de son opposition.⁴²

Conclusion

Dans cet article nous avons présenté l'utilisation par Bolsonaro d'une idéologie populiste reposant sur une définition du "peuple", de "l'élite" et de "la volonté générale" ancrée dans le contexte du mouvement brésilien de la Nouvelle Droite et dans les courants d'extrême droite internationaux incarnés par Donald Trump. Cet article est une tentative de contextualiser les caractérisations du populisme de Bolsonaro comme étant plus qu'une simple application d'un modèle « populiste » universel reposant sur des vues cohérentes du peuple et de l'élite à travers différentes applications. Si le populisme est une idéologie identifiable dans la stratégie de nombreux dirigeants politiques, le contenu que chaque populiste ajoute à son propre discours définit les groupes sociétaux d'une manière inédite à chaque mise en application du populisme, comme le soutiennent Mudde et Kaltwasser en qualifiant le populisme comme une thin-centered ideology.

Bibliographie

Baker, Peter. « Jan. 6 Panel Vividly Detailed the Attack. Accountability Is Another Matter. », *The New York Times*. 13 octobre 2022 . En ligne : <https://www.nytimes.com/2022/10/13/us/politics/jan-6-panel-accountability.html> [consulté le 23 novembre 2022].

Borba, Felipe et Steven Dutt-Ross. « Horário Gratuito de Propaganda Eleitoral e a formação da opinião pública na eleição presidencial de 2018 », *Opinião Pública*. décembre 2021, vol.27. p. 851-877.

Burity, Joanildo. « The Brazilian Conservative Wave, the Bolsonaro Administration, and Religious Actors », *Brazilian Political Science Review*. 2021, vol.15 no 3. p. 1-19.

Corrales, Javier. « Can Latin American Democracy Withstand the Populist Assault? », *The New York Times*. 5 novembre 2018 . En ligne : <https://www.nytimes.com/2018/11/06/opinion/can-latin-american-democracy-withstand-the-populist-assault.html?searchResultPosition=1> [consulté le 20 novembre 2022].

42 Monsiváis-Carrillo, Alejandro. « Happy Winners, Sore Partisans? Political Trust, Partisanship, and the Populist Assault on Electoral Integrity in Mexico », *Journal of Politics in Latin America*. 7 novembre 2022. p. 1866802X221136147.

Folha de S. Paulo. « Trump volta a pedir voto em Bolsonaro e chama Lula de “lunático” », Folha de S.Paulo. 28 octobre 2022 . En ligne : <https://www1.folha.uol.com.br/mundo/2022/10/trump-pede-voto-em-bolsonaro-e-chama-lula-de-lunatico.shtml> [consulté le 20 novembre 2022].

Folha de S. Paulo. « Bolsonaro ameaça o STF de golpe, exorta a desobediência à Justiça e diz que só sai morto », Folha de S.Paulo. 7 septembre 2021 . En ligne : <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2021/09/na-paulista-bolsonaro-repete-ameacas-golpistas-ao-stf-e-diz-que-canalhas-nunca-irao-prende-lo.shtml> [consulté le 20 novembre 2022].

Gabriel, João. « Golpistas invadem Planalto, Congresso e STF; PM reage com bombas ». 8 janvier 2023 . En ligne : <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2023/01/bolsonaristas-sobem-em-teto-do-congresso-e-pm-reage-com-bombas.shtml> [consulté le 1 février 2023].

Kaul, Nitasha. « The Misogyny of Authoritarians in Contemporary Democracies », *International Studies Review*. 1 décembre 2021, vol.23 no 4. p. 1619-1645.

Monsiváis-Carrillo, Alejandro. « Happy Winners, Sore Partisans? Political Trust, Partisanship, and the Populist Assault on Electoral Integrity in Mexico », *Journal of Politics in Latin America*. 7 novembre 2022. p. 1866802X221136147.

Mudde, Cas et Cristóbal Rovira Kaltwasser. « “What is populism?” » *Populism: A Very Short Introduction*. online edn. Oxford Academic. 2017, p. (Very Short Introductions). En ligne : <https://doi.org/10.1093/actrade/9780190234874.003.0001> [consulté le 22 novembre 2022].

Power, Timothy J. et Cesar Zucco Jr. « Estimating ideology of Brazilian legislative parties, 1990-2005: a research communication », *Latin American Research Review*. 2009, vol.44 no 1. p. 218-246.

dos Reis Quadros, Marcos Paulo et Rafael Machado Madeira. « Fim da direita envergonhada? Atuação da bancada evangélica e da bancada da bala e os caminhos da representação do conservadorismo no Brasil », *Opinião Pública*. 2018, vol.24 no 3. p. 486-522.

Rocha, Camila. « The New Brazilian Right and the Public Sphere », *The Maria Sibylla Merian International Centre for Advanced Studies in the Humanities and Social Sciences Conviviality-Inequality in Latin America*. 2021 no 32. (Mecila Working Paper Series).

Samuels, David J. et Cesar Zucco. *Partisans, Antipartisans, and Nonpartisans*. Cambridge, UK. Cambridge University Press. 2018.

Singer, André. « A reativação da direita no Brasil », *Opinião Pública*. 2021, vol.27 no 3. p. 705-729.

Soares, Ingrid. « Bolsonaro sobre ideologia de gênero nas escolas: “Não admitimos” », *Correio Braziliense*. 30 mars 2022 . En ligne : <https://www.correiobraziliense.com.br/politica/2022/03/4997042-bolsonaro-sobre-ideologia-de-genero-nas-escolas-nao-admitimos.html> [consulté le 20 novembre 2022].

Soprana, Paula. « Pós-eleição com atos antidemocráticos tensiona acordos entre redes sociais e Justiça Eleitoral », Folha de S.Paulo. 19 novembre 2022 . En ligne : <https://www1.folha.uol.com.br/poder/2022/11/pos-eleicao-com-atos-antidemocraticos-tensiona-acordos-entre-redes-sociais-e-justica-eleitoral.shtml> [consulté le 20 novembre 2022].

Propaganda Eleitoral Brasil - Presidente - 15/10/2022 Tarde. 2022. 0:06. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=nl2bKAZV314> [consulté le 14 février 2023].

Ao vivo: Bolsonaro faz evento de campanha em Fortaleza (CE). 2022. 0:15. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=0lJKrV5anVQ> [consulté le 14 février 2023].

Propaganda Eleitoral Brasil - Presidente - 14/10/2022 Tarde e Noite. 2022. 0:15. En ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=BGUqETRNVBE> [consulté le 14 février 2023].

DEBATE NA BAND: PRESIDENCIAL 2022. 2022. 0:06. En ligne : https://www.youtube.com/watch?v=WwdgWl_nmKI [consulté le 14 février 2023].

8.

Etude comparative: Les dernières élections américaines et brésiliennes

**Camille
Racette-
Roussel**

Récemment diplômée de l'Université
de York à Toronto en Relations
Internationales et Sciences Politiques

“Ils l'appellent le Donald Trump de l'Amérique du Sud, je l'aime bien” s'exprime Trump à propos de Bolsonaro en 2019. C'est dans un contexte de crise économique et sociale mondiale que se sont déroulées les élections aux Etats-Unis en 2020 et au Brésil en 2022. C'est dans ce même contexte qu'ont été établis des liens et des parallèles entre le gouvernement des deux présidents sortants, Donald Trump et Jair Bolsonaro, notamment le 8 janvier 2023 lors de l'invasion du Planalto à Brasilia qui a rappelé celle du Capitole à Washington le 6 janvier 2021. Comment est-ce que ces deux gouvernements s'inscrivent dans un contexte de démocratie en crise dans le monde ? Le gouvernement Bolsonaro est-il une copie conforme de l'administration Trump en termes politiques et idéologiques, ou s'agit-il plutôt d'une influence importante? Le but de cet article est de comprendre comment est ce que ces deux gouvernements et leaders s'inscrivent dans un contexte du déclin de la démocratie dans le monde, tout en mettant en évidence les liens, parallèles et différences entre le trumpisme et le bolsonarisme.

La crise de la démocratie dans le monde

La mondialisation permet le partage de valeurs et d'idéologies quelles qu'elles soient, à grande échelle dans le monde, y compris des valeurs antidémocratiques comme on peut retrouver dans le trumpisme ou le bolsonarisme. Dans un monde plus interconnecté que jamais, certaines de ces valeurs se diffusent rapidement grâce à l'aide des réseaux sociaux. L'alliance Trump-Bolsonaro est intéressante à relever puisqu'elle illustre bien ce phénomène. Les valeurs et idéologies des deux leaders s'alimentent mutuellement, mettant la démocratie à risque dans leurs pays respectifs et contribuant à la création d'une nouvelle définition de la liberté et de la démocratie dans le monde. Malgré l'élection de Lula et de Biden et l'espoir d'un retour à la normalité qui ont suivi ces résultats, l'ambassadeur du Brésil aux Etats Unis déclare que “Le Brésil est et restera l'un des pays les plus libres du monde”, montrant ainsi à quel point le bolsonarisme est ancré dans la politique du pays.

En plus d'être des idéologies politiques puissantes au sein de leurs pays respectifs, le trumpisme et le bolsonarisme alimentent ainsi des idéologies similaires dans d'autres pays. Certaines théories du complot et idéologie radicale de l'extrême droite américaine par exemple, se sont imnisées dans le discours d'autres pays, comme en Allemagne, où les autorités ont arrêté plus d'une douzaine d'extrémistes d'extrême droite l'année dernière pour avoir planifié de renverser le gouvernement. Ils ont été inspirés en partie par QAnon, un mouvement fondé sur des théories du complot, dont certaines provenaient directement de Trump. Le gouvernement Trump et ses idéologies ont aussi tissé des liens avec des dirigeants d'extrême droite comme en Turquie avec Erdogan ou en France avec Marine Le Pen, remettant ainsi en question la démocratie et ses modes de fonctionnement.

Le trumpisme et le bolsonarisme en terme de politique et d'idéologie

La crise de la démocratie américaine n'est pas un phénomène nouveau. Elle se manifeste depuis plus de dix ans par les dysfonctionnements des institutions fédérales, et par un accroissement du

rôle de l'argent dans la vie politique. On peut l'expliquer par la déportation du Parti républicain à droite de l'échiquier idéologique américain. Le mouvement American Tea Party de 2009-2012 ne s'est jamais réellement éteint. Au lieu de cela, il a connu des mutations avant de devenir la rhétorique de Trump et de dominer le Parti républicain dans le pays. Il n'est pas rare d'entendre des politiciens de Washington défendre des positions anti-scientifiques sur le changement climatique ou sur la vaccination ou d'autres mesures médicales pour combattre le COVID-19. L'accès à l'information, sa provenance et sa légitimité sont remis en cause constamment, processus accéléré par les réseaux sociaux ces dernières années, devenant de véritables outils politiques. Ce phénomène de post-vérité et de recherche d'authenticité sont au cœur des mouvements populistes qui traversent la société américaine, en particulier depuis l'arrivée de Trump au pouvoir. Il s'agit justement d'une des qualités de Trump aux yeux de ses partisans; la perception de son authenticité au moyen d'une expression spontanée et libérée. C'est un phénomène qu'on retrouve aussi au sein de la population brésilienne. Certaines valeurs du trumpisme sont retrouvées dans le bolsonarisme, comme l'accès à l'information. La quête de la vérité et d'authenticité à travers les médias et les réseaux sociaux est ce que revendique Trump, mais aussi Bolsonaro, créant ainsi un nouveau lexique autour de la défense de la liberté. La démocratie tient à présent une tout autre définition, une définition qui est propre aux deux ex-leaders. D'autres valeurs du trumpisme se retrouvent aussi dans le bolsonarisme comme l'appel à l'ultra-individualisme, au néolibéralisme, l'approximation avec les communautés évangéliques... Il existe donc des liens évidents entre les valeurs du trumpisme et du bolsonarisme, même si les deux sont inscrits dans des contextes politiques et historiques différents. Le bolsonarisme, lui, s'inscrit dans un contexte qui prend en compte l'histoire du pays; celle des dictatures militaires et de ses valeurs. Lors de son mandat, Bolsonaro a exprimé à plusieurs reprises sa nostalgie pour cette période, un sentiment partagé par quelques-uns de ses partisans. Le bolsonarisme s'inspire donc des mouvements de l'extrême droite proches de la dictature, ce qui n'est pas le cas aux Etats Unis, pays dont la démocratie date de plus de 245 ans. La démocratie brésilienne et ses institutions sont donc plus fragiles qu'aux Etats Unis, compte tenu de la récente démocratie brésilienne et de l'adoption de la Constitution en 1988.

Un intérêt politique et économique derrière l'alliance Trump-Bolsonaro

L'élection de Bolsonaro en 2018 a été possible grâce à l'élection du président Trump quelques années auparavant. L'alliance diplomatique entre les deux dirigeants ainsi que le surnom de Bolsonaro "Le Trump des tropiques" lui confère une certaine légitimité. Ses partisans, constatent la politique de Trump aux Etats-Unis et les succès qu'elle a engendrés, donnent de l'espoir aux partisans de Bolsonaro. Selon eux, il adoptera les mêmes mesures et stratégies politiques au Brésil. Cette alliance a renforcé la légitimité politique des deux leaders en légitimant leur action et leur système de valeurs beef, bible and bullets, des valeurs reposant sur le modèle de la famille traditionnelle, de l'importance des traditions, de la religion chrétienne. Du côté de Trump, avoir le soutien de l'électorat de Bolsonaro aide à rendre légitimes les idées et actions de Trump, qui tout comme Bolsonaro, se

retrouve isolé de la communauté internationale à plusieurs reprises. Un soutien réciproque sur la scène internationale est ainsi nécessaire et stratégique pour les deux dirigeants. Mais en plus d'être une alliance politiquement stratégique, celle-ci comporte de nombreux autres intérêts; politiques, économiques, environnementaux.

Sur le plan économique, les deux dirigeants ont signé de nombreux accords commerciaux visant à accroître les échanges commerciaux entre les deux pays, qui ont toujours été de grands partenaires commerciaux. De plus, les investisseurs américains ont investi des milliards de dollars dans des sociétés brésiliennes depuis quelques années. Les ressources naturelles abondantes du Brésil, rendues plus accessibles par le gouvernement Bolsonaro qui a supprimé ou affaibli un bon nombre de mesures environnementales, présentent de grandes opportunités économiques pour les Etats Unis. Quant à l'utilisation de la technologie, des réseaux sociaux, notamment des réseaux sociaux conservateurs, l'alliance entre les deux pays est bénéfique. Gettr et Parler, deux réseaux sociaux censés imiter Twitter, ont connu une croissance rapide au Brésil. Ils promettaient de ne pas censurer les voix conservatrices, la censure sur les réseaux sociaux étant perçue comme une attaque à la démocratie par les partisans de Trump et de Bolsonaro. Le directeur de Gettr, qui est aussi l'ancien porte-parole de Trump, déclare que ses liens avec le gouvernement Bolsonaro ont été très bénéfiques économiquement pour son entreprise. Il y a 500 000 utilisateurs au Brésil, ce qui représente son deuxième plus grand marché après les utilisateurs américains: "J'avais le Brésil à l'esprit dès le début du mandat de Bolsonaro ". Ensemble, l'administration Trump et Bolsonaro se mettent d'accord sur l'utilisation de ces réseaux sociaux alternatifs, contournant les lois de désinformation imposées par la Silicon Valley. Une alliance militaire avec le Brésil est aussi ce qui intéresse l'ancien Président Trump. Lors d'un des voyages du président Bolsonaro à Washington au début de son mandat, les deux présidents se sont accordés sur l'importance de leur alliance militaire, augmentant ainsi le budget brésilien dans l'industrie de défense américaine. Au début de son mandat en 2018, Bolsonaro s'exprime sur le sujet dans une interview, disant qu'il pourrait décider d'installer des bases militaires américaines sur son territoire, afin de contrer les efforts russes au Venezuela. Les États-Unis étaient le premier partenaire commercial du Venezuela avant qu'on leur impose des sanctions économiques à cause de leur régime politique jugé illégitime. Une présence militaire américaine proche de la frontière vénézuélienne aurait pu s'avérer politiquement et économiquement stratégique pour les Etats Unis, si les militaires brésiliens avaient soutenus le projet, ce qu'ils n'ont pas fait.

Une stratégie de communication politique commune avant les élections

Le 3 novembre 2020, quelques heures après les résultats des élections américaines, Kayleigh Mac Enany, conseillère de campagne de Donald Trump, s'exprime : "cette élection n'est pas terminée, loin de là. Ce n'est que le début du processus avant d'obtenir un décompte fiable et honnête, nous battons pour les droits de tous les Américains pour restaurer leur confiance dans cette élection et dans celle à venir". L'ancien président Trump a remis en question à plusieurs reprises le système électoral pendant son mandat, notamment concernant la possibilité de voter par correspondance,

une pratique courante aux Etats-Unis. A travers de nombreux tweets, il affirme que l'utilisation accrue des bulletins de vote par correspondance entraînerait une fraude électorale et une élection truquée : "Il n'y a aucune chance que les bulletins de vote par correspondance ne soient pas substantiellement frauduleux. Les boîtes aux lettres seront volées, les bulletins seront falsifiés et même imprimés illégalement et signés frauduleusement. Ce sera une élection truquée". Au même titre que Trump, Bolsonaro, soutenu par l'ancien président américain dans sa réélection, prédit une fraude concernant les prochaines élections du pays sud-américain. Il déclare à plusieurs reprises que les responsables électoraux comptent les votes en secret, suggérant qu'ils pourraient manipuler les résultats. Il soupçonne également des hackers d'avoir tenté de lui voler l'élection présidentielle de 2018. Les agences de vérification et les experts en sécurité électorale contredisent ces propos, mais Bolsonaro continue de les diffuser à travers de nombreux moyens de communication comme des discours, des interviews, et sur les réseaux sociaux. A quelques semaines des élections, les trois quarts des partisans de Bolsonaro ont déclaré qu'ils n'avaient pas confiance dans le système électoral du pays. Bolsonaro construit un discours basé sur des inexactitudes et hors contextes, des théories de conspiration et des mensonges, comme l'ancien président Donald J. Trump. Les deux ont réussi à mettre en doute la fiabilité du système électoral du pays auprès de leurs partisans.

Eduardo Bolsonaro, le troisième fils de l'ancien président, a souvent agi comme un intermédiaire entre Bolsonaro et Trump, aidant ainsi à semer le doute quant aux élections. Il fait de multiples voyages aux Etats Unis, était présent dans le pays lors de l'invasion du Capitole du 6 janvier 2021, et noue des liens forts avec d'anciens conseillers de Trump comme Stephen K. Bannon. Ensemble, ils discutent de questions telles que la fraude électorale ou le marxisme culturel, dont les deux pays seraient victimes. Bannon décrit l'ancien président Luiz Inácio Lula da Silva comme un "criminel marxiste transnational" et fournit des conseils et des stratégies au gouvernement Bolsonaro en suivant les traces de Donald Trump. Un diaporama sur la fraude électorale présenté par Eduardo Bolsonaro a été diffusé par One America News, un réseau câblé conservateur qui atteint 35 millions de ménages américains. Il a aussi été traduit en portugais et consulté près de 600000 fois sur YouTube et Facebook. "Bolsonaro va gagner", déclare Bannon, sauf si les élections sont "volées par, devinez quoi, les machines". Les propos de M. Bannon et de M. Trump Jr. ont été traduits en portugais et publiés sur Facebook par Bia Kicis, députée conservatrice brésilienne.



Source: *Compte Twitter d'Eduardo Bolsonaro @BolsonaroSP*

Bannon annonce que Eduardo Bolsonaro représenterait l'Amérique du Sud dans The Movement, un groupe nationaliste de droite qui reprendrait le contrôle du monde occidental. Eduardo Bolsonaro ajoute qu'ensembles, ils "regagneraient la souveraineté des forces élitistes mondialistes progressistes." Donald Trump, quant à lui, s'adresse plusieurs fois au peuple brésilien. Selon lui, des forces étrangères tentaient de déstabiliser et d'affaiblir la campagne présidentielle de Bolsonaro. Bolsonaro suit les traces de l'ancien président américain en ayant recours aux mêmes stratégies politiques. Les deux font d'une question qui était au départ technique, la fiabilité du système de vote électronique, une véritable arme politique. Trump soutient Bolsonaro dans ses déclarations, qualifie ses rivaux politiques de criminels et de communistes, et affirme sans cesse que les élections brésiliennes seront truquées. Les deux gouvernements s'harmonisent donc et se nourrissent dans le doute et dans la remise en question du système électoral.

Remise en cause des institutions démocratiques et les actes de violence à Washington et à Brasilia

La contestation du mode de scrutin s'inscrit dans un contexte plus vaste, celui des institutions démocratiques brésiliennes. La dégradation du caractère légitime de la Cour suprême brésilienne en est un bon exemple. Celle-ci, ayant compétence pour contrôler l'information circulant sur Internet, a fait retirer de nombreux comptes pro-bolsonaristes sur les réseaux sociaux. Elle est considérée comme illégitime, anti-démocratique et a été maintes fois critiquée par de nombreux partisans de Bolsonaro. De manière plus générale, le système judiciaire du pays est mis en cause. Les partisans de Bolsonaro la voient comme véhicule de Fake News, un terme utilisé par Trump pour décrire des informations qu'il juge peu flatteuses. Un terme repris par Bolsonaro, également inscrit dans la loi brésilienne, sans définition précise.

L'exemple le plus flagrant de la dégradation des institutions brésiliennes a été l'attaque des institutions à Brasilia, aussi qualifiée d'acte terroriste par certains, du 8 janvier 2023. Les intentions qui ont poussé les partisans à envahir les institutions à Washington et à Brasilia sont néanmoins différentes. Ce qui s'est passé à Brasilia visait à détruire et piller des bâtiments, pour la plupart, vides. L'attaque de Washington, d'autre part, visait à interrompre et à perturber la session du Congrès, qui devait approuver officiellement la victoire de Biden. L'attaque des institutions brésiliennes à Brasilia a été encouragée par les partisans de Trump, qui s'identifient à leurs revendications. La police et les militaires présents à Brasilia au moment des faits, n'ont pas cherché à interrompre l'attaque. Ainsi, les forces de sécurité du pays ont contribué et encouragé ces violences contre les institutions du pays menaçant ainsi la démocratie. Des rumeurs de coup d'État circulent au Brésil via les réseaux sociaux avant que le Sénat des Etats-Unis ne se prononce sur la question. Il menace de rompre les liens diplomatiques et militaires entre les deux pays dans le cas d'un coup d'État prévu par les partisans de Bolsonaro. L'ancien président prend la parole à ce sujet, incitant ses partisans à manifester, mais sans violence. Lors de ces manifestations dans vingt des principales villes brésiliennes, les panneaux des partisans de Bolsonaro mentionnent : “#BrazilianSpring” et “#BrazilWasStolen”, en anglais, montre le lien fort entre les mouvements de contestation et les attaques des institutions américaines et brésiliennes.

La réaction des deux présidents à la suite de leur défaite lors des élections est différente. Tandis que Trump a immédiatement cherché à contester les résultats après sa défaite, Bolsonaro lui, est resté silencieux pendant plusieurs semaines, rentrant ainsi dans l'ombre, avant de finalement reconnaître indirectement la victoire du nouveau président Lula. Il s'est éloigné de ses partisans les plus radicaux, ceux qui ont demandé l'intervention des militaires dans les résultats des élections. Malgré cet éloignement et ses demandes de manifestations pacifiques, Alexandre de Moraes, une des figures les plus importantes de la Cour suprême brésilienne, déclare que les actions et paroles de Bolsonaro “ont contribué, de manière certaine, à la survenue d'actes criminels et terroristes”, faisant référence à l'invasion des institutions à Brasilia. L'attaque des institutions à Brasilia n'était pas qu'une attaque contre le pouvoir exécutif comme ça a été le cas lors de l'invasion à Washington. C'était une attaque contre les trois branches du pouvoir, exécutif, législatif et juridique, une attaque directe contre la démocratie brésilienne.



Source: Dado Galdieri for The New York Times

Bien que des parallèles ont pu être établis entre le gouvernement de Trump et celui de Bolsonaro, tous deux ont une histoire politique bien spécifique ; les Etats Unis et la crise de la démocratie est différente de ce qui se passe au Brésil, où la démocratie est affaire récente et par conséquent, plus à risque. Le risque d'un coup d'Etat après les récentes élections était donc plus réel qu'aux Etats Unis, où la démocratie n'est pas histoire récente; elle date de plus de 245 ans. "Les mouvements sociaux politiques qui soutiennent Bolsonaro ont fini par dépasser Bolsonaro lui-même, de la même manière qu'aux États-Unis, ils ont dépassé Trump", déclare Bannon, un ancien conseiller de Trump, en faisant référence aux invasions à Brasilia et à Washington. Le trumpisme, ses idéologies et ses valeurs sont profondément ancrés dans la politique du pays, il est encore tôt pour affirmer avec certitude que le même effet se produira avec le bolsonarisme. C'est une idéologie qui, avec l'aide des réseaux sociaux et des stratégies de communication politiques semblables à celles de Trump, est apparue relativement rapidement et par conséquent, peut aussi disparaître rapidement même s'il est déjà évident qu'il s'est, lui aussi, bien immiscé dans la politique nationale brésilienne. Au niveau international, le trumpisme a accéléré et rendu légitime d'autres idéologies et politiques populistes nationalistes, créant ainsi une deuxième définition de ce qu'est la démocratie, la mettant ainsi à risque. Les partisans de Trump et de Bolsonaro sont et resteront convaincus qu'ils défendent la démocratie de leur pays respectif, alors qu'ils agissent en réalité contre elle.

Bibliographie

Ashley Brown; Louise Kelly; Marquez Janse (2023). “Where similarities between government attacks in Brazil and the U.S. begin — and end”. NPR. <https://www.npr.org/2023/01/10/1148210623/where-similarities-between-government-attacks-in-brazil-and-the-u-s-begin-and-en>

“Attack on Democratic Institutions in Brazil: Statement by Human Rights Watch” (2023) Human Rights Watch. <https://www.hrw.org/breaking-news/2023/01/08/attack-democratic-institutions-brazil-statement-human-rights-watch>

B. Edsal, T. (2021). “Trumpism Without Borders”. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2021/06/16/opinion/trump-global-populism.html>

“Brazil: The Mob Leaves Its Mark’ (2023). International Crisis Group. <https://www.crisisgroup.org/latin-america-caribbean/brazil/brazil-mob-leaves-its-mark>

“Brazilian offer of U.S. base in doubt, opposed by military” (2019). Reuters. <https://www.reuters.com/article/us-brazil-usa-base/brazilian-offer-of-u-s-base-in-doubt-opposed-by-military-idUSKCN1P214H>

Dwoskin, E; Sa Pessoa. G (2022). “Trump aides Bannon, Miller advising the Bolsonaros on next steps”. The Washington Post. <https://www.washingtonpost.com/world/2022/11/23/brazil-bolsonaro-bannon/>

Ionova, A. (2022). “What does Brazil’s election mean for the United States?”. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2022/10/30/world/americas/what-does-brazils-election-mean-for-the-united-states.html?searchResultPosition=4>

Kabaservice, G. (2020). “The forever grievance, Conservatives have traded periodic revolts for a permanent revolution”. The Washington Post. <https://www.washingtonpost.com/outlook/2020/12/04/tea-party-trumpism-conservatives-populism/>

Kranish, M; Stanley-Becker, I. (2023). “Brazil’s riot puts spotlight on close ties between Bolsonaro and Trump”. The Washington Post. <https://www.washingtonpost.com/politics/2023/01/09/bolsonaro-riots-us-election-deniers-trump-bannon/>

Lopez, G. (2023). “Brazil and Jan. 6”. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2023/01/10/briefing/brazil-riots-jan-6.html>

Mollan, & Geesin, B. (2020). Donald Trump and Trumpism: Leadership, ideology and narrative of the business executive turned politician. *Organization* (London, England), 27(3), 405–418. <https://doi.org/10.1177/1350508419870901>

Nardon, L. (2017). Trump et la crise de la démocratie américaine. *Politique étrangère*, 11-22. <https://doi.org/10.3917/pe.171.0011>

Nicas, J. (2021). “The Bolsonaro-Trump Connection Threatening Brazil’s Elections”. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2021/11/11/world/americas/bolsonaro-trump-brazil-election.html>

Nicas, J (2021). “The Bolsonaro-Trump Connection Threatening Brazil’s Elections”. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2021/11/11/world/americas/bolsonaro-trump-brazil-election.html>

Nicas, J; Milhorange, F; Beltran, G (2021). “How Bolsonaro Built the Myth of Stolen Elections in Brazil”. The New York Times. <https://www.nytimes.com/interactive/2022/10/25/world/americas/brazil-bolsonaro-misinformation.html>

Nicas, J; Milhorange, F; Spigariol, A. (2022). “After Defeat, Bolsonaro Is Silent, and Brazil Braces for Turmoil”. The New York Times. <https://www.nytimes.com/2022/10/31/world/americas/brazil-election-results-bolsonaro-lula.html>

Picheta, R (2023). “The violent attack on Brazil’s government was months in the making. Here’s what you need to know”. CNN World News. <https://www.cnn.com/2023/01/09/americas/brazil-congress-attack-explained-intl/index.html>

Post. (2017). The roots of Trumpism. *Cultural Dynamics*, 29(1-2), 100–108. <https://doi.org/10.1177/0921374017709229>

Serino, K. (2023). “Here’s what’s different about the Brazil attack compared to Jan. 6”. PBS. <https://www.pbs.org/newshour/world/what-the-attack-in-brazil-says-about-far-right-movements-around-the-world>

Singer, A. (2021). A reativação da direita no Brasil. <https://doi.org/http://doi.org/10.1590/1807-01912021273705>

Taub, A. (2023). “A Vital Question for Brazil’s Democracy: Where Were the Police?”. The New York Times. https://www.nytimes.com/2023/01/11/world/americas/brazil-bolsonaro-police.html?action=click&pgtype=Article&state=default&module=stylIn-brazil-protests&variant=show®ion=MAIN_CONTENT_1&block=storyline_top_links_recirc

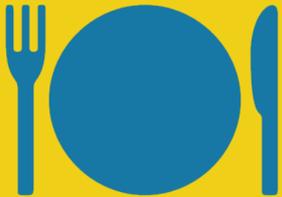
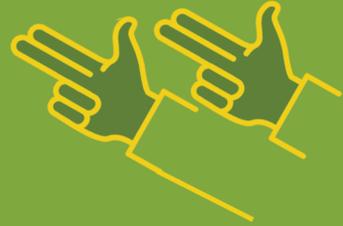
“The 2020-21 Presidential Transition, lessons learned and recommendations”. (2022). Center for Presidential Transition. <https://presidentialtransition.org/publications/2020-21-lessons-learned/>

U.S Mission Brazil. (2019). “Major Non-NATO Ally”. U.S. Embassy and Consulates in Brazil. <https://br.usembassy.gov/major-non-nato-ally/>



**Observatoire
des élections
au Brésil**

SciencesPo
OBSERVATOIRE POLITIQUE DE
L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES



L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE BRÉSILIENNE DE 2022 :

le présent et l'avenir d'une démocratie



Observatoire
des élections
au Brésil

SciencesPo

OBSERVATOIRE POLITIQUE DE
L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES